oneworld

QATAR AIRWAYS القطرية

World's 5-star airline.

www.tunisietelecom.tn/B2B

1ER RÉSEAU
DE FIBRE OPTIQUE
POUR LES ENTREPRISES

20 000 km de fibres installés
24 villes couvertes
200 zones connectées

Plus que des Solutions

TT
ENTREPRISES

Par Taoufik Habaieb

Editorial

Allez vite et fort !

Les Tunisiens sont déjà en mode ramadan. Cette année aussi, le mois saint nous plongera directement dans les vacances estivales. Cela signifie séance unique, relâchement et pratiquement tous en congé. Déjà en pédale douce, la Tunisie tournera, pendant au moins deux mois et demi, au ralenti. La reprise en septembre sera dure, tant les indicateurs économiques et financiers des neuf premiers mois de l'année 2015 clignoteront plus fortement au rouge.

A peine les nouvelles institutions ont-elles pris leurs marques à Carthage, la Kasbah et au Bardo, patiné les premières semaines, ajusté les tirs et resserré les équipes, les voilà rattrapées par la séance unique et les congés.

Pourtant, ce qui est à faire est d'une urgence absolue. On nous l'a dit à Washington : *«Allez-y vite et fort, vous bénéficiez d'une rare fenêtre ouverte devant vous. Elle risque de se refermer rapidement ! »*. La même alerte nous vient de partout. Rares sont pourtant ceux qui l'écoutent. La classe politique est encore embourbée dans les tiraillements internes entre ses militants et la consolidation de ses structures. Peu de programmes cohérents, de nouvelles idées fortes et de jeunes pousses d'avenir en émergent. Le déficit en capacités politiques d'envergure, de vrais leaders, se fait lourdement ressentir.

A Paris, et surtout à Washington, comme bientôt lors du G7 en Allemagne, Béji Caïd Essebsi aura jeté les fondations d'un gratte-ciel et construit les dalles des étages. Il ne reste plus au gouvernement et surtout à la communauté économique que d'en assurer le briquetage, le revêtement, la connectivité et la finition. L'image citée par un vieil ami de la Tunisie résume l'architecture générale du système politique.

La tâche n'est guère difficile, si tous les blocages administratifs, surtout, sont levés et les chefs d'entreprise, remobilisés, se mettent à l'œuvre. Des crédits non consommés et des chantiers à l'arrêt à cause de contentieux fonciers non réglés ou de permis en attente de signature. Des taxes exorbitantes et des démarches interminables s'ajoutant aux débrayages sociaux à l'improviste et aux revendications en surenchère, dissuadent les porteurs de projets les plus enthousiastes. Ces freins et hésitations n'atteignent heureusement pas nos forces de sécurité et notre armée. A voir à l'œuvre ces jeunes combattants, parachutistes, tireurs d'élite, plongeurs sous-marins et délivreurs d'otages, relevant de l'Unité spéciale de la Garde nationale, ou encore ces jeunes femmes pilotes de chasse de l'armée nationale, comme les autres unités de l'armée et de la Police nationale, on ne peut qu'être admiratif de leur courage, de leur haut degré d'engagement et de leur abnégation. Quand ils montent au feu, au péril de leur vie, hommes et femmes, pour la plupart chefs de famille, ils n'ont pas d'agenda personnel et ne font pas de calculs : ils accomplissent leur travail, ils servent le pays. La patrie, d'abord, aujourd'hui, plus encore !

Combien d'hommes et de femmes politiques, de chefs d'entreprise et de syndicalistes pensent comme eux, agissent comme eux ?

Malgré la persistance de la menace terroriste et l'effondrement des indicateurs économiques, les horizons se clarifient. Le soutien international est fort. La détermination du gouvernement est résolue. Avec plus de fermeté, il tance l'administration, limoge les défaillants, et rejette les oukases de l'Ugtt.

La centrale syndicale, confrontée aux débordements de ses troupes, révise pour le moment très légèrement le cap. Il faut l'y encourager fortement. Tous deux, le gouvernement comme l'Ugtt, doivent à y aller plus vite et trouver les compromis nécessaires, sans jamais hypothéquer ni l'entreprise ni l'Etat. Les réformes tardent, les grands chantiers aussi ! Il faut s'y attaquer en profondeur, dans un esprit d'entente et d'appui mutuel. C'est aussi le rôle de l'Assemblée des représentants du peuple de faire emballer la machine.■

T.H.

Le «plan secret» d'Habib Essid

Doucement, il remonte dans les sondages, tant en notoriété qu'en appréciation, même s'il lui reste encore beaucoup à faire. La date butoir des 100 premiers jours passée sans dégâts, voire un bon score sur le plan sécuritaire, le chef du gouvernement Habib Essid affiche une plus grande assurance. Signe qui ne trompe pas, il s'ouvre de plus en plus à la presse, reçoit, certains samedis, des journalistes en off, tout en leur laissant la liberté de rapporter ses propos s'ils le souhaitent. Le grand pas franchi sera le reportage-interview réalisé par Hamza Balloumi pour El Hiwar Ettounsi. D'abord très réservé à l'idée de se laisser filmer par une caméra tout au long d'une journée quotidienne avec en prime une interview exclusive, il finira par accepter. Pendant plus de 45 minutes, il essayera de gommer la mauvaise impression laissée par sa première prestation télévisée du 16 mars dernier, offrant un abord plus accueillant et une image moins rigide.

Mais, cette décrispation médiatique ne signifie pas un relâchement d'autorité. Habib Essid redoublera de fermeté sur plus d'un front. Sur le plan sécuritaire, il a renforcé tous les dispositifs, en intensifiant la traque des terroristes et en amorçant le verrouillage des frontières, ce qui contrarie énormément les trafiquants. Au niveau social, il a réactivé la disposition relative au non-paiement des journées de grève et amené l'Ugtt à se désolidariser des grèves sauvages. Côté administratif, il a sommé les gouverneurs et l'administration centrale de dépoussiérer les projets restés dans les cartons et de se mettre à l'action efficace. Sur le plan budgétaire et financier, il a lancé des audits et des enquêtes pour chasser la malversation, débusquer les crédits non consommés et déboulonner des baronnies solidement établies.

Sa méthode sera le limogeage des défaillants. On a ainsi vu des têtes tomber à la Poste, l'Onas, Tunisair, la Douane et autres. La série ne semble pas être terminée. Il a également procédé à la promotion de jeunes compétences, tout en leur donnant carte blanche sur le plan des responsabilités. Autant de décisions qui incitent ses détracteurs à le suspecter de concocter un «plan secret» pour mettre la main sur la haute administration. Habib Essid n'y prête aucune attention. *«Son vrai plan secret, nous confie l'un de ses proches collaborateurs, c'est la remise en ordre de marche du pays et la conception d'une nouvelle vision, comme décrite dans la note d'orientation pour le prochain plan de développement».*

Le plus tunisien des diplomates russes

La Tunisie, il la portera toujours dans son cœur. A 22 ans, il y avait entamé sa longue carrière diplomatique en 1974. L'ambassadeur de Russie, Alexandre Cheïne, y reviendra, 37 ans après, en 2011, cette fois-ci en tant que chef de poste, le dernier avant de prendre sa retraite. Encore un autre coup du hasard, cette dernière nomination interviendra un certain vendredi 14 janvier 2011. C'est tout dire. Il s'apprête à faire, début juin, ses adieux aux officiels et à ses collègues ainsi qu'à ses nombreux amis.

Un 12e quotidien ?

Dans ce tarissement des investissements publicitaires et ce rétrécissement du lectorat, y a-t-il une place pour un 12e quotidien à Tunis ? Oui, répondent avec conviction et enthousiasme les promoteurs d'un projet qui semble être à un état bien avancé. Le paysage médiatique tunisien compte actuellement 11 quotidiens, 10 hebdomadaires et une quarantaine d'autres périodiques entre bimensuels, mensuels et bimestriels. Parmi les 11 quotidiens, on dénombre 3 en langue française, à savoir l'historique *La Presse*, *Le Temps* et *Le Quotidien*. En langue arabe, il s'agit de : *Le Maghreb*, *Assabah*, *Echourouk*, *Essarih*, *Assahafa*, *Edhamir*, *Ettounissya* et *Essour*. A quelques exceptions près, les tirages restent très modestes. Parfois plus réduits qu'on le croit.

RAV4

VOUS AUSSI VIVEZ L'EFFET RAV4

TOYOTA

TOUJOURS
MIEUX,
TOUJOURS
PLUS LOIN

3 ans de garantie ou 100000 Km

facebook
TOYOTA TUNISIE

Siège BSB TOYOTA Z.I La Marsa (A côté de Promogro) / Tél (+216) 71854 854 (LG) / Fax : (216) 71 854 019 / **Agence Tunis** Rue De l'Energie Solaire Z.I Charguia I / Tél : (+216) 71 205 599 / (+216) 55 811 407 / Fax : (+216) 71 205 426 / **Agence Sousse** Blvd de l'environnement Sidi Abdelhamid Rte de Monastir / Tél : (+216) 73 320 330 / 73 320 557 / Fax : (+216) 73 320 443 / **Agence Sfax** Route de Gabes km 1,5 / Tél : (+216) 74 246 236 / 74 246 259 / Fax : (+216) 74 246 278 / **Agence Nabeul** Avenue du Maghreb Arabe (Route de Tunis), 8000 Nabeul Tél / Fax : 72 220 508 / **Service commercial Tunis** Tél : (+216) 98 216 542 / (+216) 98 434 864 / (+216) 93 266 884 / (+216) 98 623 492 / **Service commercial Sousse** Tél : (+216) 93 267 138 / (+216) 93 266 669 / **E-mail** toyota@toyota.com.tn

BSB GROUP

TOYOTA

M'hammed Ezzine Chlaïfa n'aura plus la langue dans sa poche

Si le ministre des Affaires étrangères, Taïeb Baccouche, et son secrétaire d'État en charge des pays arabes et africains, Touhami Abdouli, sont connus, le second secrétaire d'Etat, chargé du reste du monde, M'hammed Ezzine Chlaïfa, passe quasi inaperçu. Diplomate de carrière, longtemps ambassadeur en Afrique du Sud, Australie, Espagne et Etats-Unis, il a toujours préféré rester à l'ombre. Sa grande sortie fut celle récemment aux côtés du président Caïd Essebsi lors de la visite aux Etats-Unis. Une visite qu'il a soigneusement préparée avec le conseiller diplomatique du président, Khemaies Jhinaoui, lui-même ancien ambassadeur (Londres, Moscou...) et ancien secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Tout deux avaient actionné le chargé d'affaires de Tunisie à Washington, Kais Darragi, jusqu'à la désignation du nouvel ambassadeur Fayçal Gouia qui prendra rapidement le train en marche. L'équipe fonctionnera très bien, le président Caïd Essebsi, qui le relèvera attentivement, les félicitera tous. Chlaïfa doit cependant s'exprimer dans les médias, estime-t-on, pour bien expliquer les dossiers relevant de sa compétence et montrer tout l'effort déployé par la diplomatie tunisienne.

Transport : le grand chambardement

Mahmoud Ben Romdhane n'a pas eu une seule seconde de répit à la tête du ministère du Transport. A peine la passation effectuée avec son prédécesseur Chiheb Ben Ahmed, on lui annonce la noyade d'un agent de la Stam au port, alors qu'il conduisait un minibus. Il fallait promptement tout gérer, de la famille de la victime à l'enquête interne. Préavis de grèves et débrayages tournants s'enchaînent sans tarder.

Economiste de renom et coauteur avec Slim Chaker du programme économique de Nidaa Tounès, Mahmoud Ben Romdhane est plutôt versé dans l'analyse stratégique, l'élaboration de nouveaux schémas, espérant pouvoir, en tant que ministre, les mettre en œuvre. A sa grande surprise, il découvre l'état lamentable du secteur du transport, surtout le transport public. Vétusté des véhicules, manque d'entretien, déficit structurel et relâchement quasi généralisé. S'il a accepté ce département, c'est pour s'atteler à le réformer et le relancer.

Contraint de jouer au pompier pour éteindre les foyers de tension, il s'emploiera à la fois à désamorcer des crises et poser les premiers jalons des réformes. La stratégie d'ensemble est passée au crible, mise à jour, programmée et budgétisée. Il faudrait alors des hommes et des femmes pour la porter, surtout à la tête des entreprises publiques les plus concernées. Des PDG sont débarqués, Serra Rjeb succède à Salwa Seghaier à Tunisair et, pour la première fois, une femme dirige la Sncft. Les nouvelles nominations se poursuivent, les chantiers d'études et de réalisation s'ouvrent, des appels d'offres, longtemps bloqués, sont lancés et une nouvelle dynamique commence à s'instaurer. Les défis restent cependant énormes, tant pour ce qui est du déficit structurel que pour le renouvellement du parc et le changement des mentalités du personnel, comme des usagers.

Banque Zitouna 81 10 55 55
banquezitouna.com

لرؤية أوضح زوروا فروع مصرف الزيتونة في **شهر الإجارة** و تمتعوا بعروض استثنائية حتى موفى شهر جويلية.

قيَمٌ تجمعُنا
Des valeurs à partager

مصرف الزيتونة
BANQUE ZITOUNA

Présidence de la République

Hassan Arfaoui
Conseiller chargé de la culture

Rabiâa Najlaoui
Attachée à la présidence de la République

Mohamed Karim Chtioui
Attaché à la présidence de la République

Présidence du gouvernement

Elyès Ghariani
Conseiller diplomatique auprès du chef du gouvernement

Il était prévu en tant que secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, mais il vient d'être coopté par la Kasbah. L'ambassadeur Elyès Ghariani rejoint le cabinet du chef du gouvernement, Habib Essid, en qualité de conseiller diplomatique. Longtemps en poste une première fois à Berlin, puis chargé d'affaires de l'ambassade de Tunisie à Paris, avant de revenir à Berlin en tant qu'ambassadeur, il était jusque-là directeur général des affaires consulaires.

Si Habib Essid a mis plus de trois mois pour désigner un conseiller diplomatique, il a eu la main heureuse en trouvant l'oiseau rare. Elyès Ghariani fait en effet partie de cette génération montante de diplomates professionnels compétents qui assurent une bonne relève des anciens parmi les fondateurs de la diplomatie tunisienne.

Dhafer Neji
Conseiller chargé des affaires culturelles auprès du chef du gouvernement

Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

Lotfi Ben Jeddou
Procureur général près la Cour de cassation de Tunis, ancien ministre de l'Intérieur

Chawki Gaddas
Président de l'Inpdp

Enseignant à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, il a été désigné président de l'Instance nationale de protection des données à caractère personnel (Inpdp), pour un mandat de 3 ans. Il succède au magistrat et militant des droits de l'Homme Mokhtar Yahyaoui, à l'expiration de son mandat initié en 2012. Chawki Gaddes, 53 ans, est juriste spécialisé en droit public, en droit des technologies de l'information et de la communication et en droit électoral. Membre actif de la société civile tunisienne, il est notamment secrétaire général de l'Association tunisienne de droit constitutionnel (Atdc), secrétaire exécutif de l'Académie internationale de droit constitutionnel (Aidc) et formateur en processus électoral.

Ministère de l'Intérieur

Lotfi Brahim
Directeur général de la Garde nationale

Ministère des Affaires étrangères

Fayçal Gouia
Ambassadeur à Washington (Etats-Unis)

Mourad Bourehla
Ambassadeur à Berne(Suisse)

COMAR
Globale embarcation de Plaisance

Vivez pleinement votre passion

Avec notre contrat

“Globale Embarcation de Plaisance”

Un ensemble de garanties à même de vous sécuriser :

- La protection contre les dommages, Incendie, tempête, pertes et vol.*
- L’assurance de votre responsabilité civile contre les dommages corporels et matériels causés aux autres
- Le remboursement des frais de retirement, de recherche, d’assistance et de sauvetage.
- La protection des personnes embarquées. **
- La protection contre les pertes et dommages causés au mobilier, objets et effets personnels.

(*) : En cours de navigation, de séjour à bord ou à terre.
(**) : À titre gratuit en cas d’accident.

N°Bleu 82 100 500
20 millimes/mn depuis un téléphone Fixe
40 millimes/mn depuis un téléphone Mobile
www.comar.tn

كومار ASSURANCES COMAR

C'est plus Sérieux

DAR ESSLAMA

Avec ma multirisque habitation

DAR ESSLAMA

mon foyer est assuré et je vis en toute sérénité

À partir d' 1/2 Dinar par jour *

Dar Esslama , c'est la nouvelle Assurance Habitation de la STAR qui assure votre maison en cas de sinistres.

Pour moins de ½ dinar par jour, la STAR met à votre disposition 3 formules adaptées à vos besoins et à votre budget.

Pour plus d'informations, contactez l'agence STAR la plus proche ou consultez notre site web www.star.com.tn

*Suivant les conditions citées dans el contrat

Jalel Senoussi
Ambassadeur à Yaoundé (Cameroun)

Donia Hedda Ellouze
Consul honoraire du Chili à Tunis
Avocate de profession et fille de diplomate

Ministère des Finances

Adel Ben Hassen
Directeur général des Douanes

Le signal est donné pour la transformation en profondeur des Douanes tunisiennes. Adel Ben Hassine, juriste, énarque, ancien magistrat au Tribunal administratif, gouverneur de Tunis et jusque-là directeur général des études et de la législation au ministère de l'Intérieur, est nommé directeur général des Douanes. Cinquième en titre en quatre ans depuis la révolution, il aura la lourde tâche de répondre aux aspirations des douaniers eux-mêmes, des opérateurs du commerce extérieur, des Tunisiens à l'étranger et des Tunisiens d'une manière générale.

Mustapha Mezghani
PDG de TradeNet (TTN)

Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières

Kamel Hedhili
Chef du Contentieux de l'Etat

Ministère du Commerce

Lazhar Bennour
Directeur général du commerce extérieur

Nabil Jaouadi
Directeur général des Services communs

Ministère du Transport

Sabiha Derbal
PDG de la Société nationale des chemins de fer tunisiens (Sncft)

Néji Zitoun
Commandant de l'Aéroport international de Tunis-Carthage

Ministère de l'Environnement et du Développement durable

Habib Omrane
PDG de l'Office national d'assainissement (Onas)

Abdelmajid Hammouda
Directeur général de l'Agence nationale de gestion des déchets (Anged)

Ministère de la Culture

Ibrahim Letaief
Directeur des Journées cinématographiques de Carthage (JCC)

Habib Chehata
Directeur général de Qatar National Bank (QNB Tunisia)

Banquier de carrière qui avait fait ses premiers pas à la Banque du Sud (Attijari), il revient en Tunisie après 33 ans de hautes responsabilités exercées dans le top management de banques de référence en Arabie Saoudite et au Qatar. Tour à tour, il sera pendant 18 ans, notamment à la Saudi American Bank (Samb) et 15 ans à la QNB. En plus de ses charges au siège de la QNB, il sera son administrateur au conseil d'administration de la Btqi, qui deviendra TQB et finalement QNB Tunisia. C'est dire son implication de longue date dans la gestion de cette banque dont il prend aujourd'hui la direction générale.

SOMMAIRE

En couverture

14 Préciser et accélérer le processus de réforme
Par Mansour Moalla

20 Caïd Essebsi à Washington : Ce qu'il a dit aux Américains, ce qu'il a obtenu

54 Garde nationale: voyage au cœur de l'Usgn

Nation

68 59e anniversaire : L'Armée nationale à célébrer

74 Ces femmes pilotes de l'armée tunisienne

80 Rebâtir une nation
Par Walid Bel Hadj Amor

Economie

83 Mouadh Kacem : Les centres commerciaux de demain s'inventent aujourd'hui

Société

90 Les décorations tunisiennes d'époque beylicale
Par Mohamed-el Aziz Ben Achour

97 60e anniversaire du 1er juin 1955 : le jour où Bourguiba renoue avec tout ce qui lui a manqué
Par Chedli Klibi

102 1er juin 1955 : retour du «Combattant Suprême», le Zaïm Habib Bourguiba
Par Abdesselem Kallel

104 ANA / Chroniques
Par Aïcha Filali

109 Epandage de pesticides par avion : est-ce la bonne solution ?
Par Mohamed Larbi Bouguerra

Billet

112 Les relations Tunisie-Libye : Un défi au bon sens
Par Hédi Béhi

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Hélé Béji • Anissa Ben Hassine Kalfat • Walid Bel Hadj Amor • Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot Remadi • Habib Dalala • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Safya Hachicha • Mohamed Ali Halouani • Mohamed El Aziz Ben Achour • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua •Tawfik Jelassi • Dr Essedik Jeddi • Elyès Jouini • Emna Kallel • Maher Kallel • Noureddine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Habib Mallakh • Samir Marrakchi • Emna Menif • Mansour Moalla • Ahmed Ounaïes • Mehdi Taj • Habib Touhami • Olfa Youssef • Riadh Zghal • Dr Saadeddine Zmerli • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raïd Bouaziz
(Designer)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz
(Directrice Marketing)

Imen Channoufi

Asma Achour

Bourane Ennaifer Hajem
(Directrice Communication)

APPUI

Habib Abbassi • Hajer Ayoubi • Lamia Alayet • Samira Chtila Krifa • Najah Kharraz • Fayçal Mejjadi • Leïla Mnif • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi • Sondes Belloumi

IMPRESSION
Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
abonnement@leaders.com.tn • marketing@leaders.com.tn • redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Leaders
sur iPhone, iPad, Android et Windows 8

Téléchargez gratuitement l'application
Google play • App Store • Windows 8

Préciser et accélérer le processus de réforme

Le pays est en crise profonde. On a cru, après les élections, pouvoir s'atteler à la recherche de solutions efficaces. On s'aperçoit que celles-ci exigent des réformes profondes et des décisions qui doivent être courageuses et qui peuvent être «douloureuses».

Par Mansour Moalla

On se contente depuis le début de l'année de le constater et de rejeter la même action sans proposer des mesures concrètes. Ces mesures doivent être graduelles, en commençant par les plus urgentes et en allant progressivement vers les plus profondes. Elles doivent marquer les directions dans lesquelles on doit s'engager.

Deux graves problèmes demeurent depuis l'Indépendance. Il s'agit du chômage et de l'emploi, d'une part, du déficit de nos finances extérieures et de l'endettement, d'autre part.

I / Le problème de l'emploi

En ce qui concerne le premier, les mesures suivantes peuvent être décidées :

1.Réduire substantiellement le chômage existant

Il est évalué entre 600 et 700.000 sans-emploi dont 250.000 diplômés. On peut, en demandant aux entreprises qui fonctionnent convenablement, d'en recruter un nombre significatif en fonction de leur importance et de leurs possibilités. Il appartient aux services de l'Etat de recenser ces entreprises et d'étudier les différentes catégories de demandeurs d'emploi suivant les diplômes, l'âge, la durée du chômage et de façon à pouvoir établir des priorités. Le nombre d'emplois demandés à ces entreprises doit être de 2 emplois pour un effectif de 10 à 20 employés et de 10 à 20 pour un effectif de 100 à 200 employés. Ces montants sont cités à titre d'illustration. Il appartient aux services concernés de les étudier de plus près. On peut encourager ces entreprises à procéder à ces recrutements en déduisant de l'impôt à payer le montant du salaire, déduction réduite du 1/5 durant les 5 premières années jusqu'à ce que ces recrutements deviennent « opérationnels ». J'ai exposé cette réforme à plusieurs reprises. Elle nécessite un soin particulier pour la mettre en place. Si rien n'est fait, on risque l'aggravation de la crise, de la colère et de l'agitation. Il est important que les services s'y mettent sérieusement.

L'UGTT et l'UTICA, qui ont collaboré pour mettre fin à un pouvoir illégal et néfaste, doivent avoir à cœur de dominer leurs intérêts catégoriels pour de nouveau sauver la situation en collaboration avec les autres forces vives du pays représentées par une société civile de plus en plus efficace.

2. Améliorer la création d'emplois

Mais il ne suffit pas de résorber le chômage actuel. Il y a lieu surtout d'améliorer notre capacité de création d'emplois pour éviter un chômage encore plus important durant les prochaines années.

La création annuelle d'emplois s'est améliorée au cours des précédentes décennies. Elle a été de 13.000 durant les années 1960, de 36.000 au cours des années 1970 et s'est établie depuis autour de 50 à 60.000 emplois contre une demande annuelle d'emplois de l'ordre de 70 à 80.000 par an. Ces demandes émanaient au départ à hauteur de plus de 60% des candidats analphabètes ou du niveau du primaire et seulement de 6% des diplômés de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, c'est l'inverse, la majorité des demandes concerne des candidats détenant des diplômes du secondaire et surtout du supérieur, l'Université dont les effectifs vont atteindre les 400.000, livrant sur le marché du travail plus de 60.000 demandeurs d'emplois qualifiés. La nature des emplois à créer doit évoluer en conséquence. Tel est le problème. Que peut-on faire ?

3. Développer l'investissement en quantité et en qualité

Les investisseurs et les créateurs d'emplois ne sont pas légion et constituent une minorité qu'il y a lieu d'élargir, d'encourager et d'entourer de toute la considération et l'appui nécessaires. Les traiter comme des hommes d'argent rapaces et des fraudeurs est une faute lourde et irresponsable même si certains d'entre eux, comme cela existe dans toutes les catégories de la population, ont un comportement excessif et nuisible. L'acte d'investir et de créer des emplois doit être considéré avec beaucoup de respect et de considération. J'ai été chef d'entreprise, j'ai fondé deux grandes entreprises (la BIAT et le GAT), malgré les obstacles rencontrés, et je sais combien ce métier de création relève d'un don supérieur inspiré par la volonté divine. Je suis heureux lorsque je pense aux jeunes qui occupent les emplois créés leur évitant le chômage.

Il y a lieu donc d'encourager au maximum sans réticence et sans complexe l'investissement et la création d'emplois. Les dépenses d'investissement pour la création ou l'extension d'un projet créateur d'emplois devront être déduites totalement ou partiellement selon l'importance du projet et le nombre et la qualité des emplois créés du revenu imposable durant les cinq premières années, le temps que les nouveaux emplois deviennent créateurs de richesses : la déduction est réduite de 1/5 chaque année.

4. Revoir le système de financement de l'investissement

L'investissement ne peut se développer qu'avec l'institution d'un système de financement efficace. Sans crainte d'être brutal, on peut dire que la Tunisie a lamentablement échoué dans l'implantation permanente d'un tel système. On a tout essayé. Peine perdue. La tendance du «commerce» facile s'est bornée au court terme et au gain facile. La BDET[1]) a été créée dans la tourmente après l'échec de la SNI. Elle a vécu, tant bien que mal, avec des prêts extérieurs subventionnés par l'Etat mais telle qu'elle, elle a rendu des services précieux et accompagné, durant les années 1970, l'émergence de tout le secteur des industries manufacturières (textile, cuir et chaussure, mécanique, etc.) devenu le principal créateur d'emplois. La Banque nationale de développement du tourisme (BNDT) a eu le même parcours. Les autorités ont été incapables de leur procurer des ressources longues leur permettant de durer et les deux ont été catastrophiquement fusionnées avec la STB qu'on essaie aujourd'hui de sauver aux frais du contribuable, alors que bien d'autres solutions sont possibles. De nouveau, le même processus de destruction frappera les quatre banques de développement importantes, ayant réuni ensemble 750 millions de dinars de capital et créées à la parité avec les principaux pays du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis) ; elles sont devenues des banques commerciales ne jouant qu'un rôle tout à fait secondaire. La gestion tunisienne de ces institutions a été totalement défaillante. Il y a lieu, sans attendre, de remédier à cette situation qui ne favorisera guère l'investissement, principal moyen de création d'emplois, besoin qui ira en s'amplifiant vu la demande croissante et l'insuffisance persistante, et qui risque de le demeurer, de notre capacité de création d'emplois.

On a appelé les banques commerciales finançant principalement le fonctionnement et la gestion des entreprises et évitant autant que possible le développement des banques universelles, cette « universalité » ignorant curieusement le développement. Il est nécessaire de les inciter fortement à financer de façon significative, sinon prioritaire, l'investissement et le développement. Le capital de l'ensemble de ces banques n'est que de l'ordre de 2 milliards de dinars et leurs fonds propres de 5 milliards alors que les dépôts de leurs clients, leur principale ressource, est d'environ 45 milliards, le capital ne représentant environ que 4% des dépôts et les ressources propres environ 10%. Ce capital et ces ressources propres constituent des moyens de financer l'investissement pour les participations et les crédits à long terme. Ce capital et ces fonds propres doivent être augmentés à 5 milliards pour les premiers et 10 pour les seconds, soit 15 milliards représentant 33% des dépôts, le capital devant être augmenté par les actionnaires et les fonds propres par les bénéfices à réaliser dans les années à venir qui sont aujourd'hui substantiels (environ 400 millions de dinars par an) bénéfices qui doivent être accumulés et non distribués aux actionnaires qui ont largement bénéficié de cette distribution jusque-là : un geste de solidarité de leur part sera apprécié par l'opinion.

Ces propositions représentent un départ dans la voie de la réforme qui doit se poursuivre pour orienter la gestion de ces institutions dans l'intérêt général.

a) On peut penser qu'il serait plus sain et plus objectif de ne pas permettre aux clients bénéficiaires de crédit d'entrer au Conseil d'administration de la banque, devenant ainsi juges et parties et pouvant donner naissance à des abus.

b) La banque étant une institution d'intérêt général et utilisant une matière première (les dépôts) qui ne lui appartient pas, contrairement à une entreprise normale, est exposée à la gestion facile et égoïste. Il y a lieu donc de limiter la durée du poste d'administrateur à deux périodes pour éviter l'instinct «d'appropriation» et d'éviter la concentration du capital en limitant la participation de tout actionnaire à 10% du capital pour que la « jouissance» d'un groupe dominant ne se transforme en capacité de favoritisme ou d'exclusion ou d'arbitraire.

c) On peut imposer aux banques, comme on l'a fait par le passé, ce qui a permis de financer la nouvelle industrie d'utiliser une partie de leurs dépôts (20%) à des crédits moyen terme, sur 7 à 10 ans, pour financer les équipements des projets d'investissement, ce financement venant appuyer les prêts à long terme par les ressources propres des banques (capital, réserves et emprunts obligataires).

Le financement de l'investissement est important et il est exposé longuement étant donné les échecs subis dans ce domaine. Selon la Banque mondiale, le développement est absent dans le système financier tunisien.■■■

■■■ 5. La réforme de l'éducation

Le financement des investissements et la création d'emplois concernent des êtres humains et des jeunes. Ces derniers doivent être formés à l'esprit d'initiative, à l'audace et à la volonté de créer et de créer principalement son propre emploi sans se résigner à attendre qu'on le lui «offre».

Il s'agit d'une profonde réforme longue à mettre en œuvre dans le détail. Mais c'est l'esprit et l'objet de la réforme qu'il faut définir dans l'immédiat. Le système éducatif décline fortement depuis 1980, donc depuis 35 ans. Abandons et expulsions constituent autant de déchets et alimentent le chômage. Il est devenu axé sur la matière à enseigner et non sur l'homme à former. Alors qu'on apprend toute la vie, on accable l'enfant de matières et on néglige la formation du caractère, l'éducation du cerveau, l'apprentissage de la création et de l'autodétermination et de l'autodéveloppement. Une passivité totale qui conduit à la médiocrité. Certains ont parlé de «fabrique de chômeurs», parlant de l'université.

La création de l'école de base a permis de réduire les «déchets» mais n'a pas évolué dans l'éducation de l'homme et la formation de son caractère comme l'a réalisé l'école de base en Finlande qui a été établie en même temps que la nôtre. Le cycle du secondaire n'a pas été touché par la réforme. Celle-ci consiste principalement à en faire un cycle de préparation à la vie et à l'exercice d'un emploi et ce, en organisant ce cycle en conséquence, en faisant participer l'entreprise et en jumelant la connaissance de l'économie et du travail avec le perfectionnement des connaissances générales. Cette liaison entre école, économie et travail dans ce cycle est primordiale comme l'ont réalisé les pays avancés dans ce domaine tels que le Japon, la Corée du Sud et la Finlande. A la sortie du cycle secondaire, le jeune de 19-20 ans doit commencer à savoir ce qu'il veut devenir, s'y préparer et le parfaire à l'Université.

L'Université doit être libérée au point de vue du recrutement aussi bien des étudiants que des enseignants, des programmes et de leur contenu. La création d'une émulation contrôlée est nécessaire. L'uniformisation est désastreuse, les êtres humains n'étant pas standardisés. Aux USA, il y a Havard et MIT et aussi de nombreuses autres universités de différents niveaux pour permettre à chacun de trouver «chaussure à son pied».

La réforme est urgente. Une étude de l'OCD [2] a montré que 60% des étudiants tunisiens quittent leurs établissements sans avoir acquis les compétences de base alors que 90% les acquièrent dans les pays asiatiques dont Singapour, Hong Kong, Corée du Sud, Japon et Thaïlande et aussi dans d'autres pays en Europe : Finlande, Suisse, Pays-Bas.

L'étude indique que si en Tunisie 90% des élèves parviennent à acquérir les compétences de base, le pays pourrait multiplier son PIB par plus de 10 sur le long terme.

Les aménagements du système de l'éducation sont essentiels pour lui permettre d'apporter sa contribution au problème de l'emploi. Il faut les réaliser le plus tôt possible. Ceux concernant horaires, programmes et matières pourront suivre sans grand inconvénient.

II / Le problème du déficit des finances extérieures et de l'endettement

Réduire le déficit des échanges avec l'intérieur s'impose. Ce déficit existe depuis l'indépendance et ne fait que s'aggraver. En effet, l'exportation de biens, c'est-à-dire de marchandises, ne couvre que 70% environ de nos importations. Ce déficit commercial s'aggrave de plus en plus et a atteint environ 15 milliards de dinars l'année dernière, en 2014. Il doit être couvert : il l'est en partie grâce à l'excédent provenant des échanges de services alimentés principalement par les recettes touristiques et les transferts des Tunisiens résidant et travaillant à l'étranger. Mais cet excédent n'est pas suffisant pour résorber totalement le déficit commercial. Il faut donc emprunter et s'endetter en devises pour couvrir ce déficit résiduel. Mais cela ne suffit pas car il faut rembourser le principal des dettes contractées durant les années antérieures, les intérêts l'ayant déjà été dans le cadre de la balance courante qui comprend les échanges de biens et de services. Pour rembourser ce principal, nous sommes obligés de nous endetter aussi et c'est ainsi que la dette extérieure ne fait que s'aggraver, mettant en cause le crédit du pays vis-à-vis de nos partenaires. Parvenir à avoir un excédent des exportations de biens et services nous permettra de couvrir le déficit courant et le remboursement du principal de la dette est un objectif ambitieux mais nécessaire pour un pays souverain désireux de sauvegarder son indépendance.

Que faut-il faire devant une telle situation ?

1. Un budget devises annuel et une projection pluriannuelle.

D'abord mettre de l'ordre et de la rationalité dans ce domaine. On doit, à cet effet, établir un budget devises de la nation à l'exemple du budget dinars du pays, c'est-à-dire une prévision préétablie de nos importations et de nos exportations de biens et services avec chaque pays et globalement pour pouvoir opérer des choix et parvenir, fût-ce progressivement, à un équilibre entre les deux catégories et ne pas aggraver l'endettement. On peut l'établir durant la période 2016-2020 dans le cadre du prochain plan, qu'il est urgent de confectionner.

2. Reconsidérer les rapports d'échanges avec l'extérieur

Pour pouvoir le faire, des décisions importantes sont à prendre. Dans le cadre de l'état actuel de nos rapports avec nos principaux partenaires, surtout européens, il est difficile d'y parvenir puisqu'on vit actuellement sous le régime de la liberté totale des échanges avec l'Europe. Cette liberté devait s'accompagner d'un renforcement considérable de l'aide extérieure européenne et d'investissements européens importants dans les différents domaines économiques de manière à rapprocher un tant soit peu en 12 ans, durée de l'accord, le niveau de développement de la Tunisie et lui permettre de résister à la concurrence avec les pays ayant atteint un stade beaucoup plus élevé depuis déjà longtemps. Ce système n'a pas fonctionné. L'aide extérieure n'a pas changé de volume. L'investissement extérieur non plus du fait de la corruption du régime Ben Ali et du désordre consécutif à la gestion de la Révolution par la Troïka.

Or inconscience ou ignorance, certains réclament une plus large liberté par l'ouverture du marché vis-à-vis de l'extérieur sans trop se préoccuper du sort du pays. Dans la vie d'un pays, il arrive qu'on doive faire face à des situations difficiles. C'est le cas aujourd'hui. Il faut, comme mesure de sauvegarde prévue dans ce genre d'accord, prévoir une suspension des mécanismes actuels et instaurer un contrôle de nos affaires pour un meilleur équilibre entre les prestations et permettre à nos industries de redémarrer, l'importation libre fonctionnant comme un obstacle majeur dans ce domaine qui ne profite qu'au secteur commercial. On préfère aujourd'hui importer des portes au lieu de les fabriquer et avoir affaire au fisc, au syndicat et à la grève. Un exemple parmi tant d'autres.

3. Encourager le développement des exportations

Il ne suffit pas en effet de limiter et de contrôler les importations, il y a lieu en même temps d'encourager l'exportation et les exportateurs comme pour l'emploi et les investisseurs.■■■

CITROËN

PARCE QUE SON DESIGN ANNONCE LA COULEUR

« Prix du meilleur design de l'année 2015 »

NOUVELLE **CITROËN C4 CACTUS**

Avec ses 4 coloris d'Airbump® proposés (Black, Dune, Grey et Chocolate), ses 9 couleurs de carrosserie et ses 3 univers intérieurs (Ambiance Stone Grey, Pack Habana Inside et Pack Purple Inside), la CITROËN C4 CACTUS, esthétique et personnalisable, offre un style unique.

Gâce à son regard élégant, ses lignes pures et son intérieur épuré et convivial, la CITROËN C4 CACTUS pose les bases d'une nouvelle donne automobile et vous propose plus de design, de confort et de technologie utile. Le tout avec un budget maîtrisé !

CRÉATIVE TECHNOLOGIE

www.citroen.tn

TBWA\ POINT CARRE

HAVAS

entreprises

PACK BUSINESS

VOS OPÉRATIONS BANCAIRES PLUS RAPIDEMENT ET EN TOUTE SÉCURITÉ.

Le pack business est un bouquet de produits et services bancaires qui vous permet d'effectuer vos opérations bancaires plus rapidement et en toute sécurité. Pilotage de vos comptes via internet, carte Affaires, service de virements multiples à distance, un concentré de services bancaires à un tarif avantageux.

Gagnons l'avenir, ensemble
www.biat.com.tn

BIAT

■■■On s'est aperçu de l'insuffisance de nos exportations depuis le début des années 1970. On vivait sur un marché intérieur fortement protégé, ce qui ne favorisait guère l'existence de prix compétitifs permettant l'extension de l'accès aux marchés extérieurs. Il a fallu réduire la protection du marché intérieur par la limitation des autorisations et des contingentements. Il fallait en outre favoriser l'exportation et ce fut la loi d'avril 1972 dont l'objectif est de multiplier les entreprises achetant ou fabriquant des produits tunisiens et les exporter.

On a distingué entre les entreprises ou des services et produisant uniquement pour l'exportation et qui appartiennent à des personnes physiques ou morales de nationalité étrangère. Pour les inciter à investir en Tunisie, on a voulu leur éviter les complications et les retards qui peuvent en résulter et rendre difficile l'exportation qui est un marché plus rigoureux sur la qualité et les délais. Et on les a, à cet effet, libérés du fisc et du contrôle des changes à l'importation. Ils avaient l'obligation d'acheter en devises en Tunisie les produits et les services eau, électricité, transport, logement, main-d'œuvre, etc. nécessaires à la fabrication de leurs produits. Ils n'avaient pas le droit de vendre sur le marché intérieur pour ne pas concurrencer les produits tunisiens. La loi concerne également les entreprises partiellement exportatrices et appartenant à des Tunisiens seuls ou associés à des étrangers et résidant en Tunisie. Les revenus provenant de l'exportation sont exonérés de l'impôt et les recettes en devises de l'exportation doivent être rapatriées en Tunisie.

Cette loi dure depuis plus de quarante ans et elle contribue largement à réduire le déficit de la balance courante qui, autrement, aurait été beaucoup plus important et aurait nécessité un endettement beaucoup plus élevé. C'est ce qui explique que malgré les critiques, parfois démagogiques, qui lui ont été adressées, elle fonctionne toujours. Les plus zélés de ces critiques, dont bizarrement la Banque mondiale, ont voulu taxer les entreprises exportatrices, ce qui est une façon de les inciter à quitter le pays, ne pouvant s'accommoder des perturbations que leur aurait causé l'introduction du fisc dans le circuit de l'exportation.

Et pourtant, l'Europe comme les Etats Unis ne se privent guère de favoriser de plusieurs façons l'exportation de leurs produits et services. Cette loi est non seulement à garder mais elle pourrait être améliorée en exonérant les entreprises partiellement exportatrices de l'impôt, proportionnellement à la partie de leur chiffre d'affaires exporté. On peut aussi, comme pour l'emploi, déduire de l'impôt payé totalement ou partiellement le montant investi dans l'exportation sur une période de trois à cinq ans suivant son importance.

Bref, devant l'ampleur du problème de l'emploi et celui du déficit extérieur, on devrait pouvoir accorder aux entreprises qui créent des emplois ou exportent des produits et services toutes sortes d'avantages possibles sans avoir jamais à le regretter, leur action étant de nature à améliorer le sort des jeunes à la recherche d'un emploi qui sont de plus en plus nombreux ou à mieux protéger le pays d'un déficit de plus en plus important et d'un endettement de plus en plus excessif.

Cette perspective et cette vision sont de nature à faire reprendre confiance dans l'avenir du pays et à s'engager dans l'effort national pour reprendre le chemin vers le développement, la croissance et le progrès.

III / Conclusion : la réforme de l'Etat et la sécurité du pays

Les réformes et les décisions que l'on vient d'exposer ne peuvent intervenir efficacement que si la sécurité du pays est rétablie et que la sérénité domine l'activité nationale et la vie sociale. Cette sécurité est aujourd'hui compromise par l'affrontement politique, le désordre, la revendication et l'agitation, l'insécurité et le terrorisme. La population est à peine consciente du danger qui menace le pays, intérieurement et de l'extérieur. On revendique comme si de rien n'était, on veut consommer et on exige des prix stables, on ne se tue pas au travail, on exige tous les droits et on répugne à remplir ses devoirs. L'autorité de l'Etat est mise en cause. Le recours à la menace et au non-respect de la loi devient une seconde habitude. Aucune réforme n'est possible et ne peut aboutir dans un tel environnement. Les autorités responsables doivent mettre fin à une telle situation. Autrement, l'alliance entre les partis au pouvoir devient un facteur de faiblesse à force de concessions réciproques.

Une telle coalition devrait normalement :

1. Faire face au terrorisme, des progrès ont été accomplis mais le terrorisme est encore trop présent. Le mont Chaambi et les massifs avoisinants doivent être occupés. Quelques milliers de jeunes doivent être recrutés, entraînés et habiter les lieux munis des moyens nécessaires pour chasser l'occupant. On a entendu un responsable du pays voisin parler de reconnaître «l'émirat» du Chaambi. L'Etat doit mettre fin à cette provocation permanente et y mettre les moyens en réduisant, s'il le faut, d'autres dépenses.

2. Il faut aussi mettre fin à la vague incessante de grèves et d'arrêts de travail. L'UGTT et l'UTICA, qui ont collaboré pour mettre fin à un pouvoir illégal et néfaste, doivent avoir à cœur de dominer leurs intérêts catégoriels pour de nouveau sauver la situation en collaboration avec les autres forces vives du pays représentées par une société civile de plus en plus efficace.

3. Enfin, l'Etat doit retrouver ses forces et son autorité. Pour ce faire, il faut qu'il s'allège de toutes les activités de gestion et les transfère à la société civile, initialement inexistante, pour le faire après l'Indépendance. Il doit se concentrer sur ses activités souveraines, sur son rôle d'arbitre et d'ordonnateur de la vie politique économique et sociale par l'établissement des politiques générales à suivre dans tous ces domaines. L'Etat, par ailleurs, doit se déconcentrer et se décentraliser et associer les populations et les régions comme j'ai eu l'occasion de l'exposer dans le dernier numéro de *Leaders*.

Ainsi rénové, l'Etat pourra retrouver son efficacité, exercer ses prérogatives, prendre les décisions nécessaires et procéder aux réformes qui s'imposent.

Les autorités doivent avancer dans ce sens sans trop d'hésitation en commençant par les décisions les plus urgentes. Faute de quoi, on ne pourra plus contrôler la situation et on laissera le pays aller à la dérive, ce qui représentera un lamentable échec, échec qu'il faut absolument éviter. L'opinion publique, rassurée par la vigueur de l'action, ne manquera pas de soutenir l'effort entrepris et de l'appuyer fortement. Gardons espoir et observons.■

M.M.

(1) Banque de développement économique de Tunisie
(2) Organisation de coopération et de développement économique de l'Europe.

Caïd Essebsi à Washington

Ce qu'il a dit aux Américains, ce qu'il a obtenu

Washington DC – De notre envoyé spécial – En moins de 72 heures, aller-retour Tunis-Washington en vol direct compris, l'affaire est bouclée. Le président Béji Caïd Essebsi a obtenu de son homologue américain, le président Barack Obama, ce qu'il attendait. Pas uniquement le statut d'allié majeur non membre de l'Otan, ce qui est un privilège significatif, une nouvelle garantie du Trésor américain de 500 millions de dollars lors de sorties sur les marchés financiers internationaux, ou l'accroissement de l'aide économique, sécuritaire et militaire, ainsi que des bourses d'études, mais un nouveau partenariat à long terme scellé sur de nouvelles bases.

Avec John Kerry

Le tout premier paragraphe du mémorandum d'entente signé avec John Kerry en révèle la teneur : *«Œuvrer conjointement pour garantir la sécurité des deux pays»*. Autant les Etats-Unis réitèrent avec encore plus de force et de détermination leur engagement à soutenir la Tunisie à tous les niveaux, faisant sienne sa propre sécurité, autant elle reconnaît que la Tunisie, en luttant contre le terrorisme sur son territoire et en s'opposant à l'immigration clandestine, contribue à leur propre ■■■

Document

Les déclarations officielles des présidents Obama et Caïd Essebsi

Leaders publie ci-après les déclarations intégrales faites par les présidents Barack Obama et Béji Caïd Essebsi à l'issue de leurs entretiens à la Maison-Blanche

May 21, 2015 - Oval Office - 11:40 A.M. EDT

President Obama

It is a great pleasure to welcome back President Caid Essebsi to the Oval Office. We had the opportunity to meet early in the aftermath of the political transition that had begun in Tunisia. And it was very gratifying to hear about the excellent progress that's been made in Tunisia's transformation into an inclusive and functioning democracy.

It is important to recognize that the place where the Arab Spring began is a place where we have seen the most extraordinary progress in allowing all parties and all parts of the population, including women and minorities, participate fully in the civic and political life of the nation. And it bodes well for Tunisia's future and for the future of its children. And I emphasized to the President that the United States is fully committed to working with Tunisia so that it can continue to build on this success.

The friendship between the United States and Tunisia dates back centuries. But at this critical time in world history, we think it's very important for us to continue to expand the economic assistance that we're providing so that ordinary Tunisians can feel the concrete benefits of a change to a more open and competitive economy; committed to continuing to work to expand the education scholarship and exchange programs that have already been established between our two countries, so that young Tunisians can continue to access the skills they need to get good jobs and compete in the international economy.

We discussed the importance of security and the recognition that given the instability in the region, it is important for us to continue to partner effectively in counterterrorism efforts, but also in our efforts to stabilize Libya and bring the parties together so that we don't have a failed state and a power vacuum that ends up infecting the situation in Tunisia, as well.

And in recognition of the importance that we place on the security and diplomatic relationship with Tunisia, I indicated to the President my intention to designate Tunisia as a major non-NATO ally of the United States. And I committed that as Tunisia

■■■ sécurité. Le reste coulera de source, même si le statut d'allié majeur n'était guère gagné d'avance, Caïd Essebsi a dû user sans relâche de son habileté pour l'arracher au dernier moment.
«C'est un engagement pour l'avenir, plein de promesses, confie à *Leaders* le président Caïd Essebsi dans l'avion qui le ramenait à Tunis. *Au moment où la Tunisie a franchi ce pas décisif de la transition, le président Obama cosigne avec moi, comme il le fait rarement avec d'autres chefs d'Etat, une tribune libre dans le Washington Post, publiée le jour de mon arrivée à Washington,* poursuit-il. *Son titre est significatif : "Veillons à ce qu'en Tunisie, la démocratie porte ses fruits". L'administration américaine a pris acte de cette volonté d'aller de l'avant avec la Tunisie, surtout avec l'accroissement des menaces terroristes réelles. Les Etats-Unis sont aujourd'hui pleinement engagés avec la Tunisie, dans le respect de l'indépendance de sa décision souveraine».*

«Le président Obama et moi, ajoute-t-il, *en signant ensemble cette tribune libre, avons écrit une nouvelle page des relations entre nos deux pays ».*

■ **Avec Joe Biden**

Celui qui sait parler aux Américains

Avocat de formation, Béji Caïd Essebsi sait plaider les bonnes causes et réussit souvent à obtenir gain de cause. C'est à cet exercice bien ficelé qu'il s'est appliqué durant ces 48 heures à Washington, trouvant les mots qui portent, usant de l'humour qui déride les visages, rappelant des faits historiques et égrenant un à un les bons arguments irréfutables, laissant ses interlocuteurs sous le charme de sa plaidoirie. Ses éléments de langage sont soigneusement préparés, il s'ingéniera à les mettre à la sauce qu'il faut, et au ton qui s'impose, selon son auditoire. L'argumentaire est clair : nous, nous sommes en train de faire le maximum et tiendrons tous nos engagements, comme nous l'avons jusque-là prouvé. La réussite effective de cette démocratie ne dépend que de vous. Soutenir la sécurité et contribuer à la relance économique. Vous jouerez ainsi un rôle très positif qui sera apprécié dans la région et permettra l'ancrage d'un nouveau modèle.

Au pas de charge, Caïd Essebsi rencontrera les principaux décisionnaires américains. Le vice-président, Joe Biden, qui le recevra chez lui pour un petit-déjeuner, et quatre ministres, et des plus importants, seront attentifs à ses propos : John Kerry (Affaires étrangères), Penny Prtizker (Commerce), Ashton Carter (Défense) et Jack Lew (Trésor). L'Institut de la Paix l'invitera à déjeuner en présence d'éminentes personnalités et donner une conférence sur le thème : «Au-delà de la sécurité, ■■■

continues to embark on important structural reforms to the economy that we will not only provide short-term aid, but also try to provide the kind of bridge and support that's necessary to complete those reforms and make sure that they're effective and benefitting the people of Tunisia.

So, overall, this was an excellent discussion, but it was reflective of what had been ongoing consultations and a lot of work by our diplomatic and military and economic and intelligence teams during the course of this incredible transformation of Tunisia. And I want the President and the people of Tunisia to know that the United States believes in Tunisia, is invested in its success, and will work as a steady partner for years to come.

President Essebsi

(As interpreted.) I have taken to heart what Mr. President have kindly said. In this meeting, we have discussed all issues related to Tunisia-U.S. cooperation, in all fields. And I felt that there is the opportunity to continue this foothold to ensure the success of the democratic choice that Tunisia has opted for.

However important the milestone that Tunisia has reached in the democratic process, we are still in midway. We have a long way ahead of us. To reach the conclusion of the democratic system and the final consolidation of the system, there's still a lot to be done.

The democratic process is always fragile and threatened by chaos, by parties that do not believe in democracy, that do not follow democratic policies and discourse, but also by our regional environment, which could represent a threat to the democratic process.

Fortunately, the Tunisian people are very much aware about the importance of the gains it has acquired and about protecting these gains and continuing to work with the U.S.

We have a process of performance that is underway. We have achieved a milestone in these reforms. We are almost midway. We are committed to these reforms and within this year we are going to finalize all reforms that we need to implement. The objective is to reform the economy, but also to send an important message to the world, to investors, and to tell them that Tunisia is a favorable site for investment and for growth.

Mr. President Obama has underscored during our discussion his faith in Tunisia, his belief in Tunisia's chances for success. We, too, in Tunisia have faith in the friendship of the U.S., and with the longstanding history and the friendship between our two countries. We are integrating a new phase, a new chapter in our bilateral relations, and we need the support of the U.S., and maybe the U.S. needs Tunisia, too, now.

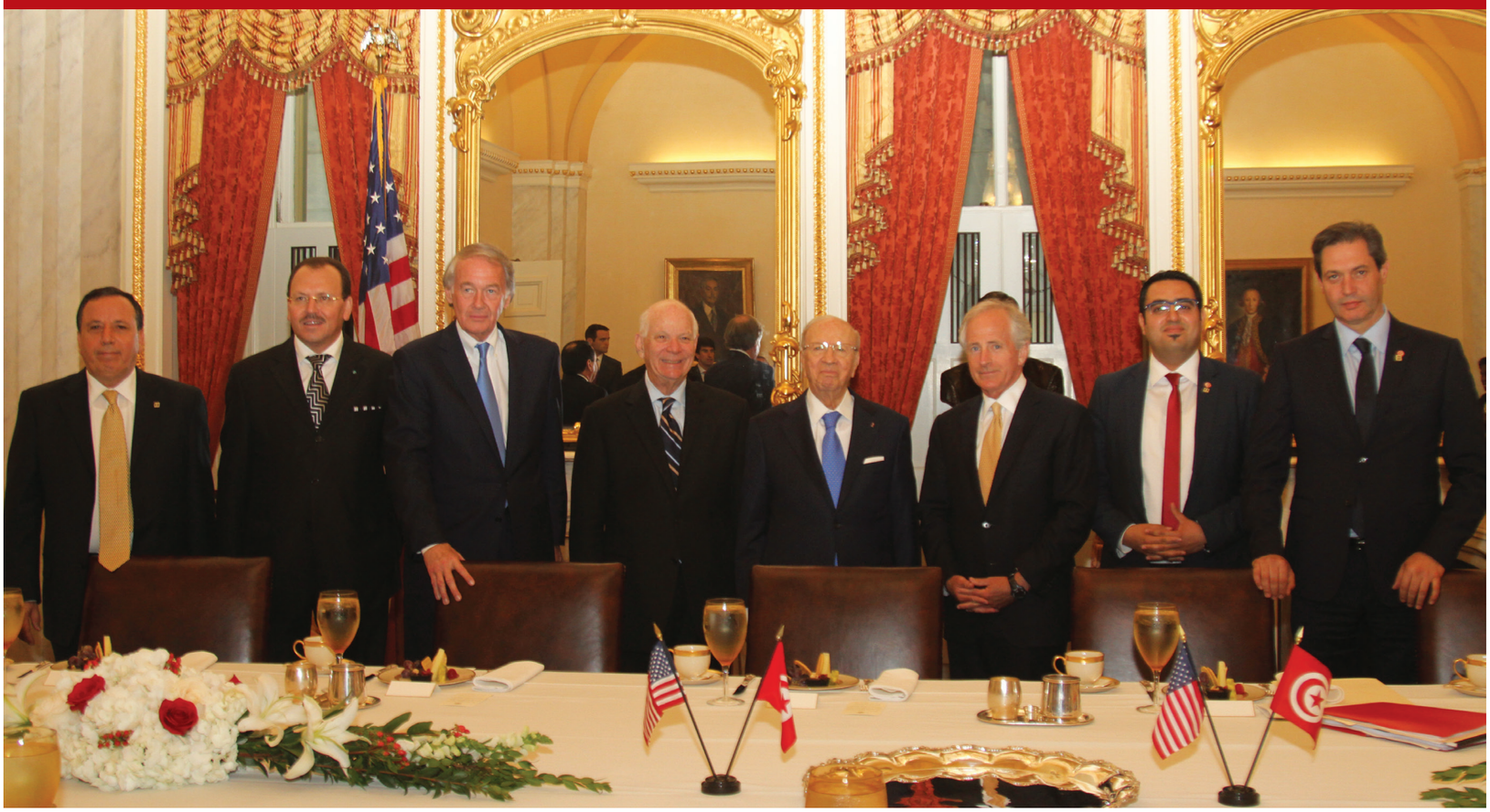
President Obama : Thank you.

BOOSTEZ
VOS PERFORMANCES AVEC
International Technology
STB CARD

Profitez de l'**International Technology STB CARD** pour assurer le paiement de toutes vos transcations via internet, telles que les frais relatifs à l'hébergement de sites web ou d'applications mobiles, à la publicité et aux abonnements aux sites web étrangers et à caratère éducatif, les dépenses relatives à la collecte d'informations et à l'achat de service de formation en ligne, d'outils de développement d'applications et de licences logiciels.

www.stb.com.tn

STB BANK



Au Pentagone

Nous avons plus qu'un pied dans chaque pays

SIÈGE SOCIAL : 19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. 01 53 45 30 30 - Fax 01 42 60 90 13 - admin@tfbank.fr
AGENCE PARIS-PYRAMIDES : 19, rue des Pyramides - 75001 Paris
Tél. 01 53 45 30 30 - Fax 01 53 45 30 76 - agencedusiege@tfbank.fr
AGENCE PARIS-BELLEVILLE : 26-28, Bd de Belleville - 75020 Paris
Tél. 01 43 66 60 81 - Fax 01 43 66 13 84 - agencedeparis@tfbank.fr
AGENCE PARIS-RÉPUBLIQUE : 31, Av. de la République - 75011 Paris
Tél. 01 82 73 14 60 - agencederepublique@tfbank.fr
AGENCE DE MARSEILLE : 20, Bd d'Athènes - 13001 Marseille
Tél. 04 91 50 71 21 - Fax 04 91 95 63 63 - agencedemarseille@tfbank.fr
AGENCE INTERNATIONALE DE TUNIS : Angle Av. Moh V
Rue 8006 Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère
Tél. +216 71 950 100 - Fax +216 71 950 016 - agencedetunis@tfbank.fr

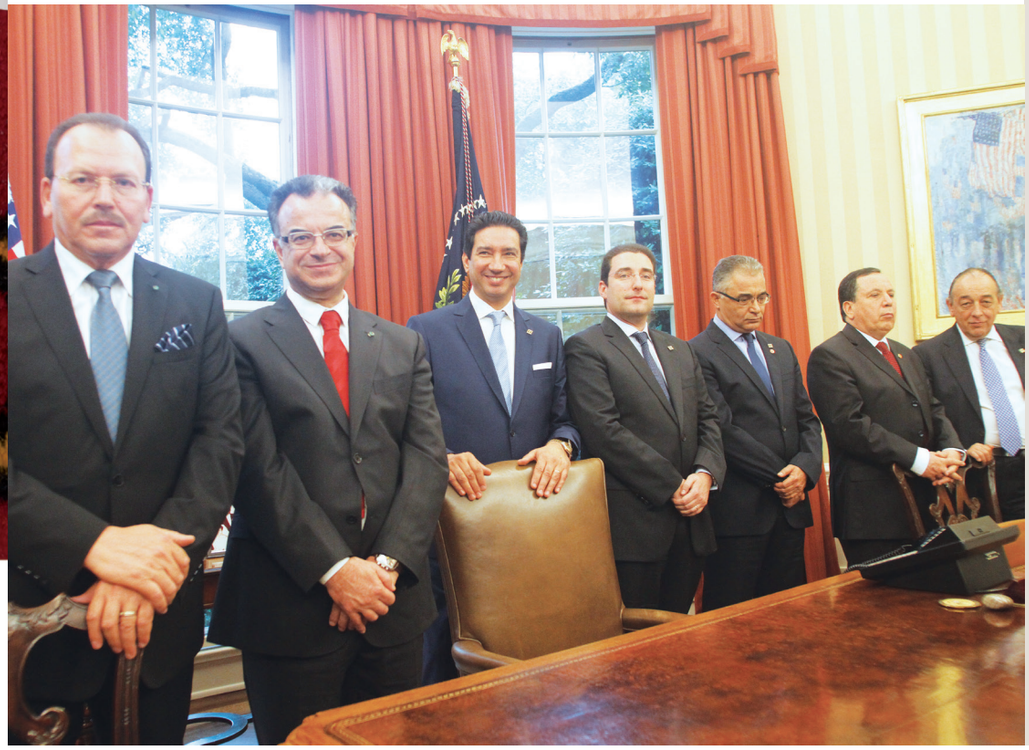
www.tfbank.fr

TF Bank
TUNISIAN FOREIGN BANK

■■■ pourquoi un partenariat tuniso-américain est-il crucial». Comme il planchera successivement au Capitole, devant la commission des relations extérieures du Sénat et de la Chambre. Juste avant de repartir, il sera ravi de rencontrer dans une ambiance très conviviale, à la résidence de l'ambassadeur de Tunisie, des Tunisiens établis aux Etats-Unis. Sa verve, son humour et son art de convaincre ponctueront ses propos, en modulation des tons, selon le public.

Proche de la communauté juive : *«Vous savez, c'est en Tunisie que se trouve la communauté juive la plus ancienne du monde et elle y restée encore ancrée, bien intégrée !»*

Sincère et attractif : *«Si vous étiez venu me voir il y a un an et demi auparavant pour me dire que vous comptez investir en Tunisie, je vous l'aurais déconseillé ! Aujourd'hui, je vous y encourage, c'est le moment !»*■■■



Composition de la délégation officielle

Mohsen Marzouk
Ministre, conseiller politique auprès du président de la République

Slim Chaker
Ministre des Finances

Selma Elloumi
Ministre du Tourisme et de l'Artisanat

Khemaies Jhinaoui
Conseiller diplomatique auprès du président de la République

Moez Sinaoui
Conseiller principal chargé de l'information et de la communication, porte-parole de la présidence de la République

Mohamed Selim Azzabi
Conseiller principal, chargé du suivi des services et institutions relevant de la présidence de la République

Dr Moez Belkhodja
Médecin personnel du président de la République

Raouf Mradaa
Directeur général de la Sécurité présidentielle

Mondher Mami
Directeur général du Protocole présidentiel

Députés

Wafa Makhlouf *(Nidaa Tounes)*

Oussama Sghaïer *(Ennahdha)*

Riadh Mouakhar *(Afek Tounes)*

Ali Bellakhoua *(UPL)*

■■■Personnellement engagé : *«Les réformes nécessaires, les simplifications des procédures et le respect de la loi, je m'en porte personnellement garant. J'y veille personnellement auprès du gouvernement qui n'épargne aucun effort pour les adopter rapidement et les transmettre à l'Assemblée des représentants du peuple».*

Voici les députés : *«Maintenant, l'Assemblée est souveraine. Mais, j'ai tenu à inviter quatre députés représentant différents partis, à se joindre à ma délégation et participer à mes côtés à la plupart des entretiens et rencontres. Ils sont là, et vous pouvez leur en parler».*

Hospitalier et solidaire, mais : *«La Libye, nous avons déjà payé la facture et nous continuons à le faire !».* Au-delà de l'exceptionnel : *«Merci de nous citer en tant que pays d'exception dans la région. Ce que nous souhaitons le plus, c'est plutôt de contribuer à forger un nouveau modèle pouvant servir à d'autres pays similaires !».* Mobilisateur : *«Cela ne dépendra que de vous. Les Etats-Unis ont sauvé l'Europe du nazisme et appuyé sa relance avec le Plan Marshall. Sur les pas du président Truman, vous pouvez consentir un grand geste dans la région, la Tunisie en premier lieu».*

Conseiller : *«La Tunisie peut donner aux Etats-Unis l'occasion de jouer un rôle très positif dans la région que tous apprécieront, les peuples en premier lieu. L'avenir, ce sont en effet les peuples, et non les dirigeants comme auparavant!».*■

■ Le Capitole est un vrai monument

Tunisie Valeurs

BIEN PLACÉE POUR MIEUX PLACER

membre d'INTEGRA PARTNERS

Tunisie Valeurs

La Maison de l'Epargnant

دار المدّخر

Bourse SICAV Bons du trésor

وسيط بالبورصة - إدارة الأصول - مختص في رقاع الخزينة

Tunis Centre Urbain Nord - Tunis Belvédère - La Marsa

Les Berges du Lac II - Nabeul - Kélibia - Sousse - Monastir - Sfax - Djerba

www.tunisievaleurs.com

A STAR ALLIANCE MEMBER

6-28 Juin

Le meilleur temps de la ville

İSTANBUL SHOPPING FEST

6 - 28 JUIN 2015

/istshopfest

istshopfest.com

TURKISHAIRLINES.COM

WIDEN YOUR WORLD

TURKISH AIRLINES

Dans le Bureau ovale avec Obama

«Président Caïd Essebsi, comment vont Madame et la famille ?», lui lance avec un grand sourire le président Obama avant de poursuivre: *«Vous avez maintenant combien de petits-enfants ?»* Très chaleureux, il accueille son hôte tunisien avec beaucoup d'égards officiels, mais aussi une touche personnelle attentionnée. Lui rendant la politesse, BCE ne manquera pas de lui demander des nouvelles de son épouse, Michelle, et de leurs deux filles. L'ambiance est conviviale mais on aborde rapidement les dossiers chauds. Les journalistes attendront plus d'une demi-heure, le temps que durent les entretiens avant d'être introduits dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche pour recueillir les déclarations officielles. Les deux présidents sont entourés des délégations respectives. On reconnaît, du côté américain, le vice-président Joe Biden, la secrétaire au Commerce, Penny Pretzker, et Suzan Rice, la conseillère en Sécurité nationale. C'est un signe rassurant, connaissant le capital d'appui qu'ils portent à la Tunisie. La délégation tunisienne est quasiment au complet. La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Selma Elloumi, avait un autre entretien au même moment.

Selon des sources tunisiennes et américaines concordantes, *«l'entretien était marqué surtout par une grande franchise et une réelle volonté de sceller un nouveau partenariat mutuellement bénéfique et durable. Le tour d'horizon de la situation dans l'ensemble de la région était instructif et l'analyse approfondie du contexte tunisien et de la situation en Libye, notamment pour les questions sécuritaires et militaires, ont retenu l'attention des dirigeants américains. Tout comme l'évocation de la situation économique et des impératifs de sa relation»*. Aux bonnes intentions maintes fois réitérées, il fallait cependant passer aux actes concrets.

Le président Obama en fera l'annonce à son homologue avant de le déclarer à la presse. La bonne surprise tant attendue était là : le statut d'allié majeur non membre de l'Otan. Jusqu'à la dernière minute, rien n'était acquis d'avance. Lorsque, à 11h15, le cortège officiel du président Béji Caïd Essebsi a franchi jeudi le portail de la Maison-Blanche, chacun du côté tunisien avait la main sur le cœur : la Tunisie obtiendra-t-elle ce statut. Ce privilège, parcimonieusement accordé à des *«amis très proches, comme le Japon, la Jordanie, ou l'Egypte et tout récemment l'Arabie saoudite»*, confère des avantages très recherchés en matière de défense. Il s'agit notamment d'accéder à des ressources importantes en matière de recherche et développement, d'armement et de renseignement, mais aussi de participer aux initiatives de lutte contre le terrorisme et aux sessions de formation. La définition officielle est large, mais le contenu effectif, couvert par le secret-défense, réserve des bénéfices substantiels.

Que n'avait pas fait BCE avec John Kerry, les influents administrateurs du Peace Institute, les sénateurs et congressmen, pour plaider la cause. Jusque tard dans la nuit du mercredi, les différentes approbations nécessaires manquaient. La plus précieuse tombera vers minuit. Il ne restait plus que la décision finale du président Barack Obama. Jeudi, tôt le matin, Béji Caïd Essebsi était invité à prendre le petit-déjeuner avec le vice-président, Joe Biden, à sa résidence privée. Peu médiatisé mais très influent, il garde une position prééminente. C'était l'ultime carte à jouer. Et elle a fonctionné !

Lorsque Barack Obama le lui confirmera, il lui demandera s'il a une demande particulière à lui faire part. Caïd Essebsi lui sort alors immédiatement la question des bourses d'études. *«Vous vous rendez compte, Monsieur le président: 3 000 Tunisiens sont chez Daech, alors que nous n'avons que 300 étudiants aux Etats-Unis. Je veux inverser la tendance : envoyer 3 000 jeunes étudier chez vous et ne laisser personne partir chez Daech»*. Très amusé par la symbolique, Obama annoncera le renforcement du programme des bourses.

Devant les journalistes, Barack Obama commencera à faire une déclaration officielle résumant ses entretiens avec son hôte et glissant au détour d'une phrase l'octroi du statut d'allié majeur, avant d'annoncer d'autres mesures d'appui à la Tunisie. De son côté, le président Caïd Essebsi soulignera que le processus démocratique reste toujours menacé par la confusion qu'entretiennent certaines parties et personnes qui n'y croient pas et subit l'impact de la situation en Libye. Il affirmera que la Tunisie a confiance en les Etats-Unis et ceux-ci peuvent compter sur elle.

Nouvelle poignée de main pour les photographes et cameramen, mais pas de point de presse ou même quelques questions, comme prévu initialement. Les journalistes tunisiens avaient été avisés par la délégation tunisienne qu'un seul journaliste aura la possibilité de poser une question à l'un des deux présidents. Bataille rangée pour désigner l'heureux journaliste. On passera au tirage au sort. C'est le jeune confrère Aymen du journal télévisé d'El Hiwar Ettounsi qui devait être la star du jour (et probablement de sa carrière). Il devait plancher sur la question, interrogeant ses confrères quant à la bonne approche. Il finira par trouver la question : comment au-delà des mots très agréables prononcés, le président Obama compte-t-il, dans les délais très restreints qui lui reste au Bureau ovale, traduire tout cela en actes concrets mis en œuvre par son administration ? Dommage que la séquence questions-réponses ait été annulée.

Si elle n'a pas été posée, cette ultime question a finalement trouvé un début de réponse, de la bouche du ministre de la Défense, Ashton Carter. Recevant dans l'après-midi, au Pentagone, le président Essebsi, il lui confiera : *«Maintenant tout a été dit. Les instructions du président sont claires et fermes. Je ne l'ai jamais vu dans pareilles si bonnes prédispositions et aussi attentif à la mise en œuvre !»*. Juste le lundi d'après, le ministre tunisien de la Défense, Farhat Horchani, était déjà à Washington pour présider avec son homologue la commission mixte. C'est donc bien parti !■

The Washington Post

Veillons à ce qu'en Tunisie, la démocratie porte ses fruits

Par Barack Obama et Béji Caïd Essebsi

Les Etats-Unis se tiennent prêts à aider la Tunisie à remplir sa promesse démocratique

(Article d'Opinion dans le Washington Post, le mercredi, 20 mai 2015)

Dans la tourmente qui domine si souvent les gros titres, il peut être tentant de penser que toute la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient est saisie par le désordre. Toutefois, en Tunisie, berceau du printemps arabe, la démocratie et le pluralisme s'enracinent. Notre réunion à la Maison- Blanche tenue le jeudi, la première entre un président américain et un président tunisien démocratiquement élu, sera l'occasion pour faire le point sur le progrès réalisé par la Tunisie et pour approfondir le partenariat entre nos nations afin d'aider la nouvelle démocratie tunisienne à apporter une plus grande prospérité et sécurité bien méritées par ses citoyens. Mohamed Bouazizi, un jeune vendeur ambulant, s'est immolé en signe de protestation contre les brimades que lui imposait un gouvernement oppressif, suscitant les manifestations qui ont mis fin à des décennies de dictature. Plus de quatre ans après, la Tunisie montre que la démocratie est non seulement possible mais elle est aussi nécessaire en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

Depuis la révolution, les Tunisiens ont pu, à maintes reprises, voter lors d'élections libres et équitables en choisissant parmi plus de 100 partis politiques. Suite à un débat animé et lors d'une impressionnante démonstration de compromis et de consensus, une nouvelle constitution a été rédigée, ancrée dans la primauté du droit, affirmant la liberté de la religion et garantissant les droits humains et l'égalité pour tous, y compris les femmes et les minorités. Le gouvernement d'unité nationale d'aujourd'hui comprend des laïcs et des islamistes, prouvant que la démocratie et l'islam peuvent prospérer ensemble. La voie de la démocratie n'a pas été facile en Tunisie.

Pendant la transition, des hommes politiques courageux ont été abattus. L'héritage de la mauvaise gestion et la corruption de l'ancien régime continuent d'étouffer la croissance économique. L'attaque terroriste perpétrée contre le musée national du Bardo en mars a fait plusieurs morts dont des touristes étrangers et un Tunisien. La Tunisie, un pays qui compte 11 millions d'habitants, a absorbé des vagues de personnes fuyant les combats en Libye. Malgré ces défis considérables, les Tunisiens sont restés unis et déterminés à protéger leur démocratie naissante. Nos deux nations ont maintenant une occasion sans précédent pour forger un partenariat durable basé sur des intérêts communs et des valeurs partagées.

En effet, depuis la révolution, les États-Unis ont octroyé plus de 570 millions de dollars et ont appuyé deux garanties de prêts importants, afin d'aider les Tunisiens à poursuivre des réformes politiques, économiques et sécuritaires importantes. Au cours de l'année écoulée seulement, les États-Unis ont fait de sorte pour doubler son aide à la Tunisie avec 134 millions de dollars proposés pour l'année prochaine. Il ne s'agit pas de charité; ceci est un investissement intelligent dans notre avenir commun, et nos réunions tenues jeudi mettront l'accent sur trois priorités.

Tout d'abord, nous pouvons faire plus ensemble afin d'aider les Tunisiens à consolider leurs acquis démocratiques. Les États-Unis sont résolus à aider les Tunisiens à bâtir des institutions transparentes, efficaces et responsables qui sont réellement au service des personnes. Ensemble, nous pouvons autonomiser la société civile et la presse libre dans le but de renforcer la démocratie. Même si nous sommes confrontés à des menaces de sécurité comme le terrorisme, nous devons défendre les valeurs universelles de tolérance, d'intégration et de liberté d'expression que les terroristes cherchent à détruire.

Deuxièmement, nous pouvons forger un partenariat pour veiller à ce que la révolution politique de la Tunisie soit suivie par une révolution économique qui réduit le taux de pauvreté et qui apporte des améliorations tangibles à la vie quotidienne du peuple tunisien.

La Tunisie a entrepris des réformes importantes visant à réduire la bureaucratie, attirer plus d'investissements et encourager la croissance créatrice d'emplois. Les États-Unis continueront à fournir l'assistance technique et économique nécessaire pour assurer le succès de ces réformes. Nous sommes particulièrement concentrés sur la réduction du chômage élevé chez les jeunes Tunisiens. Nos programmes de formation professionnelle destinés à promouvoir l'entrepreneuriat visent à aider plus de jeunes Tunisiens à développer les compétences nécessaires afin de démarrer leurs propres entreprises et créer des emplois dans leurs communautés.

De nouveaux partenariats entre nos universités sont axés sur l'encouragement de l'innovation et le développement d'entreprises. Nos échanges en matière d'éducation sont en train d'aider les élèves tunisiens prometteurs à poursuivre des études dans tout ce qui sera essentiel à la croissance de l'économie tunisienne tel que la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

Enfin, nous cherchons à approfondir la coopération en matière de sécurité qui protège nos citoyens. En travaillant ensemble, nous avons aidé les forces armées tunisiennes à renforcer leur capacité d'entreprendre des missions de lutte contre le terrorisme. Les États-Unis mettent tout en œuvre afin d'augmenter de plus du double leur soutien financier militaire à la Tunisie au cours de l'année prochaine afin d'aider ses forces armées à avoir un pas d'avance sur les menaces en évolution.

Comme nous renforçons notre partenariat de lutte contre le terrorisme, nous pouvons faire encore plus ensemble afin de faire face aux menaces communes telles que ISIL / Daech et l'instabilité en Libye. Une électrice tunisienne a souligné: *«Ceci est un grand jour»*, en votant au second tour de l'élection présidentielle en décembre. *«La liberté et la démocratie sont les grands vainqueurs»*, a-t-elle ajouté. Après des décennies de dictature et plusieurs années de transition, les Tunisiens ont gagné leur liberté et leur démocratie.

Cependant, il y aura de grands défis dans l'avenir pendant que les Tunisiens s'efforcent d'offrir la dignité, l'opportunité et la prospérité qui ont été recherchées par un jeune vendeur il y a plus de quatre ans. Certes, ce ne sera pas facile, mais comme les Tunisiens cherchent à construire la plus jeune démocratie du monde arabe, ils vont continuer à avoir un ami et un partenaire solide représenté dans la plus ancienne démocratie du monde: les États-Unis d'Amérique.■

البنك الوطني الفلاحي
BNA

CARTE TECHNOLOGIQUE INTERNATIONALE

Un nouvel élan au-delà des frontières

La Carte Technologique Internationale vous permet le règlement en ligne de vos transactions internationales relatives à l'hébergement de sites web ou d'applications mobiles, la publicité, l'abonnement aux sites étrangers et sites éducatifs, la collecte d'informations et l'achat de services de formation en ligne, d'outils de développement d'applications et de licences logiciels.

L'allocation annuelle autorisée est fixée à 1 000 dinars pour les personnes physiques et 10 000 dinars pour les personnes morales.

Votre **Carte Technologique Internationale** vous permet aussi la réception de fonds de l'étranger suite à la vente de produits et services.

BNA MONÉTIQUE

Pour plus d'informations, visitez notre site : **www.bna.com.tn** ou contactez l'une de nos agences.

Adresse : Rue Hédi Nouira 1001 - Tunis - Phone : +216 71 831 000 / + 216 71 831 200 - BNAphone : 88 40 00 20 - Email : bna@bna.com.tn - N° Vert : 80 100 505

Profitez encore !

LE MOIS SSANGYONG

Jusqu'au 30 Juin 2015

GARANTIE 3 ans ou 100.000 km

0% d'auto financement*

+ GPS offert + Remise de 50% sur les frais du dossier

sur l'ensemble de la gamme SSANGYONG en partenariat avec Attijari Leasing.

*sous réserve d' acceptation du dossier

التجاري ليزنغ
Attijari Leasing

Appel Gratuit
N°Vert 80 10 25 25

SSANGYONG
Be yourself !

SOTUDIS
Chemin de réussite

Tunis
Route de sousse GP1 Km7 2033 Megrine

Sousse
Route de ceinture 4022 Akouda Sousse

Sfax
Route de Gabes, bvd de l'Environnement km 2,5 Sfax

SSANGYONG Tunisie www.ssangyong-tunisie.com

Les grandes compagnies américaines exigent certitudes et visibilité

La Tunisie finira par vaincre le terrorisme et relancer son économie. Ça sera une grande success story à laquelle nous souhaiterions contribuer si vous nous apportez les facilités nécessaires !» C'est en résumé le message adressé par des dirigeants de 14 grandes compagnies et institutions américaines au président Béji Caïd Essebsi lors de leur rencontre mercredi à Blair House. Une heure durant, le débat a été intense. L'auditoire pèse lourd à Wall Street : Bechtel, Hilton, HP, EY, GE et autres Motorolla, Google, Hill Intl. Ils ont pu lui exposer en toute franchise leurs attentes et craintes.

Conduits par la ministre du Commerce, Penny Pritzker, ils sont venus chercher des certitudes et de la visibilité. Tous ou presque ont demandé des précisions sur la vision d'ensemble, l'avancement des réformes et le calendrier de leur mise en œuvre. Ils seraient sensibles, ■■■

■■■ comme ils savent le dire courtoisement, à voir la Tunisie disposer d'une direction politique forte, de bonnes politiques pour les investisseurs, notamment pour garantir un bon croisement entre les expertises et les opportunités pouvant générer un niveau élevé de retour sur investissement et, surtout, le respect de la loi.

Béji Caïd Essebsi leur fournira le cadrage général, avant de laisser le ministre des Finances, Slim Chaker, aller dans les détails. Avec clarté et concision, il présentera les réformes, le calendrier de leur mise en œuvre et surtout ce qui se profile après les réformes. La ministre du Tourisme et de l'Artisanat en profitera, de son côté, pour promouvoir la destination Tunisie, avec un film à l'appui.

Le président Caïd Essebsi captera d'emblée l'attention. *«Un nouveau système se met en place. Il n'est pas encore tout à fait abouti, mais il se réalise. Toutes les réformes sont amorcées à un degré avancé d'adoption. La vision est claire : faire de la Tunisie un pays moderne, ouvert, connecté sur l'économie internationale. J'ai pris l'engagement de le faire réussir. A vous, alors, d'explorer les opportunités et d'en tirer meilleur bénéfice».*■

Ci-après la liste des présents:

T.H. Penny Pritzker, Secretary of Commerce of the United States

T.H. Jacob Walles, U.S. Ambassador to the Republic of Tunisia

1. George Soros, Chairman, Soros Fund Management

2. Chris Nassetta, CEO Hilton

3. General David Petraeus, Partner, KKR and Chair, KKR Global Institute

4. Karan Bhatia, Vice President and Senior Counsel for Global Government Affairs & Policy, GE

5. Majid Kaddoumi, VP and Managing Director, Middle East, Africa, Central Asia and Turkey (MEACAT), Medtronic

6. Jay Farrar, Principal Vice President, Corporate and Government Affairs, Bechtel

7. Mike McEneney, Global Head of Public Policy, MasterCard

8. David Weller, Head of Global Trade Policy, Google

9. Marc Andersen, Partner, International Government & Public Sector Leader, EY

10. Randy Dove, Executive Director of Government Relations, HP

11. Cynthia Stinger, Vice President of Global Government Relations, AECOM

12. Edward Newman, Vice President of Projects Management Group, Hill International

13. Robert Hoffman, Corporate Vice President for Global Affairs, Motorola Solutions

14. Bowman Cutter, Chair of Tunisian American Enterprise Fund, Roosevelt Institute

Autres personnalités présentes

1. Tom Wyler, Senior Advisor, U.S. Department of Commerce

2. Scott Handler, Special Advisor, U.S. Department of Commerce

3. Matthew Murray, Deputy Assistant Secretary for Europe and MENA, U.S. Department of Commerce

4. Rory MacFarquhar, Special Assistant to the President and Senior Director for International Economics, National Security Council

5. Eric Pelofsky, Senior Director for North Africa and Yemen, National Security Council

6. Courtney Otto, Director for North Africa, National Security Council.

HAVAS

DANS UN MONDE QUI CHANGE,
IL Y A D'AUTRES FAÇONS DE NOUER DES RELATIONS AVEC SES CLIENTS.

FINANCEMENT DES PROFESSIONNELS

Un accompagnement personnalisé pour la réalisation de vos projets.

Offre promotionnelle valable jusqu'au 31 mai 2015

Appelez-nous au : 70 000 050

UBCI GROUPE BNP PARIBAS

الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque d'un monde qui change

A l'Institut de la Paix

La fausse improvisation qui a fonctionné

On ne badine pas au Peace Institute, ce haut temple de la réflexion stratégique soutenu par le Département d'Etat et l'un des think-tanks les plus influents à Washington. Les invités sont choisis attentivement et on leur demande de plancher en profondeur sur une question importante, en moins de 1 000 mots.

Ils auront près d'une demi-heure pour faire leur exposé, avant de répondre au feu nourri des questions. Le thème proposé au président Essebsi était précis : «Au-delà de la sécurité, pourquoi un partenariat tuniso-américain est-il crucial». A Carthage, le staff présidentiel avait passé des nuits blanches à y répondre. La version

finale du discours, relue et affinée par le président, a été éditée en arabe et en anglais dans un livret officiel qui devait être distribué aux présents à la fin de la conférence. Mais, une fois de plus, Béji Caïd Essebsi en fera à sa guise, au grand bonheur de l'assistance.

Lorsqu'il est invité au podium devant un amphithéâtre littéralement pris d'assaut une heure avant le début de la conférence, il demandera courtoisement à Faten Bahri, de la Direction générale du protocole, de garder le discours officiel. Il préfère parler directement au public et leur dire en toute sincérité, comme il l'affirmera, le langage de la vérité, du cœur et celui, pensé, de la raison. Il se lancera dans un tour d'horizon, en apparence improvisé, mais en fait soigneusement préparé et commencera à parler en langue arabe, n'hésitant pas à alterner aussi avec le français et l'anglais. Il soulignera surtout le nécessaire combat conjoint contre le terrorisme, ■■■

■■■ l'importance du soutien américain dans ce domaine, mais aussi l'impératif de réussir la transition économique, la complexité de la situation en Libye et son impact sur la Tunisie, et l'importance de fournir plus de bourses à des jeunes Tunisiens pour étudier aux Etats-Unis. Habitués à des discours très structurés, écrits au millimètre près, les invités de l'Institut ont été séduits, et les Tunisiens établis en Amérique du Nord en y ont trouvé leur bonheur, comme le dira à *Leaders* une femme chercheure en relations internationales.

On passe alors à la séquence questions-réponses. *«La Tunisie est-elle un pays exceptionnel ou un pays modèle ?»*, lancera d'emblée l'ambassadeur William Taylor, président de l'Institut. La réponse sera aussi spontanée qu'habile. *«Nous sommes pour le moment l'exception, ce qui n'est pas notre souhait. Parce que notre réelle volonté est d'offrir un modèle que d'autres pays comme nous pourraient adapter et enrichir. Cela ne dépendra que des Etats-Unis. Si elles nous soutiennent, nous y parviendrons. Vote pays s'est opposé au nazisme et a sauvé l'Europe à travers le Plan Marshall, comme il a contribué à nombre de causes justes. Alors, cela dépendra de vous»*. La salle acquiesce.

De la salle fusent des questions pertinentes sur l'islam, le port du niqab notamment et autres sujets. BCE fera de la pédagogie en traçant la distinction entre islamistes (islam politique militant) et islam (pratique de la religion). Il en profitera pour souligner l'entente avec Ennahdha et son chef Rached Ghannouchi, et citera en exemple la présence du député et porte-parole Oussama Seghaier dans la délégation parlementaire qui l'accompagne à Washington. Sur le port du niqab, il apportera une réponse en deux temps. *«Nous sommes pour la liberté absolue. Chacun est libre de choisir son habit, qu'il s'agisse d'un voile, d'un niqab ou d'une minijupe aussi. Mais, la femme qui porte le niqab ne peut pas prendre part à la vie active professionnelle. Elle doit alors garder la maison sans prétendre au droit d'accéder à un travail en contact avec le public.»* Appréciation dans plusieurs rangées, réserve dans d'autres, mais il aura été clair pour tous. Verdict du public à la fin de la conférence : *«standing ovation»* !

■ La Tunisienne Mme Ben Lakhdher posant une question sur le niqab

Juste avant la conférence, BCE était l'invité à déjeuner de l'Institut en présence d'illustres personnalités. La liste des convives est intéressante à parcourir :

Ambassador Jacob Walles, U.S Embassy Tunisia

Ambassador Ronald Neumann, Tunisia Lead for Security Sector Governance Initiative

Anne Patterson, U.S Assistant Secretary of State for NEA, State Department

Paige Alexander, Assistant Administrator, Bureau of the Middle East, USAID

Tom Malinowski, Assistant Secretary of State for Democracy, Human Rights and Labor, State Department

Marry Ott, Assistant Administrator for Middle East Bureau, State Department

Ambassador Walter Cutler, Former Ambassador to Tunisia, Meridian International Center

Ambassador Mark Green, Former Ambassador, President, IRI

Rob Satloff, President, Washington Institution for Near East Policy

Amy Hawthrone, Senior Fellow of the Rafik Hariri Center, Atlantic Council

Masood Ahmed, Executive Director for Middle East and Central Asia, IMF

Tamara Wittes, Director for Center for Middle East Policy, Brookings Institution

Ramin Tolouli, Assistant Secretary of the Treasury for International Finance, Treasury Department

Eric Pelofsky, Senior Director for North Africa and Yemen, National Security Council

Brian McKeon, Principle Deputy Secretary of Defense for Policy, Defense Department

Mohamed Malouche, President, Tunisian Young Professionals

Toni Verstanding, Chair of Middle East Programs, Aspen Institute.■

le CNT المصرو

Visitez Nos Showrooms

TUNIS : Rue de l'énergie Solaire - Charguia I
SFAX : Route de Gabes Km 1,5

www.lecnt.com

Sanitaires et Robinetterie - Electroménager Encastrable- Grès -Faïence - Meubles en Techno-Rotin - Meubles de Salle de Bain
Radiateurs - Portes - Parquet - Decking - Parasols - Spas - Bois et Dérivés

Le seul endroit où la Bourse devient simple et accessible

STRATEGO Tél : 00216 71 96 02 05

investia academy

www.investia-academy.com

بورصة تونس

BOURSE DE TUNIS

ICF

The Investment Climate Facility for Africa

www.bvmt.com.tn

Hemdane Ben Aissa et d'autres

Illustres Tunisiens aux Etats-Unis

Il fallait les voir affluer radieux à la résidence de l'ambassadeur de Tunisie à Broad Branch Road, à Washington, à la rencontre du président Caïd Essebsi. En clôture d'une visite très intense, le chef de l'Etat a tenu à les recevoir, après ses entretiens avec Obama et dès sa sortie du Pentagone, juste avant de reprendre l'avion. L'accueil qu'ils lui réserveront sera des plus chaleureux, avec ovations soutenues. Ils étaient venus de tous les coins de cet immense pays pour le saluer, le féliciter, lui dire leur attachement au pays et leur confiance dans cette deuxième république naissante.

On reconnaît parmi d'éminents médecins venus de Philadelphia, des financiers, des chercheurs à Boston, des banquiers, avocats et fonctionnaires de l'ONU accourus de New York, des chefs d'entreprise établis à Chicago, des ingénieurs travaillant à la Silicon Valley, en Californie, des pétroliers du Texas. Sans omettre ceux de Washington DC, Mohamed Ali Malouche, qui dirigea avec Hatem Sellami (Atlanta, Géorgie), la dynamique ONG Tunisian American Young Professional (TAYP), de hauts cadres à la Banque mondiale, au FMI et dans d'autres institutions, que des Tunisiens qui réussissent dans divers domaines.

Parmi les Tunisiens les plus anciens aux Etats-Unis, Hemdane Ben Aissa, diplômé de Harvard, aligne pas moins de 50 ans de résidence. Rentré en Tunisie au lendemain de l'indépendance, il sera chargé de créer le premier noyau de la coopération internationale au ministère des Affaires étrangères avant d'être désigné chargé d'affaires à l'ambassade de Tunisie à Paris. Les Etats-Unis l'attirent de nouveau, et le voilà rejoindre les Nations unies à New York. Il y occupera l'une des fonctions les plus importantes octroyées à un Tunisien, celle de directeur de l'Unité de développement économique (UNDC). Il y excellera jusqu'à son départ à la retraite, il y a quelques années. Resté actif, il est actuellement consultant, en tant qu'attorney at Law.

Cela fait longtemps que Hemdane Ben Aissa et son épouse, comme beaucoup de Tunisiens, n'avaient pas foulé le sol de la résidence de l'ambassadeur, boudant les invitations reçues. Cette fois-ci, ils étaient heureux de retrouver ces lieux chargés d'histoire, ravis de revoir Si Béji, comme ils l'appellent affectueusement.■

■ Hemdane Ben Aïssa

Le jeune Ayari

Mustapha Tlili

Khaled Khiari l'ambassadeur-représentant permanent de la Tunisie auprès de l'ONU, New york, et son épouse

GUERLAIN
La petite Robe noire
MA NOUVELLE EAU FRAÎCHE
Guerlain
La petite Robe noire

Said Ben Ayed
Un exemple de bravoure

Ceux qui connaissent l'ambassade de Tunisie à Washington (au 1515 Massachusetts Ave NW) et la résidence officielle de l'ambassadeur dans la proche banlieue (Broad Branch Road, NW), seront agréablement surpris de les revoir. Les jardins sont superbes. Entretenus, fleuris, ils offrent, avant d'accéder aux bâtiments, une bonne image de la Tunisie. Les prix de pareils aménagements paysagers dépassent le modeste budget alloué à l'ambassade. Alors qui s'en est chargé ? C'est un brave Tunisien, Said Ben Ayed, 49 ans, dont 20 aux Etats-Unis, qui en a eu l'initiative. Travaillant dans une compagnie environnementale et très attaché au pays, il été contrarié de voir les jardins de l'ambassade et de la résidence dans un piteux état. Avec la permission du chargé d'affaires (Kais Darragi, en attendant la désignation du nouvel ambassadeur Fayçal Gouia), il s'est attaqué à l'œuvre. Sur ses propres deniers, il a fait venir une équipe de jardiniers paysagistes, acheté des plantes et du terreau et veillé personnellement à la bonne marche des travaux. En quelques jours, le changement est total.

Le jour de la rencontre du président Caïd Essebsi avec des membres de la communauté tunisienne aux Etats-Unis, Said se tenait à l'écart dans le jardin, les larmes aux yeux, très ému de vivre pareil moment. Il sera présenté au chef de l'Etat qui le félicitera chaleureusement et lui demandera, avec le sourire, s'il connaît d'autres concitoyens aussi braves et patriotes que lui dans les autres pays pour fleurir les jardins de nos représentations.

Said Ben Ayed n'est pas à son premier acte de bravoure. Il y a trois ans, il avait reçu une haute distinction d'honneur des sapeurs-pompiers pour son *«action héroïque»*. Le 22 juin 2012, sentant l'odeur de fumée se dégager d'une maison à Singleton's Grove Community, il s'empressa d'alerter les pompiers mais surtout de pénétrer dans la maison déjà en flamme. Il y trouve une femme âgée clouée à un lit médicalisé et entubée qui lui demandera, apeurée et épuisée, de sauver plutôt sa fille qui dort à l'étage, quitte à la laisser, elle, mourir dans le feu. Il sortira la fille mais aussi la mère sur une chaise roulante, alors que des voisins viennent lui prêter main-forte et les pompiers éteindre le feu. Son courage exceptionnel fera la une des médias dans la région. La veille de l'incendie, Said recevait le prix *«County Champion Award»* pour ses efforts remarquables dans la réussite du projet environnemental du comté. La Tunisie a besoin de citoyens comme Said Ben Ayed. A l'étranger, mais aussi dans le pays.■

T.H.

STKE

QNB

Témoignages

Wafa Makhlouf
NidaaTounès

A aucun moment, à l'annonce de la visite, je ne pensais faire partie de la délégation officielle. C'était pour moi un rêve qui s'est réalisé. J'ai ainsi eu la chance d'être aux côtés des fondateurs de Nidaa Tounes et de côtoyer notre cher président. J'ai beaucoup appris de lui, mais ce que j'ai vécu lors de ce voyage est vraiment une expérience exceptionnelle. L'expérience de l'homme d'Etat qui, avec diplomatie, passe intelligemment à chaque réunion ses messages. Il a toujours valorisé la Tunisie, l'unique pays qui s'est démarqué grâce au rôle qu'a joué la femme tunisienne ces quatre dernières années ainsi que la société civile et les jeunes. Notre présence en tant que députés (pouvoir législatif) à côté du pouvoir exécutif était un message très fort. Notre président voulait qu'on soit témoins de ces moments historiques et, surtout, nous sensibiliser davantage au rôle que nous devons jouer au sein de l'ARP dans les prochaines semaines. *«Moi j'ai accompli ma mission, maintenant les fondations sont prêtes et c'est à vous de continuer le travail pour les générations futures »*. C'est ce que le président nous a confié dans le vol retour.

Notre présence était très symbolique et bien appréciée par tous nos interlocuteurs. Aujourd'hui, et plus que jamais, nous devons prendre les bonnes décisions et les mesures nécessaires pour redécoller.

Oussama Sghaïer
Ennahdha

Ce n'est pas la première fois que je me rends à Washington, mais c'est ma première visite après l'adoption de la constitution de la deuxième République et les élections législatives et présidentielles venues couronner le processus de transition démocratique. Autant de jalons majeurs qui démontrent les fondements de la réussite du modèle tunisien consensuel. C'est en ces termes que nous avons discuté avec nos divers interlocuteurs parmi les décisionnaires importants et les officiels à Washington.

L'initiative du président Essebsi d'inviter quatre élus de la nation à faire partie de sa délégation a été unanimement appréciée dans la capitale fédérale américaine. Des députés qui représentent, à travers leurs partis, la coalition gouvernementale, signe de l'unité d'une large frange du paysage politique tunisien face aux défis économiques et sécuritaires.

Nous avons pu rencontrer d'éminentes personnalités politiques et discuté avec elles en toute franchise de la situation en Tunisie aujourd'hui qui mérite un soutien effectif en vue d'ancrer la démocratie et les droits de l'Homme, contre les appels obscurantistes, la violence et le terrorisme. J'ai été agréablement surpris par le degré de connaissance de nombre de nos interlocuteurs des enjeux politiques dans leurs détails, mais aussi de leur disposition à œuvrer sérieusement avec nous pour le partage des expériences, notamment en matière de réformes économiques. C'est un grand honneur que d'avoir fait partie de la délégation officielle et je n'oublierai pas cette forte sensation que j'ai éprouvée en voyant le drapeau tunisien hissé au coeur de Washington, sur Blair House, la résidence officielle réservée aux grands invités de marque, juste en face de la Maison-Blanche.

Riadh Mouakhar
Afek Tounes

Il n'y a pas d'autres mots pour qualifier la visite officielle du président de la République M. Béji Caïd Essebsi aux USA que d'historique. Historique à tous points de vue. Tout d'abord par la vague de sympathie envers la Tunisie que nous avons constatée lors des différents entretiens que nous avons eus aussi bien avec les responsables que les leaders d'opinion américains.

Ensuite, par la multiplication des signes de respect exprimés par l'administration américaine au président de la République et à travers lui à la Tunisie tout entière.

Et enfin, historique parce que la Tunisie était représentée pour la première fois, non seulement par le pouvoir exécutif en la personne du président de la République, mais aussi par le pouvoir ■■■

■■■ législatif représenté par quatre députés de la majorité parlementaire. Une symbolique d'un nouveau système politique et d'une démocratie naissante que M. Béji Caïd Essebsi a voulu souligner.

Le premier jour, mes collègues députés et moi-même avons participé au programme du président de la République où nous avons eu le privilège d'assister à la signature du mémorandum d'entente sur la coopération bilatérale entre les États-Unis d'Amérique et la Tunisie, suivie par une table ronde économique coprésidée par M. Béji Caïd Essebsi et la secrétaire d'Etat au Commerce Peny Pritzker, en présence des responsables des plus grandes compagnies américaines qui ont exprimé clairement leur disposition à promouvoir l'investissement en Tunisie à condition que le climat des affaires soit assaini et transparent, et c'est là, en tant que parlementaires, que nous avons exprimé notre détermination à accélérer le processus de réformes dont a besoin notre pays.

L'un des moments forts de la visite fut la réunion avec les sénateurs membres de la commission «Relations extérieures» du Sénat américain. Les quatre députés ayant accompagné le président de la République lors de cette rencontre qui a eu lieu dans la salle officielle de ladite commission qu'elle occupe depuis le début du 19e siècle et souvent utilisée pour procéder à des séances d'audition concernant la sécurité nationale, a accueilli les présidents américains et reçu des rois et des présidents étrangers. Les sénateurs ont exprimé leur soutien à la Tunisie comme en témoigne une lettre qu'ils ont adressée quelques jours auparavant au président Barack Obama signée par le sénateur Ben Cardin et cosignée par neuf autres sénateurs influents où ils expriment un soutien bipartisan à la Tunisie et demandent au président Obama un engagement continu des USA à l'égard du peuple et du gouvernement tunisiens.

Une rencontre extrêmement positive et un échange franc ont eu lieu également avec les congressmen de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants (The United State House Committee on Foreign Affairs).

Le second jour, nous avons suivi un programme spécifique aux députés qui a comporté des rencontres avec les principaux think-tanks américains très influents dans la politique américaine. Une des rencontres les plus intéressantes fut celle que nous avons eue au National Security Council (Conseil de sécurité nationale) avec M. Éric Pelofsky, chargé de la Tunisie auprès de la Maison- Blanche.

Enfin, l'ambiance la plus chaleureuse fut la rencontre avec les ressortissants tunisiens à la résidence de l'Ambassade de Tunisie à Washington, venus nombreux et souvent de très loin de tout le territoire américain et de toutes tendances politiques, rencontre au cours de laquelle le président Béji Caïd Essebsi a démontré qu'il était le président de tous les Tunisiens.

Très fier d'avoir représenté mon pays!■

Oui

Je souhaite m'abonner 1 an à **Leaders**

J'indique mes coordonnées

Raison sociale : .....
Nom et prénom : .....
Adresse : .....
.....
Ville : .....
Code Postal : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Pays : .....
Tel. : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Fax : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
GSM : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Adresse mail : .....

Virement au CBB : TN59 08 008 0006710012740 71

◯ Tunisie 30 D.T ◯ Europe 40 € ◯ Moyen - Orient 39 €
◯ Maghreb 29 € ◯ USA 40 $ ◯ Canada 50 $ canadiens
◯ Reste du Monde 50 $

Je joins mon règlement par

◯ Chèque bancaire
◯ Virement
◯ Mandat postal

Date et signature

Simple et rapide, Abonnez-vous par téléphone en appelant le **71 232 111**

A compléter et à retourner à PR Factory, Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333, abonnement@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

Meuble Interieur

GARDE NATIONALE
UNITE SPECIALE

Garde Nationale

Voyage au cœur de l'Usgn

Vous connaissez la Brigade Anti-Terroriste (BAT) de la Police nationale, les commandos de l'Armée nationale, des corps d'élite au grand mérite, mais pas le troisième pilier du dispositif sécuritaire : l'Usgn. Cette unité spéciale de la Garde nationale ne cesse de multiplier les réussites dans la traque des terroristes. Lokman Abou Sakhr n'a pu lui échapper, tout récemment. Mais, ce n'est pas son unique fait d'arme remarquable. La liste de ses succès est déjà longue. Rien que l'évocation de son nom fait frémir les bandits et jihadistes les plus irréductibles qui ne sauraient lui résister longtemps. Tôt ou tard, ils tombent dans ses filets.

Comment fonctionne l'Usgn ? Quel est le secret de sa réussite ? Qui sont ses héros ? Comment est tombé, précisément, Lokman Abou Sakhr ? Révélations exclusives. Epoustouflantes !

Dossier réalisé par Taoufik Habaieb
Photos : Mohamed Hammi & DR

La terreur des terroristes

La route est encore longue, restons discrets!» Plus qu'une règle, le secret absolu est un principe de survie et d'efficacité pour l'Unité spéciale de la Garde nationale (Usgn), comme pour les autres. Celle qui a réussi à abattre, tout récemment à Sidi Yaïche, l'ennemi public N°1, Lokman Abou Sakhr, et huit autres de ses complices jihadistes. Comme elle avait mené avec succès les grandes opérations de Raoued, Oued Ellil , Gbollat et bien d'autres. Peu connue du grand public, elle est la terreur des terroristes et des grands bandits. Son périmètre d'intervention ne se limite pas aux zones rurales, hors des villes et agglomérations, mais s'étend à l'ensemble du territoire tunisien : ports et aéroports, gares, villes et villages, édifices publics et entreprises, partout où la sécurité est menacée, où une attaque est commise, où un attentat, une prise d'otage ou autre acte criminel risque de survenir.

Le centre de commandement se situe quelque part à une heure de route de la capitale. L'endroit est magnifique. Il est adossé à une forêt en relief, non loin de la mer, qui abrite le village d'entraînement opérationnel, les champs de tir les plus longs —jusqu'à 400 m— et la cité d'assaut en reconstitution réelle. Derrière les murailles qui l'entourent, le mystère est total. Jamais auparavant, des journalistes n'ont pu y être admis. Ici se trouve le cœur battant de la traque permanente du terrorisme menée par la Garde nationale en étroite coordination avec les forces sécuritaires et l'Armée nationale. Etat-major, salle d'opérations, sites de formation, magasins, ateliers, centre sportif, foyer et lieu de vie à la fois pour des centaines d'éléments qui constituent la fine fleur des corps d'élite.

D'emblée, les uniformes tranchent avec les autres brigades : des tenues de combat comme celles des équipes de commandos aux Etats-Unis ou en Europe. Parachutistes, snipers, plongeurs sous-marins et combattants sont dotés d'armements sophistiqués et portent sur eux des outils technologiques des plus avancés, en GPRS, caméras et moyens de communication. Tout y est exceptionnel : on

se croirait dans un centre de commandement au Nevada. Le patriotisme et le drapeau tunisien en plus. En grande exclusivité, *Leaders* vous transporte au cœur de l'Usgn! Retenez votre souffle !

A l'entrée du centre de commandement de l'Usgn, un écriteau planté dans le jardin gazonné marque les repères : *«Ici nous faisons briller l'esprit et sculpter le corps»*. Pour une finalité unique : défendre la patrie. L'ambiance à l'état-major est feutrée, cachant une activité fébrile et un état d'alerte permanent. La mission est claire pour tous : anticiper, traquer et intervenir, avec une seule option possible : réussir. La recette du succès est partagée par tous : la performance de la formation, la puissance du renseignement et la qualité de la préparation, le tout moulé dans l'esprit d'équipe. Rejoindre ce corps d'élite est le rêve de plein de jeunes issus des écoles préparatoires de la Garde nationale et de l'Académie militaire. La sélection est très rigoureuse: sur des centaines de candidats préqualifiés, une cinquantaine seulement finit chaque année par y être admise. En dernier et ultime filtre, les tests psychologiques renouvelés pour s'assurer du blindage personnel et des qualités du vivre-ensemble. La formation est intensive dans toutes les spécialités. Chacun doit être un grand spécialiste dans sa qualification pointue, et un grand polyvalent dans toutes les autres. Il y a des réflexes à apprendre et cultiver. Quand on appartient aux commandos, on doit tout maîtriser, jusqu'au secours médical au combat. Entre salles de cours et sites réels grandeur nature, la formation est continue.

Le village d'entraînement, au fond de la forêt, s'étend sur des dizaines d'hectares que l'Etat vient d'affecter en propriété à la Garde nationale. A l'entrée, un poste frontalier reconstitué, de grandes baraques qui avaient servi de maisons forestières, et une salle de classe, comme on en trouve dans un campus universitaire moderne avec grand écran, vidéoprojecteur, bureau, pupitre et tables individuelles. La visite ne fait que commencer et les ■■■

■■■ surprises ne manquent pas : des champs de tir à balles réelles de 125 m, 250 m et 400 m et la cité d'assaut. Le poste frontalier, comme les baraques, se prête aux exercices de simulation de prise d'assaut pour la libération d'otages et la neutralisation des assaillants.

L'effet de surprise

A droite, une enfilade de pièces, imbriquées les unes dans les autres dans un dédale indéchiffrable, sont construites en béton armé, sans toit immédiat. L'ennemi est censé être à l'intérieur, seul ou avec d'autres complices, guettant les combattants de l'Usgn qui doivent les détecter et les abattre, sinon les neutraliser. L'effet de surprise est important.

Dans certaines pièces, ils tombent sur des cibles accrochées à des supports qui absorbent les balles (shooting house). Tirant à balles réelles, il ne faut pas rater la cible, sinon elles rebondissent par ricochet en impactant le mur en béton et peuvent atteindre le tireur. Les instructeurs sont installés en haut d'un couloir qui surplombe les pièces pour superviser les opérations, prendre des notes puis corriger, si nécessaire, le comportement de chacun.

A gauche, dans cette immense cité d'assaut, c'est un quartier qui est reconstitué lui aussi en grandeur nature, avec ses maisons et ses échoppes. On y apprend à déverrouiller une serrure, forcer une porte, quitte à la faire sauter aux explosifs et lancer l'assaut en pénétration forcée par explosifs. ■■■

Une autre prise de taille : Makram Mouelhi

Makram Mouelhi n'était pas facile à débusquer, révèle à *Leaders* le chef de l'opération. Ce chef de groupe armé qui était l'un des premiers terroristes à introduire, il y a quelques années, le jihadisme en Tunisie, s'était illustré dans les attaques de Jebel Ouergha, après avoir sévi au Chaambi contre des militaires et des gardes nationaux, faisant plusieurs martyrs. Atteint de tuberculose, il a été autorisé par ses chefs et compères à descendre de la montagne, mais s'est évaporé dans la nature. Les éléments de l'Usgn ont resserré l'étau autour de lui, se rendant notamment plus de vingt fois chez ses parents dans la localité de Garn Halfaya, dans la région du Kef, sans parvenir à mettre la main sur lui.

Ce samedi 19 juillet 2014, en plein ramadan, ils n'avaient pas lâché prise. Trois jours auparavant, pas moins de 14 soldats étaient tombés à l'heure de la rupture du jeûne au mont Chaambi sous les balles de ses complices terroristes. Sacrifiant les retrouvailles familiales en ce mois saint et des vacances estivales, les éléments de l'Usgn étaient sur le pied de guerre. Un groupe, conduit par leur commandant en personne, était en ronde d'inspection dans le sillage de la demeure des parents de Makram Mouelhi.

Rien d'apparent ne pouvait indiquer qu'il s'y cachait. La fouille ne donne rien. Mais, on retrouve un fusil de chasse à l'intérieur de la maison. Une deuxième fouille est alors ordonnée. Toujours rien. On va dans la cuisine où étaient entassés des couvertures et des vêtements. On plonge les mains et c'est alors qu'on en ressort le chef terroriste en planque, tétanisé par la peur. Ramené au QG de la Garde nationale à El Aouina, il avouera tant d'attaques et de meurtres, mais aussi avoir posé pas moins de 55 mines. Une très belle prise.

Tout anticiper, tout préparer

La préparation est l'art de la guerre contre les terroristes ! Il s'agit de prévoir l'imprévisible et d'y parer. Le degré de préparation embrasse, avec des plans détaillés et des procédures précises, tous les aspects : armement, munitions, équipements, transport, transmissions, alimentation, secours médicaux, évacuation d'urgence et autres intendances logistiques. Ne soyez pas étonnés de voir dans les garages et magasins de l'Usgn, outre les véhicules de tous types, y compris des blindés et des zodiacs, des toilettes mobiles, pour certaines opérations. C'est vous dire jusqu'où peut aller le degré de préparation.

Un moral au zénith et un esprit de corps

Face à leurs missions de haute importance, les membres de l'Usgn puisent leurs forces dans un esprit de corps très soudé. Ils savent qu'à chaque mission, ils risquent de mettre en péril leur vie et celle de leurs coéquipiers et doivent alors tout faire pour intervenir en responsables solidaires. Chacun apprend à constituer sa propre personnalité et assumer ses responsabilités. Pas de droit au

fléchissement ou à la jouer solo. Les équipes sont réparties en petits groupes de six personnes (5+1), chacun est dirigé par un premier sergent. Ces groupes sont réunis en sections. Encore une surprise, le chef de section, souvent un lieutenant caporal, a à peine 23 ans. Ayant terminé ses études supérieures et sa formation spécialisée, il est habilité à assurer ce commandement et sera assisté, en adjoint, par un adjudant-chef, qui est plus âgé que lui. Quand ils ne sont pas au repos, ils restent tous en état d'alerte, 24h/24 et 7j/7. Au moindre appel, ceux qui sont en congé ou au repos accourent rejoindre le centre de commandement et demander à partir en opération.

Le plus dur, quand ils sont en opération, c'est de perdre l'un des leurs. Ils le ressentent dans leur chair et doivent se faire violence pour poursuivre leur mission puis pleurer leur martyr. Au cours de son long parcours, et surtout ces dernières années, l'Usgn a été endeuillée par le martyre d'inoubliables fils. Leurs noms sont inscrits sur les places du centre de commandement, village d'entraînement et salles de cours.

«Arriver en urgence sur un lieu d'affrontement et découvrir le corps inanimé d'un frère d'arme gisant par terre, nous confie un membre de l'Usgn, *ou voir votre coéquipier, avec qui vous partagez chambre au foyer, vie au quotidien, espoirs et valeurs, tomber devant vous, sous les lâches balles des terroristes, est une rude épreuve. Vous ne la surmonterez qu'en vous battant avec davantage d'énergie et de conviction pour faire triompher la cause pour laquelle il a payé de sa vie. La patrie et les martyrs sont nos ressorts ! Si nous capitulons face à l'ennemi, qui défendra notre chère Tunisie, nos familles et nos enfants ? Les épreuves, aussi dures soient-elles, ne font qu'aiguiser notre détermination et galvaniser notre volonté : le terrorisme, nous finirons par l'éradiquer!»*

■■■ Un grand savoir-faire, surtout qu'il ne s'agit nullement de faire sauter l'édifice, on ne sait jamais si des femmes, enfants et autres innocents se trouvent à l'intérieur, mais juste d'ouvrir une brèche pour y pénétrer. De vrais spécialistes en chimie et explosifs sont à l'œuvre pour bien doser les quantités à employer.

Les exercices de négociations sont importants. Alors que des équipes maintiennent la pression sur l'ennemi par des tirs de harcèlement, d'autres engagent les négociations, forts d'une formation spécifique poussée où la psychologie joue un grand rôle. Cette qualification a apporté ses preuves à de nombreuses occasions, épargnant des vies humaines et incitant les terroristes à la reddition.

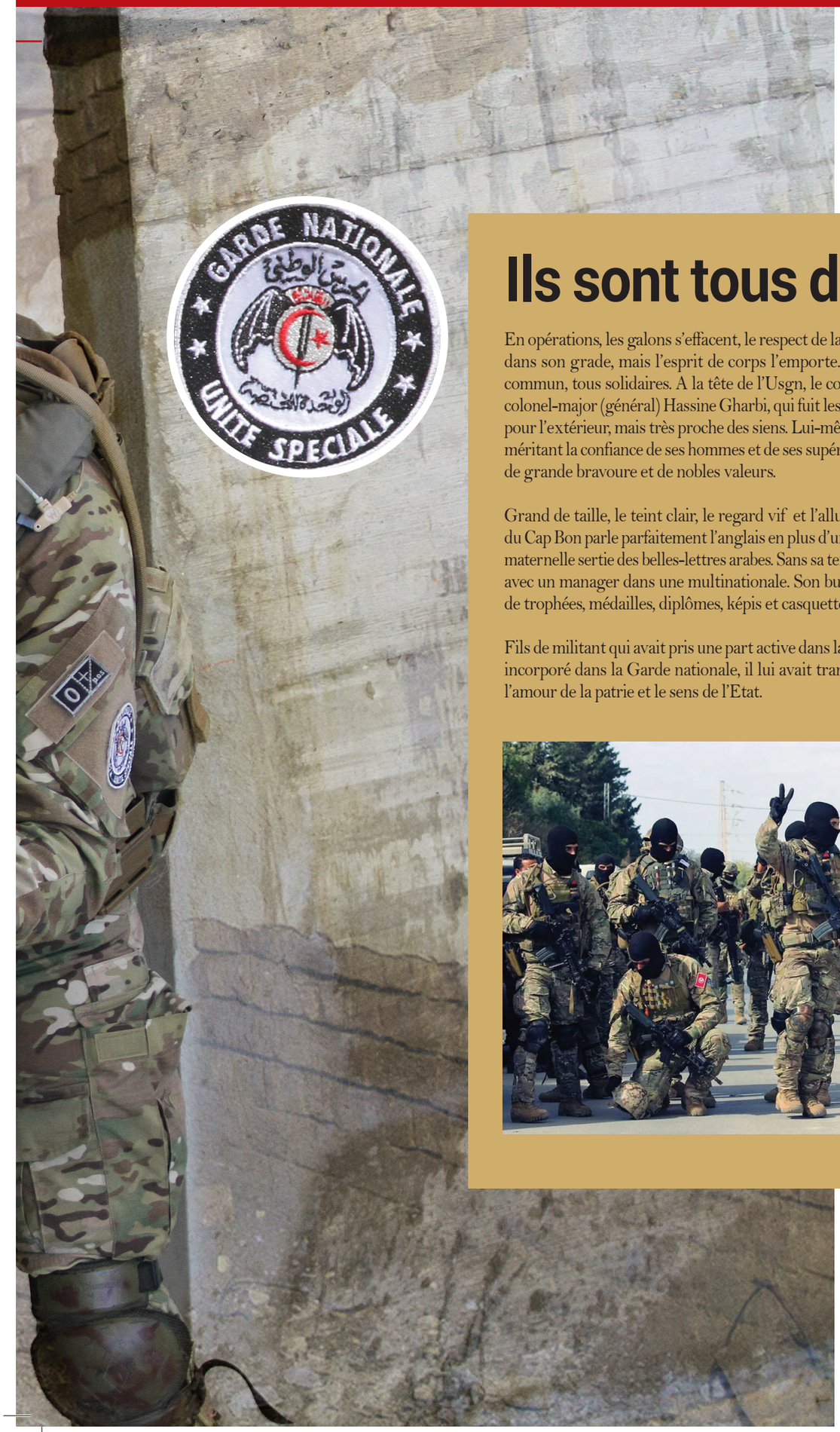
Chaque manœuvre est suivie minutieusement, souvent filmée, et fera l'objet dès le lendemain, au plus tard, d'une évaluation précise. Comme toutes les opérations réelles sur le terrain, l'évaluation est une règle de base pour s'enrichir de ses enseignements. Tout est remis à plat, discuté, débattu. C'est la seule partie de l'immense village d'entraînement à laquelle l'équipe de *Leaders* a été autorisée à accéder. Le reste relève du secret absolu. Compréhensible. On nous dira que l'Usgn dispose d'un plan annuel de formation, en Tunisie et à l'étranger, qui se décline en mois et en semaines. Objectifs, contenus et résultats concrets sont précis et actualisés selon les besoins.

Chaque information compte

Le renseignement est l'autre arme secrète puissante de l'Usgn. Dans une grande salle à l'Etat-major, des cartes géographiques électroniques tapissent de grands écrans reliés à des serveurs informatiques invisibles. Grâce aux satellites, le moindre recoin de Tunisie et des eaux territoriales est scanné à chaque instant. En zoomant, on parvient à agrandir l'image et aller au détail. Ce n'est que la première couche d'informations. Toute indication reçue, quelle qu'en soit la nature, y est positionnée. Chaque élément de renseignement est passé au peigne fin pour vérification, analyse, interprétation et mise en mémoire.

La base de données est énorme. Les données géographiques et climatiques sont actualisées à chaque instant et enrichies en flux tendu par tout ce qui concerne le terrorisme et les terroristes. Une véritable encyclopédie du jihadisme, des jiahdistes, avec noms, photos, codes, armes, explosifs, équipements, mode de vie, déplacements, habitudes, pratiques, plans et intentions fait ronronner les serveurs, nuit et jour. Chaque détail, même d'apparence anodin, compte. Ici on sait tout, ou presque, on connaît tout, ou presque. L'information est recueillie de mille et une façons et remonte de partout. Recoupée, elle peut s'avérer précieuse.

Le cœur de métier de l'Usgn est d'utiliser ce trésor pour aller chercher les terroristes là où ils sont, leur tendre des embuscades pour les cueillir. La traque est longue, pouvant prendre plusieurs jours, semaines, voire des mois. L'opération Sakhr Abou Lokman a dû exiger plus de trois mois. Il faut une bonne préparation et inépuisable persévérance.■



Ils sont tous des héros

En opérations, les galons s'effacent, le respect de la hiérarchie est total, chacun est dans son grade, mais l'esprit de corps l'emporte. Tous engagés face à l'ennemi commun, tous solidaires. A la tête de l'Usgn, le commandement est assuré par le colonel-major (général) Hassine Gharbi, qui fuit les médias. Un homme sans visage pour l'extérieur, mais très proche des siens. Lui-même a gravi les échelons un à un, méritant la confiance de ses hommes et de ses supérieurs, au prix de multiples actes de grande bravoure et de nobles valeurs.

Grand de taille, le teint clair, le regard vif et l'allure altière, ce quadra originaire du Cap Bon parle parfaitement l'anglais en plus d'un français raffiné et de sa langue maternelle sertie des belles-lettres arabes. Sans sa tenue de combat, on le confondrait avec un manager dans une multinationale. Son bureau, ultra high-tech, est garni de trophées, médailles, diplômes, képis et casquettes.

Fils de militant qui avait pris une part active dans la lutte pour l'indépendance puis incorporé dans la Garde nationale, il lui avait transmis ainsi qu'à toute sa fratrie l'amour de la patrie et le sens de l'Etat.

www.atb.tn

La Carte Technologique Internationale ATB, une ouverture vers des nouveaux horizons.

VISA | MasterCard

FCA!

Grace à la carte technologique internationale, vous pouvez désormais régler en devises via internet, les frais relatifs aux :

- Hébergements de sites Web ou d'application mobiles,
- Publicités et abonnements aux sites Web étrangers notamment les sites web à caractère éducatif,
- Recherche et collecte d'informations à caractère éducatif et business,
- Services de formation en ligne,
- Outils de développement d'application,
- Licences logiciels.

Et ce dans la limite des plafonds accordés qui sont de 1000 DT pour les particuliers et 10 000 DT pour les entreprises.

Retrouvez nos pages officielles ATB TUNISIE
Plus d'informations en agence et sur www.atb.tn

N°Vert 80 100 347

Des professionnels à l'écoute

ATB
البنك العربي لتونس

Comment est tombé Lokman Abou Sakhr

Samedi 28 mars 2015, 22h. La légende du chef terroriste jihadiste algérien Lokman Abou Sakhr prit rapidement fin, dans les méandres d'une piste tortueuse de Sidi Yaïche, non loin de Gafsa. Le corps de l'ennemi public N°1 qui a jusqu'ici échappé, parfois à la dernière minute, aux filets des forces armées et sécuritaires des deux pays, criblé de balles, est éjecté de sa voiture Toyota, dans un silence total qui a suivi un échange de tirs nourris. Huit autres de ses complices étaient également abattus. Cette fois-ci, l'embuscade tendue dans le plus grand secret par les forces de l'Unité spéciale de la Garde nationale (Usgn), était la bonne : fatale !

La voiture était en flamme et les pompiers de la Protection civile avaient hâte d'éteindre le feu pour permettre à l'Usgn de s'assurer de l'identité des terroristes. La confirmation n'a pas tardé. Au Palais de Carthage, le président Béji Caïd Essebsi, resté en alerte, ne pouvait espérer meilleure prise, d'autant plus qu'elle survient quelques heures avant la grande marche du Bardo, dimanche matin, en présence de nombre de chefs d'Etat et de gouvernement, François Hollande en tête. Révélations en grande exclusivité sur un exploit digne d'être enseigné dans les écoles de guerre.

Lokman Abou Sakhr, très méfiant et ultra-prudent, ne se doutait de rien quand il était monté en voiture ce samedi soir pour se rendre sur les frontières avec la Libye, réceptionner des voitures à bord. Mais, dès que sa voiture a démarré, les éléments de l'Usgn le donnent déjà pour pris, mort ou vif. Depuis plus de six mois, des équipes ne vivaient que pour ce grand moment, s'y préparant de tout leur génie. La puissance du renseignement se trouvait conjuguée à la perspicacité de la stratégie. Au centre de commandement, tout était passé soigneusement au crible. Les analystes travaillent sans relâche, nuit et jour, examinant le moindre détail obtenu. Ecoute, traçage, internet, surveillance avec de multiples outils et de nombreuses sources sont à l'œuvre. Toutes les hypothèses sont étudiées en profondeur.

Un filon de renseignements, comme beaucoup d'autres reçus, laisse entendre un déplacement. Celui-ci est particulièrement pris au sérieux et tous les parcours possibles sont identifiés et explorés. Trois hypothèses sérieuses et des dates probables rapprochées sont retenues. La préparation commence. D'abord, la météo, les conditions climatiques sont importantes à prendre en considération. Puis, la reconnaissance de l'état des lieux et l'identification de tous les éléments significatifs, avec cartographie précise, repérage du terrain, prises de vue photo, etc. Et, enfin, l'ordre opérationnel à établir.

Conçu selon la formule que connaissent les spécialistes sous l'acronyme d'OSMELQ, ce plan porte sur l'orientation, ■■■

هَاوْ الصَّنْدِي

Tunis : Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 2013 Ben Arous - Tunisie
Tél. : (+216) 71 388 100 / Fax : (+216) 71 388 050

Succursale Sousse : Route de Tunis km 132,5 4022 Akouda - Sousse - Tunisie
Tél. : (+216) 73 309 309 / Fax : (+216) 73 309 999

Succursale Sfax : Route de Gabes - Bvd. de l'environnement km 2,5 - 3000 Sfax Tunisie
Tél : +216 74 246 550 - Fax +216 74 246 505

Succursale Gabès : Route de Tunis km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabes
Tél : (+216) 75 273 044 / Fax : (+216) 75 274 151

SOTUDIS

Chemin de réussite

www.sotudis.com.tn

■■■ la situation, la mission, l'exécution (étapes, administration, logistique, etc.), le commandement et la transmission. Cet ordre opérationnel est ouvert aux questions des éléments participants, mais une fois les réponses fournies, il devient exécutoire. Dans le secret absolu, tout était ficelé, et chaque détail traité. Samedi 28 mars aux aurores, près de 200 éléments de l'Usgn partaient du centre de commandement et de diverses autres bases en petits groupes. Pour ne pas éveiller les soupçons, ils étaient répartis en petits groupes, habillés en civil, et empruntaient divers modes de transport. Certains roulaient dans de petites voitures, d'autres dans des véhicules de transport rural ou encore des minibus anodins.

Tous ou presque sont jeunes, accompagnés de quelques aînés, très motivés, ne laissant rien transparaître sur leur visage. Sous leurs habits civils, ils dissimulent leurs armes et munitions. Le gros matériel, lui, était déjà acheminé par d'autres circuits. Tous commençaient à converger vers les lieux des parcours probables que devait emprunter Lokman Abou Sakhr dans la région de Gafsa.

Arrivés sur les lieux la nuit tombante, ils prenaient position, chacun à son poste et à sa tâche. Une station pylône d'opérateur téléphonique, préalablement identifiée, était à « traiter ». Son gardien recevait ce soir-là la visite d'un ami. Tous deux, à leur grande surprise, voient débarquer des hommes en civil qui commencent par leur prendre leurs téléphones mobiles, couper le fil d'une ligne fixe et leur demander de rester sous leur surveillance, sans quitter les lieux. Ils ne comprendront ce qui va se passer que plusieurs heures plus tard et réaliseront alors son importance. Le signal arrive aux éléments de l'Usgn. Lokman Abou Sakhr est en route. L'itinéraire choisi se précise. Tout va alors se dérouler rapidement. Pour ne lui laisser aucune chance de fuite, trois embuscades à la fois lui sont tendues, rien que sur ce parcours. D'autres groupes de l'Usgn ont été laissés en alerte sur d'autres pistes, au cas où à la dernière minute, il s'aviserait de changer de parcours. Dans le silence de la nuit, la Toyota des terroristes avale la piste cahoteuse, soulevant une poussière de sable. Les hommes de l'Usgn la suivent de près. Chacun sait exactement ce qu'il doit faire. Rien n'est laissé à l'improvisation : qui tirera sur l'avant gauche de la voiture, l'avant droite, l'arrière, chaque portière ? Qui s'avancera et tirera sur chacun de ses occupants? Et que faudrait-il faire par la suite.

L'assaut est donné. L'effet de surprise est énorme. Prise sous un feu nourri, la voiture des terroristes commence à tanguer. Sakhr Abou Lokman et ses complices ripostent, essayant de se désengager. Le chauffeur n'y pourra rien. Le grand silence est soudainement ponctué par les échanges de tirs qui éclairent furtivement la nuit enveloppante. Les portes de l'enfer se sont ouvertes devant les terroristes. En quelques minutes, l'opération est bouclée, couronnée d'un éclatant succès. Quelques minutes qui résument en fait des mois et des mois de longue traque et de minutieuse préparation. Le secret était si bien gardé que dans les salles d'opérations de la région, on croyait à de simples tirs de baroud, comme il en est de coutume. Personne ne soupçonnait une opération de cette envergure, encore moins une prise aussi exceptionnelle. Signée, Usgn !■

T.H.

59e anniversaire
L'Armée nationale à célébrer

On lui doit un réel hommage ! Célébrant ce 24 juin son 59e anniversaire, l'Armée nationale affiche un palmarès riche en trophées. Le monde a changé, la Tunisie aussi, depuis la révolution, et son armée avec. Déployée en première ligne pour défendre l'invulnérabilité du territoire et protéger les édifices de souveraineté, elle se trouve confrontée également aux menaces terroristes et aux départs massifs de migrants clandestins par mer. Ses faits d'armes sont plébiscités. Payant son tribut en martyrs et blessés, elle reste, sans jamais plier, le vaillant gardien de la Tunisie.

Un reportage exclusif sur les femmes pilotes et des photos inédites sur l'armée de terre et la marine.

Photos : Mohamed Hammi & Ministère de la Défense

Ces femmes pilotes de l'armée tunisienne

Dorra et Olfa font partie de ces femmes tunisiennes d'exception. Toutes deux sont pilotes militaires, la première d'hélicoptère et la seconde de transport. Elles font partie de cette quarantaine d'autres femmes pilotes qui, au sein de l'armée de l'air, assument avec compétence et grand dévouement des missions de premier plan. Elles font honneur à la Tunisie. Défendre la patrie, s'attaquer à l'ennemi, traquer les terroristes, surveiller les côtes maritimes, évacuer des blessés et malades en situation délicate, acheminer troupes et équipements, elles bravent les conditions météorologiques les plus difficiles, esquivent les tirs ennemis et réussissent leurs objectifs.

En grande exclusivité pour *Leaders*, elles ont été autorisées à répondre à nos questions et se laisser prendre en photo. Pour la première fois, le ministère de la Défense l'a permis à une équipe journalistique. Un évènement exceptionnel oblige : la commémoration, ce 15 juin, du cinquantième anniversaire de l'Armée de l'air tunisienne. A quelques jours de la célébration du 59e anniversaire de l'Armée nationale. Reportage.

Glissée dans sa combinaison, montée à bord de son hélicoptère, sanglée dans son siège, le casque sur la tête, connectée à la radio et les mains sur les manettes, Dorra est une autre femme. Elle ne pilote pas l'appareil, elle en fait partie, l'habite et le maîtrise. De très fortes sensations lors des vols tactiques qui exigent une grande concentration.

L'hélicoptère a l'avantage d'épouser les formes du relief, montagnes, forêts et côtes, de descendre très bas et d'entreprendre des actions très percutantes. Armé de fusils à balles 12.7, le tireur qui l'accompagne suit attentivement ses instructions et ouvre le feu. Echapper à l'ennemi et lui tirer dessus: une lourde responsabilité assumée en toutes circonstances, avec succès et le sens du devoir à accomplir.

Avant chaque opération, la préparation est rigoureuse. L'étude de la cible, sa localisation, le contexte général, l'environnement précis, la météo, les contraintes et les enjeux sont passés au peigne fin. Rien n'est laissé à l'improvisation, les instructions sont claires. Dès le décollage, le suivi à partir du centre de commandement est attentif. En fonction de la situation observée sur la zone d'intervention, des ajustements peuvent être apportés. La décision finale appartiendra en bout de chaîne au pilote lui-même. Il apprécie mieux le contexte et décide. Dorra n'hésite pas à le faire, en toute sérénité. Elle assure et assume.

«J'avais ça dans la tête» !

Si vous rencontrez en ville cette mère de deux enfants, vous ne douteriez guère de sa capacité guerrière. Une femme normale, cultivée, accueillante, l'allure sportive et les cheveux bien coiffés. Ses deux filles l'adorent et l'admirent, comme elle le voit dans leurs yeux. Elles en sont fières et suivraient peut-être ses pas.

Comment en est-elle arrivée au cockpit de l'hélicoptère militaire ? Toute une saga. Fille de militaire, cette femme pilote, habitant au Bardo, a toujours baigné dans cet univers. Depuis sa prime enfance, l'uniforme la séduisait. *«J'avais ça dans la tête*, confie-t-elle *à Leaders, mais je ne savais pas par où commencer. Le bac décroché avec une bonne moyenne lui ouvrit la voie, après une sélection*

rigoureuse, de l'Ecole préparatoire à l'Académie militaire (Epam). Mais, ce n'était que le premier pas. En classes préparatoires, l'idée de l'aviation lui tournait dans la tête. Elle en fera son objectif et devait, pour y accéder, exceller dans toutes les disciplines, réussissant tous les examens et tous les tests». Dorra sera sélectionnée pour faire partie de la première promotion de femmes pilotes au sein de l'Armée de l'air et ira se spécialiser à l'Ecole de Borj El Amri. Le parcours est long, il faudrait obtenir la licence de pilote de ligne, les brevets militaires successifs, avant d'être affecté dans une unité opérationnelle.

Trois ans après, elle sera commandant de bord, mais cela ne lui suffisait pas. Parallèlement, elle suivra le cours de capitaine pour accéder à ce grade. Puis, l'expérience acquise, elle sera qualifiée en tant qu'instructeur.
Est-ce difficile de prendre la décision d'ouvrir le feu sur un ennemi ? *«Difficile, non*, nous répond-elle avec détermination. *Il faut prendre en compte tous les facteurs décisifs. Nous sommes bien entraînés aux techniques opérationnelles et tactiques, et bénéficions de briefings précis et de procédures à appliquer.Il y a toujours une décision à prendre, la dernière m'appartient, sans hésitation possible»*.

FIRE EXTINGUISHING
LET

«Toujours prête à intervenir et assurer»

Olfa est lieutenant, pilote de transport. Au sein de l'armée, le transport aérien assure une mission logistique et d'appui de grande importance. Des petits appareils à l'Hercule C130, ces avions militaires sont en état d'alerte permanent, comme les hélicoptères et autres appareils de chasse, pouvant décoller à chaque instant jour et nuit, sur ordre du commandement. A bord de son appareil L410, Olfa achemine troupes, équipements, armements et munitions. Mais aussi, en cas d'inondations et autres sinistres, ce sont des médicaments, produits alimentaires, couvertures et autres nécessités de secours et d'urgence qu'elle livre. Elle intervient également pour évacuer blessés et malades en situation très difficile.

«Je n'oublierai jamais cette jeune maman enceinte arrivée à terme qui sombre dans une dangereuse complication, confie-t-elle à *Leaders. Il fallait l'évacuer du Sud tunisien vers un service hospitalier spécialisé à Sfax. Chaque minute comptait, c'était une question de vie ou de mort pour la maman, comme pour son bébé. Vous ne pouvez pas imaginer mon bonheur et celui de mon commandement lorsque tout s'est bien passé et le bébé a poussé son premier cri, sain et sauf»*! Olfa aussi était prise dès sa jeunesse par la passion de l'armée. Cette femme pilote vivant à Tunis a une grande admiration pour son père. Instituteur, son rêve était d'embrasser la carrière militaire pour servir le drapeau national. Qu'à cela ne tienne : sa fille le réalisera à sa place. Olfa suivra le même parcours que Dorra. Bac maths avec mention, elle sera admise à l'Epam de Sfax, puis ira à Borj El Amri où elle obtiendra sa licence IFR et autres brevets et qualifications pour les avions de transport. Et la voilà voler, se donnant des ailes pour la patrie.

«Du pur bonheur !»

Toutes deux sont bien entraînées, chacune dans sa spécialité, dans des exercices qui poussent à étendre les limites. Elles apprennent à combiner à la fois la sécurité du vol, l'atteinte de l'objectif désigné et à préserver les vies humaines. La grande contrainte est souvent la météo difficile et l'urgence de l'opération. Mais, elles savent s'y faire. *«L'appui permanent de nos instructeurs est précieux, tout comme les encouragements de notre commandement»*, affirment-elles en guise de gratitude.

Dorra et Olfa nous confient qu'elles s'accomplissent pleinement dans leurs uniformes. *«Nous n'avons aucun mérite particulier, autre que celui de servir la patrie parmi tous ces hommes et femmes au sein de l'Armée»*, disent-elles. Leur grand bonheur, c'est lorsqu'elles atterrissent, arrêtent le moteur et descendent après une mission réussie ! *«C'est du pur bonheur !»*, nous assurent-elles d'une même voix, avant de repartir chacune vers son avion.■

4477
L81 710

P 209

TUNISIA NAVY
P101

Par Walid Bel Hadj Amor

Rebâtir une nation

Sur un plan linguistique, le dictionnaire indique qu'une nation est un *«ensemble des êtres humains vivant dans un même territoire, ayant une communauté d'origine, d'histoire, de culture, de traditions, parfois de langue, et constituant une communauté politique»*. Sur un plan plus philosophique, il s'agit d'une *«entité abstraite, collective et indivisible, distincte des individus qui la composent et titulaire de la souveraineté »*.

Le concept de nation est né en Allemagne au XIXe siècle, dans une démarche ethnique, mettant en avant les origines et la race, exaltant le sentiment national, ce qui conduira finalement là où on sait. Résultat d'une confusion entre le sentiment national et le patriotisme excessif et belliqueux.

Ernest Renan apporte une définition plus humaniste : *«Ce qui constitue une nation, ce n'est pas de parler la même langue, ou d'appartenir à un groupe ethnographique commun, c'est d'avoir fait ensemble de grandes choses dans le passé et de vouloir en faire encore dans l'avenir… »*. Une nation est un concept qui doit solliciter l'imaginaire d'un peuple transfiguré par la volonté de faire œuvre commune, dans l'effort et la solidarité.

S'il paraît évident que les Tunisiens ont, en majorité, un même sentiment d'appartenance et d'attachement à ce pays, répondant au sens étymologique du terme, il n'en reste pas moins que la question du rattachement au passé et de l'héritage culturel et historique reste posée. Elle renvoie elle-même aux déterminants de ce sentiment d'appartenance. Mais les critères de l'identité historique, géographique, voire culturelle ou religieuse, ne peuvent être à eux seuls considérés comme suffisants pour bâtir une nation. Même si ces caractéristiques, lorsqu'elles sont communes, permettent d'en constituer l'unité morale et physique, et empêchent certaines formes de communautarisme qui sont dangereuses pour la pérennité de la nation. Mais ce qui peut être nécessaire s'avère souvent insuffisant.

La Tunisie, pays de brassages millénaire, ne peut consacrer le principe de la nation ethnique, basée sur la race, la religion ou l'origine. C'est le mouvement de lutte

«Le sens moral est plus important que l'intelligence. Quand il disparaît d'une nation, toute la structure sociale commence à s'ébranler»

(Alexis Carrel)

contre l'occupant et l'indépendance qui ont construit le sentiment national, mais il s'agit là du passé, il est important, mais il ne peut suffire à construire l'avenir. Sans compter que le sentiment d'appartenance n'a pas toujours été présent, tant la dictature mafieuse avait tendance à considérer la population (en dehors du premier cercle) comme des locataires susceptibles, chaque jour de recevoir un arrêté de résiliation de bail.

Contrairement à la monarchie de droit divin qui n'a pas besoin d'instaurer le concept de nation, la République a plus de mal à consacrer le lien social sans s'appuyer sur la nation qui est la source même d'émanation du pouvoir politique.

La communauté politique doit être considérée comme la structure qui accorde aux ressortissants d'une même nation les mêmes droits et devoirs, constituant implicitement un contrat social accepté et défendu par tous. La nation est au fond un idéal avant tout, et un idéal partagé.

Il faudrait donc un partage dans l'aspiration à former une nation, et une volonté commune de la maintenir. Le concept de nation consacre une communauté unique au-dessus de toutes les autres. La communauté nationale est au-dessus des individus ou des corporations de toutes sortes. Or l'individualisation de la société, d'une part, le corporatisme militant, d'autre part, ont clairement détérioré cette notion de nation et même d'Etat, parce que d'un point de vue social, le concept a été vidé de son sens. Lorsque l'Etat n'est plus au chevet des citoyens, ceux-ci se désintéressent de la nation. Si la nation est l'âme du peuple, l'Etat est son cœur battant.

L'Etat représente la substance de la nation. Or nous sommes passés d'un Etat policier, mafieux et économiquement omnipotent à un Etat faible, absent des grands rendez-vous et incapable d'assumer son rôle de puissance publique garant de l'intérêt général et du droit. L'Etat s'effondre, chaque jour un peu plus, sous les coups de boutoir des corporations diverses qui déchirent le pays. Au tribalisme d'antan s'est substitué un communautarisme exacerbé, des groupuscules aux rancœurs exaltées qui n'hésitent pas à mettre en danger le pays pour satisfaire leurs desseins à peine cachés.

La volonté de construire une nation apparue le 14 janvier 2011 a été abandonnée au milieu du gué. On se félicite d'avoir doté le pays d'une constitution équilibrée, en oubliant que ce sont les institutions de l'Etat qui assurent la pérennité de la démocratie. On confond souvent institutions et administration, Etat et services publics, témoignant ainsi d'une ignorance aiguë de la structuration même d'un Etat, d'une nation. Depuis l'avènement de la nouvelle République, aucune institution constitutionnelle n'a encore vu le jour, sans compter que les reports successifs des élections locales et régionales ne font que renforcer le sentiment de marginalisation des populations, dans leur besoin d'interagir avec des institutions capables de leur apporter soutien et protection, et d'instaurer, dans cette perspective, un dialogue avec l'Etat.

Alors, selon la définition d'Ernest Renan, les Tunisiens ont fait de grandes choses ensemble dans le passé, mais veulent-ils encore en faire dans l'avenir ? Ensemble ? Là est toute la question, et aujourd'hui la réponse qui transparaît dans les comportements est que chacun voudrait faire des choses, mais seul avec sa corporation. Il n'y a pas d'idéal partagé pour conduire vers un destin qui serve de nouveau socle à cette nation à reconstruire. Il n'y a pas de projet commun de transformation qui puisse rassembler toutes les franges de ce peuple meurtri par les inégalités qui se creusent, et qui continue pourtant, de lui-même, à creuser le lit de sa propre misère, politique, économique et culturelle.

Un passé glorieux doit être synonyme de fierté et non d'arrogance, il doit servir à trouver l'humilité nécessaire pour identifier un chemin pour l'avenir. Le pays consomme plus qu'il ne produit, la population recherche le gain facile à tout prix, focalisée sur l'intérêt individuel immédiat plutôt que l'intérêt commun à long terme. L'individualisme à outrance, noyé dans un corporatisme mercantile, favorise les droits au détriment des devoirs, dans un contexte où la réussite est jalousée, systématiquement assimilée à une prise illicite d'intérêts, et où l'effort ne fait plus partie des valeurs d'une société qui a perdu toute référence morale.

Ne l'oublions pas, et l'histoire est là pour nous le rappeler, chaque fois que les querelles de clocher ont déchiré ce pays, ils ont mis en péril la nation et conduit à sa mise sous tutelle. Il serait dangereux de penser que ces temps sont révolus, d'autant que les leviers tutélaires sont, aujourd'hui, multiples.

Une nation moderne est un espace politique de gouvernance sociale et économique, qui porte un projet de transformation de la société souscrit par tous, et dans lequel chacun se retrouve, non pas pour lui-même ou les siens, ici et maintenant, mais pour les générations futures.
Nous en sommes bien loin !

W.B.H.A.

AMI تأمينات Assurances

Epargne Etude

مع المنحة الدّراسيّة
تبني لنجاحك ثنيّة

PROSPEO STUDIIS

تأمنّك وآطّمنك

AMI تأمينات Assurances

www.assurancesami.com

Mouadh Kacem

Les centres commerciaux de demain s'inventent aujourd'hui

Réinventer les centres commerciaux pour en faire des lieux de vie, de loisirs et de convivialité, au-delà du simple acte d'achat : la tendance se dessine de par le monde et ne manquera pas d'arriver en Tunisie. Tout reposera désormais sur le parcours client et une scénarisation de sa visite. Parmi les nouvelles expériences qui démontrent leur pertinence, celle de Carrefour en France où un jeune Tunisien, Mouadh Kacem, participe à des projets innovants en pilotant la direction Construction Grands Projets, chez Carrefour Property France. Diplômé de l'ESTP Paris en 2006 (spécialité bâtiment), il gère avec ses équipes plus de 100 opérations de rénovation et d'extension d'espaces commerciaux par an. Eclairages.

Oublions la notion d'un bâtiment commercial ouvert au public, regroupant des activités commerciales pour décupler l'attractivité, explique Mouadh. Pensons plutôt un lieu d'accueil fréquenté par des milliers de visiteurs par semaine qui viennent certes faire leurs courses, mais surtout passer d'agréables moments. Tout notre métier consiste alors à savoir égayer ces moments. Notre vocabulaire est fait de mots à la fois simples et évidents, mais en fait pas toujours faciles à retranscrire et mettre en place. Le langage de conception est fait d'accueil, confort, convivialité, lisibilité, dynamisme et ancrage local. Du parking aux espaces de repos et sanitaires, des façades à l'intérieur, de l'illumination extérieure à l'éclairage intérieure des couleurs aux ambiances, chaque détail compte.

Contrairement à ce qui se faisait auparavant, le parcours client, sa perception et son ressenti sont au cœur de la conception. Chaque séquence, depuis son arrivée jusqu'à son départ, est soigneusement prise en charge, dans un jalonnement dynamique, agréable. Tout passage du parking au sas d'entrée, de la galerie marchande aux espaces de repos, de food et de jeux pour enfants à l'hypermarché, est traité, voire théâtralisé, dans une ambiance entraînante.

Surprendre agréablement le visiteur

L'aménagement de parkings facilement accessibles et spacieux, la protection des visiteurs contre les intempéries à l'arrivée, les tables de pique-nique à l'extérieur, les lieux de détente à l'intérieur, la connexion wifi à haut débit, les messages d'accueil et d'orientation structurant l'interactivité avec nos clients et autres commodités de confort deviennent essentiels. C'est ce qu'ils apprécient, plus que l'architecture elle-même. La végétalisation et le ■■■

FM

Jawhara

الدنيا و ما فيها

www.facebook.com/Radio.JawharaFM
@Jawhara_FM
www.jawharafm.net

102.5 | 104.4 | 89.4

Sousse, Hammamet
Nabeul
Zaghouan

Kairouan, Sidi Bouzid
Sud de Seliana
Ouest de Sfax

Monastir
Mahdia
Nord de Sfax

Télécharger gratuitement nos applications mobiles

ANDROID BlackBerry

■■■ travail environnemental seront, de plus, importants, de manière à amener sur site un vrai travail paysager.

Surprendre agréablement le visiteur par l'innovation permanente est un facteur déterminant d'attractivité. Cela nécessite une vraie veille technologique, un travail fin avec des industriels et spécialistes du bâtiment afin de penser aux tendances produits et matériaux de demain, quitte à être le laboratoire de recherche et développement.

Quelles sont les tendances de l'urbanisme commercial de demain?

Deux principes fondamentaux retiennent mon attention. D'abord, l'intégration du commerce dans la ville, cela peut passer par la verticalité. On peut imaginer des centre commerciaux qui s'étendent sur plusieurs niveaux avec des parkings en profondeur ou alors un centre qu'on trouverait en plein milieu d'une tour comme on trouverait un restaurant dans une tour en plein milieu de bureaux comme à Kuala Lumpur, Dubaï ou Shanghai. Le tressage avec le tissu urbain constituera un vrai levier ; le client ne devra plus avoir l'impression de franchir une frontière en arrivant dans un centre commercial ; bien au contraire. Les schémas directeurs des communes en France affirment cette ambition de noyer le commerce par une intégration urbaine complète, réduction des parkings, sur végétalisation, travail soigné et cadré des façades, etc.

Le deuxième principe est celui où c'est la ville qui rejoint le commerce. La densification urbaine rapproche de plus en plus les villes des centres périurbains existants. Dans ce cas, le principal élément de réussite est la collaboration entre le public et le privé, permettant le consensus dans la programmation du projet que nous pourrions imaginer face à la réorganisation urbaine.■

T.H.

PCAM

Programme d'appui à la Compétitivité des entreprises et à la facilitation de l'Accès au Marché

Le PCAM relève un défi de plus

Valorisation du textile-habillement dans les régions de Gafsa et Kasserine

Riche d'une expérience terrain de ses intervenants et des acquis des programmes précédents, le PCAM s'est fixé comme objectif l'amélioration de la compétitivité des PME par le développement de leurs compétences, l'amélioration de leurs produits, l'accroissement de leur productivité, l'adoption de pratiques industrielles et managériales modernes et l'ouverture sur leur environnement. Un vrai challenge !

Le textile-habillement: un secteur phare dans le PCAM

Sur une durée de deux ans et demi, l'appui du PCAM au secteur «Textile et Habillement» a été notable. 140 missions d'assistance ont été mises en œuvre par des experts tunisiens et européens pour répondre aux besoins exprimés par les entreprises, nécessitant un investissement de 1.789.000€, soit 20% du nombre total des missions d'assistance engagées par le PCAM à ce jour.

Les entreprises bénéficiaires, dont 82 % sont totalement exportatrices et pour la plupart opérant dans la branche confection, emploient aujourd'hui 22 419 personnes, soit 13% de la totalité de la main-d'œuvre dans le secteur.

A travers son appui, le PCAM souhaite contribuer à la concrétisation d'une volonté stratégique pour le futur du secteur, celle de voir passer nos entreprises du statut de sous-traitant à celui de cotraitant, et du statut de cotraitant à celuide fabricant de produits finis.

Madame Amel Ben Farhat, Directeur général du PCAM, confirme que son leitmotiv pour ce secteur était le transfert de savoir-faire, le développement des compétences et l'optimisation des ressources à travers l'appropriation des méthodes et des pratiques industrielles modernes.

Focus sur Gafsa et Kasserine : pourquoi ?

En 2014, le PCAM a mis les voiles en direction d'une zone névralgique : le sud-ouest, et précisément Gafsa et Kasserine, pour le secteur textile et habillement. Ces deux gouvernorats comptent 60 entreprises de confection, sous-traitantes exclusives de Benetton, employant plus de 4 000 personnes et qui ont produit 19,5 millions de pièces en 2014.

Or, étant donné leur jeune âge, le manque d'expérience professionnelle dans la confection, la rareté de certaines compétences dans ces régions, la plupart des entreprises ne sont pas sensibilisées et / ou formées à l'importance des notions de productivité, d'objectifs de production, d'équilibrage des chaînes… qui sont les concepts fondamentaux dans le métier de la confection. En plus, ces entreprises présentent un taux d'apprentissage faible, en moyenne 6%, et un taux de rotation élevé

D'autre part, le seul client Benetton a besoin d'une capacité de production plus importante dans la région, d'une montée en compétence et d'un savoir-faire accru lui permettant de donner à ces entreprises des produits plus complexes et plus rémunérants.

C'est pour répondre à ces besoins et permettre aux entreprises d'améliorer leurs performances techniques et managériales que le PCAM a pris en charge 20 entreprises réparties en deux groupes, et mis à leur disposition des experts métier pour former le personnel et développer les compétences indispensables pour la bonne marche des ateliers de confection, la maîtrise de la qualité, la planification et le suivi de la production. Il s'agit de développer des compétences en «méthodes», en «monitorat», en «contrôle qualité» et en «maintenance», rares dans ces régions mais indispensables.

Pour le premier groupe, accompagné de septembre 2014 à février 2015, les résultats ne se sont pas fait attendre : les indicateurs de performance résultant affichent aujourd'hui une amélioration du taux de rendement de 5 à 19 % pour les entreprises de Gafsa et de 2 à 16% pour les entreprises de Kasserine. La production y est passée de 4 000 à 7 000 pièces par mois en moyenne.

A titre indicatif, une évolution de 5% du rendement est équivalente à un gain net de l'ordre de 41 500 DT par an (*).

Les résultats des entreprises du deuxième groupe de 10 entreprises sont attendus pour le mois de septembre 2015.

L'impact de cet effort déployé par le PCAM va bien au-delà de l'amélioration de la compétitivité de quelques entreprises, mais surtout la satisfaction des exigences d'un donneur d'ordre en matière de qualité et de délais, ce qui va permettre de leur confier plus de commandes et de drainer de plus en plus d'affaires vers la région.

Ce donneur d'ordre peut également, par la success story qu'il présente, donner l'exemple à d'autres grands groupes européens pour s'implanter à l'intérieur du pays et contribuer à résorber une partie du sous-emploi vécu dans ces régions.

(*) : Ceci s'applique à un atelier avec un effectif moyen de 50 opératrices et 6 912 000 minutes de présence par an et un rendement de 60 %

Témoignage de S.E. Madame Laura Baeza, Ambassadrice de l'Union européenne en Tunisie

«Résultats remarquables»

En tant que bailleur de fonds, comment jugez-vous les réalisations du PCAM ?

Tout d'abord, le PCAM doit être remis dans son contexte. L'un des objectifs de l'Accord d'association signé en 1995 entre l'Union européenne (UE) et la Tunisie consistait à fournir un accès préférentiel aux produits tunisiens sur le marché intérieur de l'UE, avec l'élimination de toute barrière tarifaire sur le commerce de produits industriels.

Si les droits de douane ont effectivement été supprimés dès l'entrée en vigueur de l'accord, les barrières au commerce —appelées barrières non tarifaires— demeuraient. Les barrières non tarifaires sont les normes différentes utilisées par l'UE et la Tunisie, ainsi que les différents systèmes d'évaluation de la conformité des produits à ces normes. Doté de 23 millions d'euros de cofinancement UE, le PCAM a été conçu comme un outil pour réduire ces barrières non tarifaires au commerce, notamment par le biais d'une assistance «coaching» et «qualité» aux entreprises industrielles et d'une mise à niveau des institutions responsables pour l'évaluation de la conformité des produits industriels aux normes en vigueur.
Trois années après le démarrage des activités du PCAM, force est de constater les résultats remarquables obtenus par ce programme!

Plus de 400 entreprises industrielles —actives dans différents secteurs— ont été appuyées par le programme. Ces entreprises ont vu leur compétitivité augmenter et ont pu accéder à de nouveaux marchés.

Des équipements d'une valeur totale de 6,5 millions d'euros ont été installés dans plusieurs institutions clés pour l'industrie tunisienne. Je pense notamment aux laboratoires sous la tutelle du ministère de l'Industrie. Ces laboratoires ont également bénéficié d'une assistance technique leur permettant d'initier le processus d'accréditation de leurs activités. Les entreprises tunisiennes pourront désormais y faire tester leurs produits et être certaines que ces tests seront reconnus dans les pays de l'UE.

Ces résultats remarquables sont également le fruit d'une coopération de longue date entre la Délégation de l'Union européenne et le ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, qui s'est traduite par plusieurs programmes similaires dans le passé, notamment le programme Europe-Tunisie-Entreprise (ETE) et le Programme de Modernisation Industrielle (PMI).

Monsieur Luca Martella, Directeur Général de Benetton Tunisie

1. En tant qu'entreprise historique en Tunisie, quelle évaluation faites-vous de l'apport du PCAM auprès des unités sous-traitantes travaillant avec Benetton ?

L'apport a été bénéfique. Nous avons constaté une amélioration de la qualité des produits et des performances techniques de leurs agents et cadres.

2. Et quelles sont vos projections et attentes futures dans la zone de Gafsa et Kasserine ?

Nous sommes actuellement en phase de développement avec une augmentation du nombre de pièces jusqu'à 2,5 millions et une montée en gamme avec des modèles plus élaborés. C'est un challenge qui peut être relevé par la productivité et le développement d'une culture industrielle réactive et flexible au sein des entreprises.

Témoignage de M. Rabeh Ltifi, Patron de SOCOTEX Kasserine

Voudriez-vous nous donner un bref aperçu sur votre entreprise ?

L'unité que j'ai implantée ici à Kasserine, emploie 80 personnes, dont 10 cadres. Les ouvrières et les ouvriers sont tous de Kasserine et, plus précisément, du quartier où j'ai implanté cette unité. Nous avons eu un pic de production en 2014 de l'ordre de 28 000 pièces. Sauf que les spécialistes venant du Sahel ont décidé de repartir chez eux et, du coup, la production a chuté jusqu'à 8 000 pièces.

Et c'est là qu'une manne du ciel est intervenue...

Le PCAM est venu dans la région et a organisé une série de séminaires de sensibilisation auxquels j'ai participé et j'en ai vu une opportunité pour trouver des solutions à mes problèmes en matière de développement de savoir-faire industriel dans mon équipe.

Et comment s'est techniquement matérialisée l'implication du PCAM dans votre entreprise ?

En fait, l'expert technique mobilisé par le PCAM a formé notre personnel d'une manière simple et pratique. Il a développé parmi eux de nouvelles compétences : l'agent de méthodes et la monitrice. Compétences indispensables dans un atelier de confection. Il nous a aidés à optimiser nos chaînes pour gagner en temps de production. Il a épaulé notre chef d'atelier pour développer des équipes polyvalentes et instaurer la culture de la mesure et du suivi des rendements.

Et quels sont les résultats obtenus, grâce au nouveau processus ?

Aujourd'hui, nous avons un processus de production fluide et rationnel. Les chiffres sont là : en quelques mois, nous avons atteint une production de 30 000 pièces.

orange™ Pari tenu ?

Cinq années de résistance positive et d'avancées significatives : objectif atteint ? Le troisième opérateur de téléphonie mobile et de data en Tunisie n'a pas été gâté par la conjoncture. Mais, Orange résiste bien et affiche en cinq années d'activité sur le marché un bilan positif. Plus de 3 millions d'abonnés actifs, 20 % de parts de marché, 1 200 emplois directs créés et 4 500 indirects, et 2 600 étudiants bénéficiaires de différentes actions d'appui, notamment au sein du Developer Center : les indicateurs incitent à l'optimisme.

Le lancement, le 5 mai 2010, était porté par de grandes ambitions: «révolutionner les offres locales», introduire de nouvelles technologies, élargir au maximum la pénétration sur le marché et contribuer à l'instauration de la société numérique. La révolution a pesé de son poids sur le secteur et l'opérateur. La concurrence entre Tunisie Telecom, Ooredoo et Orange, dans une inénarrable guerre des promos et prix, a été rude. Au grand bonheur des clients.

Si nous ne disposons pas des résultats financiers, tout indique que des sacrifices ont dû être consentis quant aux premiers retours sur investissement, le billet d'entrée et son financement étant élevés. Mais aussi, c'est un grand projet industriel qui ne peut donner ses premiers dividendes qu'au bout d'une dizaine d'années. Ses promoteurs le savent bien. Quelles sont alors leurs satisfactions?

L'arrivée d'Orange a fait évoluer le marché d'un duopole à la concurrence dans la création de valeur. Le lancement du 1er réseau haut débit de troisième génération (3G) a également produit son effet. Le contexte général a connu une évolution importante : la qualité de connexion télécom s'est améliorée, l'infrastructure se renforce avec une poussée prometteuse de la fibre optique et les prix qui baissent à des niveaux significatifs. Si l'objectif, en s'enrichissant de son partenariat, est de construire un opérateur intégré, les fondateurs d'Orange Tunisie estiment qu'il est atteint. La pérennité de l'entreprise, menacée de liquidation lors de la crise de 2012, est assurée. Mieux encore, le caractère citoyen s'affirme.

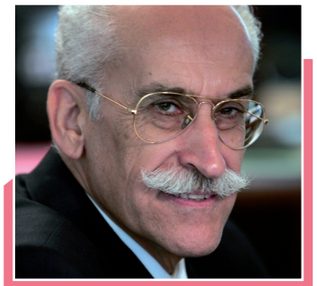
La responsabilité sociale et environnementale est inscrite au cœur du projet. Le partenariat avec Sup'Com, élargi à une quinzaine d'autres établissements universitaires à travers le pays, ouvre la voie à des centaines de jeunes non seulement en Tunisie mais aussi au sein du Groupe France Telecom à l'étranger. Le pont est établi. Le centre de développement d'applications mobiles cultive la créativité et enrichit le contenu. En outre, le parrainage d'écoles primaires dans les zones rurales se veut un geste en faveur des nouvelles générations dans des localités éloignées.

Pour son développement, Orange attend beaucoup de la concrétisation des engagements pris par l'Etat lors de l'octroi de la licence. Il s'agit essentiellement du dégroupage des lignes et de la portabilité des numéros. Elle mise aussi sur l'instauration d'une stratégie d'ensemble pour les télécoms en Tunisie. L'industrie a beaucoup changé, passant de ce que les professionnels du secteur appellent «tuyauterie» à de nouvelles technologies avancées. Dans cette nouvelle architecture, l'opérateur historique Tunisie Telecom, estiment tous, reste une belle entreprise pouvant jouer un rôle locomotive pour les autres.■

DORÉMAIL
CARREAUX DÉCORÉS MAIN

Dorémail STORE TUNIS: Route de la Marsa KM 11 AIN ZAGHOUAN -2045 - TUNIS - Tél: (+216) 71 760 292 / 761 462 - Fax: (+216) 71 725 825
Dorémail STORE SFAX : RDC Imm Boujelbene Route de GREMDA KM 2,5 - SFAX - Tél: (+216) 74 615 581 - Fax (+216) 74 615 582
contact@doremail.com www.doremail.com

Les décorations tunisiennes d'époque beylicale



Par Mohamed-el Aziz Ben Achour

De tous les témoignages historiques de l'ancienne et forte tradition étatique de la Tunisie, celui que constituent les décorations d'époque beylicale est, sans doute, le plus éloquent et le plus raffiné.

■ Naceur bey et les dignitaires au palais du Bardo (vers 1906)

Conquise par les Ottomans en 1574 à l'issue d'un long duel qui les opposa aux Espagnols, la Tunisie, siège de l'émirat hafside depuis le XIIIe siècle, tombait au rang de province. Mais les beys husseïnites, reprenant et développant l'expérience tentée par leurs prédécesseurs mouradites entre 1630 et 1702, n'eurent de cesse, depuis l'accession au pouvoir du fondateur de la dynastie, Husseïn bey Ben Ali en 1705, de mener avec détermination une politique fondée sur deux principes : le premier consistait à rompre avec le mode de gouvernement oligarchique et à caractère allogène mis en place au lendemain de la conquête, en réduisant l'influence des autorités militaires et politiques telles que le dey et les officiers supérieurs de ■■■

Moncef bey en grand uniforme. On reconnaît entre autres: l'Ordre du Sang, l'Iftikhar d'Ahmed bey I et le Ahd al aman.

■ Hôtel-de-la-Monnaie (Dar as-Sikka) du Bardo (Tunis) ici étaient fabriqués les Nichan-s jusqu'à la fermeture de l'établissement en 1891.
(Les emblèmes du fronton datent de l'époque où le bâtiment a été affecté à l'armée tunisienne)

■■■ la milice des janissaires au profit d'un pouvoir héréditaire. L'autre principe consistait en la mise en œuvre d'une politique d'autonomie à l'égard du gouvernement impérial d'Istanbul, malgré une allégeance aux sultans jamais contestée et une conscience très sunnite de l'appartenance au califat ottoman. Cette renaissance, initiée par les beys, d'une ancienne tradition politique inaugurée au IXe siècle par les émirs aghlabides et poursuivie par les Zirides puis les Hafsides, donna à l'histoire de la Tunisie husseïnite un caractère spécifique qui la distinguait de celles des autres provinces de l'Empire ottoman et, en particulier, d'Alger, sa voisine.

Aussi, le pouvoir beylical prit-il un caractère monarchique de plus en plus accentué qui se manifesta par divers aspects, dont la mise en place d'un protocole très élaboré. Au cours du XIXe siècle, l'imitation des usages européens en matière d'uniformes, de récompenses et de décorations joua en faveur de ce caractère à la fois dynastique et autonomiste. La Tunisie fut ainsi le troisième Etat musulman, après la Turquie et la Perse, à créer des décorations destinées à récompenser militaires et civils.

La première des décorations fut le Nichân el Iftikhâr (on disait alors nichân et non, comme aujourd'hui, wisâm), créé sous le règne de Mustapha Pacha Bey (1835-1837). Le Nichân ed Dam fut créé en 1840, puis il y eut l'institution du Nichân Ahd el Amân en 1860 et, en 1874, le Nichân Ahd el Amân el Mourassaâ. Bien plus tard, en 1956, fut créé le Nichân al Istiqlâl, la seule des décorations beylicales à avoir survécu à l'abolition de la monarchie en 1957 ; et pour cause, puisqu'elle était destinée à saluer l'avènement d'un ordre nouveau.

Le Nichân el Iftikhâr

L'Iftikhâr de Mustapha Pacha Bey : cette décoration se distinguait par sa forme ovoïde et par la richesse des matières employées: or et diamants. Le médaillon central, en or émaillé, porte l'inscription arabe «Mustapha», selon une graphie de style ottoman.

Le Nichân el Iftikhâr se portait agrafé sur la poitrine, en haut à gauche. Il comportait une classe unique. Il semble que cette décoration n'ait été décernée qu'à très peu de personnes, sans doute en raison des réticences des milieux lettrés, le droit musulman étant strict

■ Médaille de commandeur de l'Iftikhar (règne d'Ahmed bey II)

Ahmed Pacha Bey 1er, né en 1806, a régné de 1837 à 1855

sur la question du port des bijoux et de l'or par les hommes.

L'Iftikhâr d'Ahmed Pacha Bey (1837-1855): sous le règne de ce bey réformateur, l'Iftikhar évolua vers une organisation semblable à celles des grands Ordres modernes et, en particulier, de la Légion d'honneur. En 1843, la décoration ovoïde disparut et fut remplacée par un nichân à plusieurs classes: sinf akbar ou classe majeure, sinf awwal, première classe, ainsi qu'une deuxième, une troisième et une quatrième classe.

Les décorations étaient fabriquées dans des matières nobles (or et diamants pour les classes les plus élevées) à l'hôtel de la Monnaie du Bardo (Dar as-sikka). La classe majeure se présentait sous la forme d'un cercle en or serti de diamants, dont la partie centrale, évidée, portait des lettres le nom «Ahmed».

L'Iftikhâr de Mhammad Pacha Bey (1855-1859) : ce bey fit abandonner la fabrication des plaques et insignes en or et pierreries de l'Iftikhâr et ordonna à Dar es-sikka de réaliser, désormais, le Nichân en argent pour toutes les classes de l'Ordre. Le nouveau modèle, fort joliment dessiné par Mohamed Gara, le responsable de l'hôtel de la Monnaie, resta inchangé jusqu'à la disparition de l'Ordre sous la République. Il avait la forme d'une étoile à rayons divergents et renflée en son milieu. Au centre de la plaque, sur fond émaillé vert, se détachait le nom du bey régnant en lettres d'argent ciselé. Plus tard, à partir du règne d'Ahmad Bey II (1929-1942), on fit ajouter le mot «bey», précédé du nom du souverain.

Sous le règne de Mhammad, l'écharpe moirée du grand cordon de la classe majeure est définitivement adoptée. Ses couleurs étaient le vert à double liseré rouge. Elle était désignée officiellement par un de ces italianismes chers à l'aristocratie de l'époque: «al fâshsha» (fascia).

L'iftikhâr à partir du règne de Sadok Pacha Bey

L'apport de Sadok Bey a consisté dans la promulgation, en 1861, d'un décret qui précisait la forme des décorations et la manière de les porter, et le nombre maximum de titulaires dans chaque classe. Il instituait aussi des droits de chancellerie. Il rendait obligatoire la remise d'un décret beylical confirmant la nomination alors que, jusque-là, la parole du bey suffisait.

Sous le protectorat, le Nichân el Iftikhâr fit l'objet de certaines mesures de réorganisation. Lors de la fermeture de Dar es-sikka en 1891, les insignes de l'Ordre furent désormais exécutés par des maisons spécialisées de France.

Amoindri par l'institution du Nichân el Ahd et du Ahd el Mourassaâ, subissant, à partir de 1881, la concurrence de la Légion d'honneur, l'Iftikhâr ne manqua pas de se galvauder en raison de sa trop grande diffusion. Seules les deux classes les plus élevées de l'Ordre échappèrent à cette dépréciation.

Le Nichân ed-Dam

Cette décoration, la deuxième dans le temps et la plus élevée de toutes, fut créée par Ahmad Pacha Bey à une date que l'on situe approximativement, en l'absence de texte organique, vers 1840. Cet Ordre du Sang était plus volontiers appelé par les textes et documents arabes : Nichân el Bayt el husaynî ou Ordre de la Famille ■■■

Insignes de grand-officier de l'Iftikhar (règne de Sadok bey)

■ Nichân ed-Dam

■■■ husseïnite. Le Nichân ed Dam était un signe distinctif et de prestige réservé aux membres de la famille régnante.

Constituée d'une classe unique, cette décoration consistait en une monture en or ajouré et de diamants disposés en cercles concentriques dont celui du centre était constitué par un gros brillant. Le Nichân ed-Dam ne comportait pas d'inscription. Il se portait au cou (à de rares et anciennes exceptions) et était maintenu par un ruban vert à double liseré rouge identique à celui de l'Iftikhâr.

La seule personnalité tunisienne non membre de la famille beylicale qui avait le privilège de porter cette décoration était le Premier ministre. En ce qui concerne les personnalités étrangères, la règle fut appliquée avec plus de souplesse : des chefs d'Etat, des princes et de très hauts dignitaires eurent ainsi l'honneur d'être décorés du Nichân ed-Dam.

Le Nichân Ahd el Amân

Le processus de mise en place d'une charte en 1857 puis d'une constitution en 1861 plaça la Tunisie dans le peloton de tête des pays musulmans réformateurs et suscita la vive approbation des puissances étrangères. L'Etat beylical chercha donc à le commémorer au plan protocolaire par la création d'une décoration qui saluerait «l'ère nouvelle ». C'est ainsi que fut créé par le décret du 16 janvier 1860, le Nichân Ahd el Amân. On reprenait ainsi, mot pour mot, le nom arabe du texte organique des réformes de 1857 dites de «Ahd el amân» ou Pacte fondamental.

En raison de son caractère élitiste et de la richesse et de la beauté de sa forme, cette décoration était appelée à un brillant avenir. Comportant une classe unique, le Ahd, en vertu du décret de fondation, n'était attribué qu'aux ministres et aux généraux de division

■ Nichan Ahd El Amân règne de Mohamed Amine Bey

et, en temps de guerre, aux généraux de brigade pour faits exceptionnels. Afin de protéger le Nichân el Iftikhâr d'un amoindrissement brutal, le Ahd el Amân fut placé, à l'origine, au-dessus de la première classe mais au-dessous de la classe majeure (el sinf el Akbar) de la doyenne des décorations tunisiennes.

La plaque du Ahd, sans doute une des plus belles au monde, a la forme d'une étoile en or à rayons recouverts d'émail vert sur laquelle sont appliquées les armes beylicales en or recouvert d'émail rouge. Par-dessus celles-ci, un nœud et un cercle d'émeraudes enserrent le cadre central sur lequel figure le nom du bey régnant serti d'émeraudes.

■ Mustafa Khaznadar vizir et Premier ministre de 1837 à 1873

■ Nichân Ahd El Amân El Mourassaâ

Autour court une inscription en arabe signifiant «le présent [du bey] est [la preuve] de sa confiance », ainsi que la date de l'accession au trône du souverain. En haut de la décoration se trouve un drapeau en or émaillé de vert chargé d'un sabre.

Le Nichân Ahd el Amân se porte sur la poitrine en haut à gauche, accompagné d'une « fâshsha », cordon moiré de couleur blanche avec double liseré alterné rouge et vert (plus tard, au XXe siècle, tirant vers le jaune).

Ahd el Amân el Mourassaâ

Lorsque le Bey Sadok nomma le général Khérédine au poste de Premier ministre en 1873 et lui confia le soin de régénérer

■ Sadok Bey

l'administration et de rétablir la confiance après l'insurrection de 1864, il décida de créer une nouvelle décoration dérivée du Ahd mais supérieure à lui. Instituée en 1874, cette nouvelle décoration reçut l'appellation de Nichân el Ahd el Mourassaâ ou «Ahd incrusté».

L' Ahd incrusté reprenait la forme du Ahd el Amân mais s'en distinguait par le remplacement des émeraudes par des diamants. Il s'en distinguait également au plan protocolaire par sa position plus élevée et le cercle très fermé de ses titulaires. Le dernier Premier ministre tunisien à recevoir l'Ahd el Mourassaâ, ainsi, bien entendu, que l'Ordre du sang et le Ahd el Amân, fut Habib Bourguiba.

En 1959, en vertu de l'article 21 de la loi 59-32 du 16 mars, l'Ordre du Sang, Ahd el Aman el Mourassaâ, Ahed el Aman et le Nichan el Iftikhâr furent supprimés, et les Tunisiens titulaires de ces décorations ne furent plus autorisés à les porter.

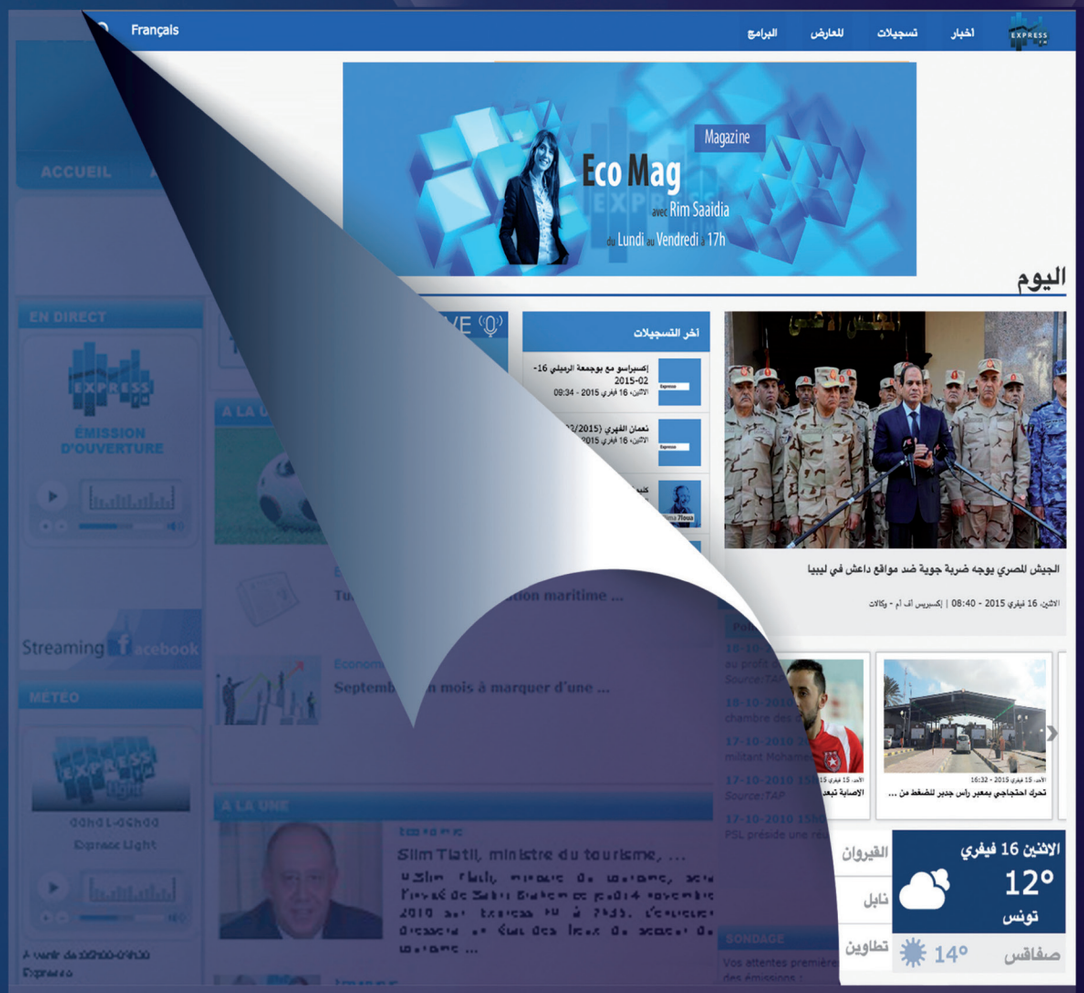
Les décorations husseïnites constituent, aujourd'hui, un beau (et, pour les deux Ahd-s, rarissime) témoignage du degré d'élaboration du protocole beylical et de l'organisation administrative dans notre pays. En matière d'histoire internationale des Ordres et décorations, ces créations assurent encore à la Tunisie une place de choix.■

M.A.B.A

■ Khéreddine en tenue de général commandant la cavalerie

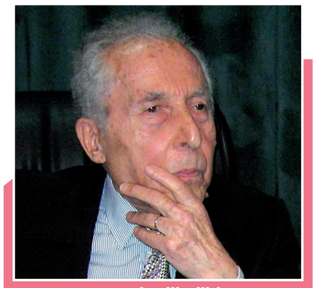
EXPRESS FM

Nouveau site
radioexpressfm.com



Tournons
la page!

Tunis103.6 FM
Sfax 104 FM



Par Chedli Klibi

60e anniversaire du 1er juin 1955

Le jour où Bourguiba renoue avec tout ce qui lui a manqué

Parmi toutes les dates qui ont marqué l'itinéraire du président Habib Bourguiba, dans son combat pour la libération de la Tunisie, le 1er juin est sans doute la plus emblématique, parce que la plus liée à la personne même du «Combattant suprême», et celle dont la portée se révélera, chemin faisant, la plus décisive.

Habib Bourguiba, ce jour-là, rentre d'exil, retrouve son peuple et réaffirme, contre vents et marées, un leadership intact.

Le 1er juin, c'est le jour où Habib Bourguiba renoue avec tout ce qui lui a manqué jusque-là : sa famille, ses partisans qui le soutiennent toujours, parce qu'ils l'ont toujours aimé et ce peuple auquel il a tout sacrifié, à commencer par sa carrière d'avocat.

Rien ne ressemble à la splendeur de ce 1er juin 1955 –dont Bourguiba fera un jour férié après l'indépendance – avec ces foules en liesse, venues de toutes les régions de Tunisie, accueillir le Combattant suprême. Il revenait vainqueur, la tête haute. Il pouvait dire que son combat avait porté ses fruits.

Ce jour mémorable, il le voulut grandiose, épique. Ce fut une fête des cœurs à l'unisson, dans l'espoir et la volonté de vivre libre– expression qu'il fera sienne pour longtemps. Bourguiba était dans son élément : la grande Histoire. Elle s'écrivait, ce jour-là, sous sa dictée.

La fille aînée du Bey est présente, au port de La Goulette. Elle l'attend au bas de la passerelle, pour le saluer au nom de son père.

Des ministres et des dignitaires s'y pressent également. Des fellaghas – surpris, les premiers, du cours que prennent ■■■

Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...

- Piscine privée
- Piscine publique
- Rénovation des piscines
- Vente et installation SPA

- Structure en Béton Armé
- Filtration sans Local Technique
- Toutes Formes, toutes Dimensions

N'hesitez pas à demander une visite technique sans aucun engagement de votre part.

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297
Email: desjoyaux.tn@topnet.tn
www.desjoyaux.com

Distributeur exclusif en Tunisie

Optimus

■■■ les évènements – sont là pour lui faire allégeance, même si certains d'entre eux ont un moment hésité à obtempérer à l'ordre de déposer les armes. Tous les grands militants du Parti, tous les leaders des organisations nationales – lesquelles ont pris une part active, parfois déterminante, à la lutte – tous attendent le grand instant où il leur donnera l'accolade.

Un kaléidoscope d'émotions et de souvenirs intimes attendent aussi Si-l-Habib. Sa femme Mathilde, pétrie de fidélité et de tendresse, qui avait enduré, sans se plaindre, bien des mauvais jours ; son fils Habib Jr – qu'ils appellent Bibi – et qui est déjà un grand jeune homme, vif et, comme son père, sans timidité aucune. Mathilde et Bibi, par leur présence, rappellent, tous deux, à Bourguiba les belles années de Paris où, étudiant, il mûrissait des rêves insensés qui sont, ce-jour là, en train de se réaliser.

Mais est là, aussi, loin, à part, une dame d'une certaine jeunesse, bien en chair, le visage en cœur et les yeux délicatement bridés, à qui, depuis 1944, Bourguiba consacre l'essentiel de ses rêves– Wassila, qui ne sait pas encore qu'une fée amie se penche déjà sur son proche avenir, pour le faire briller de mille et une nuits étincelantes.

Le voilà, maintenant, sur son cheval – posture qui, depuis ce jour, aura sa préférence quand il voudra subjuguer le peuple. Coiffé de ce fez rouge pourpre qu'on lui connaît, il se fraye lentement un chemin au milieu d'une foule immense, un océan d'hommes, de femmes et de jeunes adolescents, ivres de joie, scandant sans cesse : «Yahia Bourguiba».

Le voici, à présent, traversant, majestueusement, les artères de la ville «européenne» qui, longtemps, s'était refusée à lui. ■■■

■■■ Auréolé de gloire et d'amour, il salue de la main, comme seul il sait le faire, cette marée humaine qui l'entoure. Tout sourire – ce sourire éclatant qu'on lui verra désormais sur toutes les grandes photos d'affiche – Habib Bourguiba, tel que la victoire le changera : un souverain, comme il aimera toujours à être, en visite dans sa capitale.

Lorsqu'il sera nommé Premier ministre par le Bey, ce sera, pour lui, un bonheur indicible. Une revanche sur toutes les avanies du sort. Il aurait tant donné pour voir sa mère – morte à la tâche et vieillie avant l'âge – assister à sa gloire. Il se mord les lèvres, pour maîtriser son émotion – trahie par une larme qu'il écrase pourtant ostensiblement.

Le chemin de la gloire, le voici ouvert sous ses pas. Il se dit cependant que son œuvre ne sera pas achevée tant que le vœu des manifestants, tombés le 9 avril 1938, aux cris de : «Parlement tunisien», n'aura pas été exaucé, tant que la souveraineté ne sera pas reconnue au peuple.

Mais aussi quand il sera Premier ministre, en son for intérieur, il dira qu'il ne peut tenir pour honneur cette nomination venant non de son peuple, mais d'un autre homme, fût-il monarque – un monarque, qui plus est, devait son trône à une décision inique – et qui longtemps lui avait préféré son rival. C'était peut-être là une des raisons de sa rancune contre Lamine Bey.

Plus tard, dans son palais de Carthage, au milieu de quelques fidèles, il évoquera cet accueil du 1er juin. Mais le souvenir en sera assombri par des réflexions désabusées sur la versatilité des foules. Il leur dira entre autres : *«Ces foules qui se pressaient ce jour-là autour de mon cortège n'étaient-elles pas aussi celles qui allaient, peu de temps après, vociférer leur joie à l'arrivée de Salah Ben Youssef ? Elles savaient pourtant qu'il était contre l'autonomie, pour laquelle elles m'avaient acclamé».*

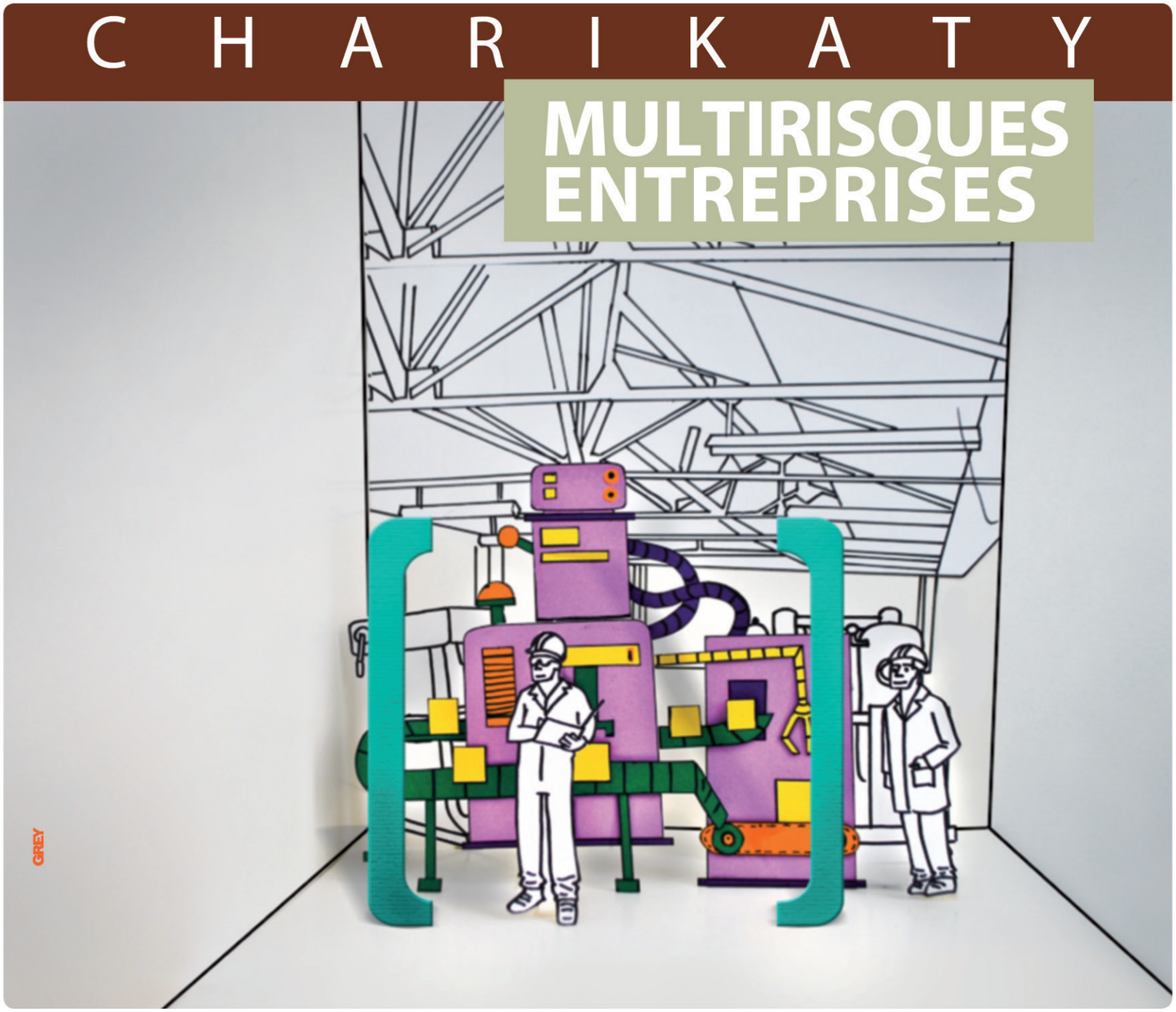
Il dira aussi, comme se parlant à lui-même: *«Comment savoir ce qu'un "vain peuple" pense ? Comment lui faire confiance ?».*

C'était peut-être ce qui allait le rendre sceptique sur la démocratie. Il sera résolument l'homme d'un pouvoir fort, certes émanant du suffrage universel, mais un pouvoir énergique et quand il le jugera nécessaire – parfois et souvent– solitaire.

Ce 1er juin restera, dans la mémoire des Tunisiens qui l'ont vécu, le jour où tout le pays a refait allégeance à son chef. Pour toujours ?

Tant qu'il sera en mesure de l'hypothèse avec ce verbe magique qui était le sien, ce regard ardent qui fascinait aussi bien les foules que les élites, avec tant qu'il gardera lucide et ferme cet esprit clair, lucide et ferme grâce auquel il avait remporté tant de victoires.■

C.K.



PROTÉGEZ LE PATRIMOINE DE VOTRE ENTREPRISE.

Assurez la pérennité de votre entreprise au quotidien !
CARTE ASSURANCES vous propose son contrat d'assurance Multirisques Dommages
CHARIKATY : une couverture complète de votre entreprise en cas d'incendie, d'explosion, de vol, des dégâts des eaux….
Vous disposez, par le biais d'un seul et même contrat, de garanties indispensables et performantes, conformes à vos besoins.
Plus de détails sur notre site internet.

www.carte.tn

On vous l'assure.

CARTE ASSURANCES

1er juin 1955
Retour du «Combattant Suprême», le Zaïm Habib Bourguiba

Il est des dates qui marquent, qui ne s'oublient pas, et qui vous font entrer dans la grande histoire à votre insu, constituant ainsi un tournant dans la vie. Le 1er juin 1955 en est une. A Marseille, le groupe de jeunes élèves que nous étions pour préparer l'examen du baccalauréat, apprit la grande nouvelle: le «Combattant Suprême» arrivait le soir même par le train de Paris pour un retour triomphal au pays après des années d'exil et la conclusion, à l'arraché, des conventions sur l'autonomie interne. Avec notre bouquet de fleurs, nous voilà à la gare Saint-Charles pour accueillir le Zaïm. Bousculé par la foule de Tunisiens qui scandait le nom du héros, je fus soudain saisi par une intense émotion quand je me retrouvai face à face avec l'homme qui représentait l'espoir de tout un peuple.

Je réussis finalement à m'approcher de lui et à lui remettre le bouquet de fleurs qui représentait, pour les jeunes venus à son accueil, le meilleur gage de reconnaissance et de fierté pour le dur combat qu'il avait mené. Comment ne pas se rappeler, aujourd'hui et demain, avec beaucoup d'émotion, après des décennies d'oubli, la date du 1er juin 1955 ! Elle symbolise à la fois la victoire contre le colonialisme et la renaissance de la Tunisie libre et indépendante.

Cette rencontre, comme d'autres plus tard, avec le Zaïm, alors que nous n'étions que des élèves et étudiants, demeurera à jamais gravée dans nos mémoires. Bourguiba nous avait toujours insufflé l'amour de la patrie, et nous avait fait rêver de grands desseins. Il nous avait mobilisés et engagés jeunes dans le combat pour l'indépendance, et plus tard dans l'édification de l'Etat moderne.

La commémoration de cette journée doit inciter, aujourd'hui, notre jeunesse à sauvegarder les acquis de notre société et à s'engager au-delà de cette œuvre magnifique du «Combattant Suprême», à instaurer une véritable démocratie, tant souhaitée, et à s'atteler au développement du pays pour rattraper le temps perdu. C'est un devoir de génération que de continuer à faire vivre la mémoire de Bourguiba, père de l'indépendance, libérateur de la femme et bâtisseur de la Tunisie moderne, dans l'esprit de nos jeunes, de sorte qu'il demeure, au-delà du temps et des gouvernants, un symbole et une fierté nationale.

N'est-ce pas transcender les querelles byzantines de nos politiciens que de reconnaître à Bourguiba sa véritable place dans l'histoire de la Tunisie, au même titre que Jugurtha, Hannibal, Ibn Khaldoun et autres grands noms de notre histoire millénaire. L'histoire n'a-t-elle pas attesté suffisamment qu'il faisait partie du cercle restreint de ces leaders contemporains, à l'instar de Gandhi, Mandela, Atatürk… dont la vie et l'œuvre leur ont valu la reconnaissance de leurs peuples et celle de la communauté internationale ?

Sur la foi de quoi, il est temps de réinstaller la statue équestre du Président Bourguiba à sa place initiale à l'avenue portant son nom sur laquelle trônait, jadis, celle de Jules Ferry, symbole du colonialisme. Il appartient au Président de la République actuel de tenir sa promesse et d'exaucer ce vœu du peuple reconnaissant.■

Abdesselem Kallel

Midea

it's your idea

بـدّل الطقـس!

Garantie 3 ans

الكترو ستار
ELECTROSTAR

APPEL GRATUIT
N° Vert 80 100 500

ANA / Chroniques

Les miniatures faisaient rêver l'adolescente. Parvenue à l'âge adulte, Aïcha Filali s'est essayé à cet art, mais en y introduisant des scènes «solubles dans le présent de la Tunisie» parce que puisées dans la vie quotidienne des Tunisiens ou dans les faits marquants de l'actualité. En faisant cohabiter des images du passé et du présent, elle a voulu dépoussiérer un art millénaire qu'on croyait figé à jamais dans sa forme. Pari réussi, comme en témoigne ce livre intitulé Ana/chroniques édité chez Sud Editions.

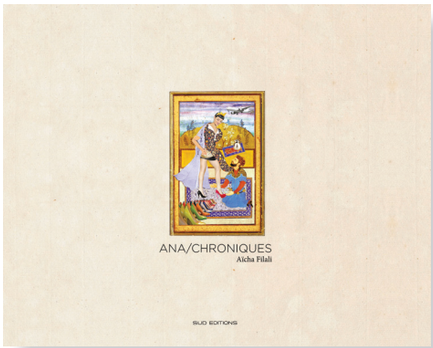
Bonnes Feuilles

Réaliser des miniatures ou plutôt travailler dans le sens des miniatures était une des envies latentes figurant à mon menu artistique. J'ai le souvenir de longs moments qui me plongeaient, adolescente, dans un ouvrage de Mohamed Racim faisant partie de la bibliothèque familiale. Je scrutais longuement et avec délectation tous les détails de chacune des images de l'ouvrage, admirant la finesse du travail, supposant la patience d'exécution et m'étonnant d'être aussi captive de l'atmosphère suggérée par l'artiste.

A la faveur d'un concours de circonstances, voici le projet des miniatures qui s'impose à moi de façon naturelle, répondant à un ordre des choses qui m'échappe.

Habitée comme toujours par la chose sociale de mon pays, l'idée de départ de ce travail consistait à installer des «scènes de genre» puisées dans la vie quotidienne des citoyens tunisiens, en détournant des miniatures anciennes et en les truffant de détails iconiques du présent. Personnages, lieux, bâtiments et objets, tout ce qui pouvait faire sens était intégré. Ainsi j'ai commencé ma quête des miniatures qui me semblaient «solubles» dans le présent de la Tunisie. Recherches sur la Toile, ouvrages de toutes sortes, peu m'importaient les auteurs, les écoles et les provenances; seule la configuration graphique et ce qu'elle pouvait me permettre comme travail de détournement déterminaient mon choix. Avec toutefois une constante, la référence islamique, qu'elle soit arabe, persane, ottomane, ou indienne. Les premiers essais ont consisté à injecter des détails du présent (personnages, bâtiments, véhicules et autres) soit en remplacement des éléments originaux du support, soit par simple adjonction d'objets ou de composants; et ce tout en gardant la structure et le cadre de l'image de départ. Ainsi Chantier, All inclusive, Fatwa, Zebla, et d'autres ont été fabriquées, chacune, à partir d'une miniature originale unique. Dans le même temps, je poursuivais le travail de capture photographique du réel auquel je me livrais dans le but d'enrichir ma réserve iconique, matière première de mes travaux, que j'engrangeais de façon systématique, au gré de mes pérégrinations.

Assez rapidement, et après quelques essais plaisants, je me suis sentie à l'étroit dans ce cadre prédéterminé. Sans quitter cet univers graphique, j'ai tenté de fonder mon propre espace «à la manière de» la miniature. Affronter la feuille blanche, sans les repères sécurisants d'une image déjà là, combiner de façon presque équivalente, signes photographiques et icônes provenant de supports multiples, travailler chaque détail de façon à ce qu'il acquière une importance et une signification propres, affubler parfois un même personnage d'attributs du passé et du présent… et toute autre opération se présentant au gré des manipulations graphiques. Cet exercice de plus grande difficulté s'est avéré stimulant



et m'a ouvert de nouvelles perspectives de travail, enchaînant la liberté de choisir ma matière première aux règles de composition du genre envisagé.

C'est alors que j'ai entrepris de mettre en scène des thèmes émanant de notre vécu politique, social, événementiel et autre. Ainsi des espaces récurrents, tels que l'Assemblée constituante du Bardo ; des événements marquants comme les funérailles de Chokri Belaïd, ou encore le jour du 14 janvier qui demeure un moment historique pour la Tunisie, quelles qu'en soient les «lectures». L'apparition du terrorisme sous nos cieux, et la place de choix qu'occupe le mont Chaambi dans le plus grand nombre des opérations médiatisées; la Mosquée El Fath et sa situation, pour le moins complexe, dans ce qu'il est convenu d'appeler l'islam politique ; le zoo du Belvédère et ce qu'il charrie comme images formatées de l'enfance et des couples d'amoureux. L'Université tunisienne et les tensions idéologiques qu'elle a récemment vécues. Les nouveaux usages vestimentaires qui ont transformé la rue tunisienne. Des périodes de la vie de la communauté ou des individus, telles que le mois de Ramadan qui se pare d'une atmosphère particulière, la cérémonie du Mariage, espace temps dédié à la surcharge et à l'exubérance. La constitution dont j'illustre, à contre-courant, quelques articles libellés en arabe dialectal. Des images de certains quartiers de la ville …Bref, c'était un tour de la Tunisie à un moment de son histoire. A travers l'évocation de ces thèmes cités dans le désordre, le travail a oscillé entre le Lourd et le Léger. J'ai ainsi alterné des sujets chargés et complexes comme Chokri, ou encore Thawra, Chaambi, Université, Dostour 14, Bardo, Immeubles… qui ■■■

■■■ requièrent chacun des dizaines d'heures de travail et qui nécessitent quelques centaines de calques; et des sujets plus légers, comme certains portraits sociaux tels que Beauté, Doussiyet, All inclusive, Chantier, Chats, Chiens…dont la composition est moins élaborée et la portée ludique plus manifeste.

Apparu au départ comme une «peinture de manuscrits» dont le but était de rendre plus intelligibles les descriptions scientifiques de textes originaux, cet art n'a pas tardé à être appliqué à d'autres genres littéraires, comme les textes poétiques, les romans, les fables, ou certaines chroniques et scènes de cour, exaltant la figure du monarque et relatant les faits de bravoure de certains chefs de guerre. C'est dire que cette pratique est intimement liée à l'écrit. Effectivement presque toutes les miniatures que j'ai eues entre les mains intègrent l'écriture, le plus souvent dans une cartouche comportant des fragments de texte calligraphiés, qui donnent des indications sur le contenu de l'image, ou nomment certains de ses protagonistes.

Aussi, pour abonder dans le sens de la référence, j'ai moi-même inséré du texte en remplacement de l'existant, en respectant le style calligraphique du document de base, afin de conforter la «méprise graphique» que je me plaisais à entretenir. Les fragments d'écriture, choisis en rapport étroit avec l'image, étaient des proverbes tunisiens relatifs au sujet, des bouts d'enquête sur quelques phénomènes sociaux, certaines fatwas ou déclarations d'intention de groupes idéologiques glanées sur le Net, quelques articles de la Constitution, des passages de textes institutionnels, les noms de certains objets, les marques de certains produits...Bref, j'avoue avoir fait feu de tout ce qui pouvait faire sens, et renforcer la crédibilité du «montage» réalisé. L'objectif ultime étant d'orienter certaines images, forcément polysémiques, dans le sens de mes intentions d'expression.■

Aïcha Filali

ANA / Chroniques
Aïcha Filali
Sud éditions / 80 pages / 30x23,5 cm / 2015 / 50 DT.

Magnésium

Calcium

Forme

Dynamisme

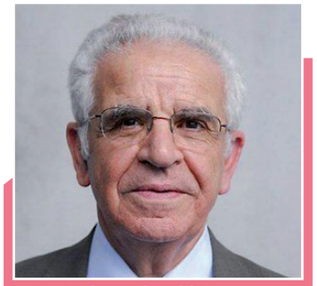
+ Calcium
Magnésium

ماء معدني
كريستالين
طبيعي

أكثر كلسيوم
و أكثر منيزيوم

شمس FM، وين إنت، وين أحنا

www.shemsfm.net



Par Mohamed Larbi Bouguerra

Epandage de pesticides par avion : est-ce la bonne solution ?

Dans notre pays, la question environnementale occupe actuellement, et à juste titre, les esprits : non seulement un Conseil des ministres lui a été consacré mais ont suivi en plus un déplacement du Premier ministre à Sijoumi, des cascades de nominations et de renvois, des tables rondes et des colloques à la pelle… et même une alerte lancée par le ministère de l'Intérieur à destination des apiculteurs pour qu'ils protègent leurs ruches* des épandages aériens de pesticides sur le lac Sijoumi dans l'espoir d'éliminer les moustiques. C'est bien… mais il n'y a pas que les abeilles comme insectes utiles à la pollinisation. Il y a les bourdons, les papillons, les abeilles solitaires…Or, les pesticides tuent sans faire de différence entre leurs victimes. L'Union européenne calcule que les pollinisateurs, ces bestioles, *«excréments de la terre»* (Jean de la Fontaine) contribuent pour 22 milliards d'euros par an à l'agriculture (*Le Monde*, 5-6 mai 2013, p. 15).

On ne peut cependant qu'être étonné par le manque de communication du ministère de l'Agriculture — propriétaire de l'aéronef, semble-t-il — sur l'accident de cet avion d'épandage de pesticides qui s'est écrasé le 4 mars dernier à Borj el Amri, provoquant la mort de son pilote. Quelle était la mission assignée à ce pilote? Quel produit avait-il embarqué ? Que lui est-il arrivé? A-t-il été incommodé par le solvant ? Y a-t-il eu un défaut mécanique ? A-t-on procédé au nettoyage de la zone du crash?

Rien n'a transpiré et ce n'est pas dans l'intérêt du public.

Des précautions légales drastiques

L'épandage aérien de pesticides date de la fin de la Première Guerre mondiale aux Etats-Unis (où les propriétés sont très étendues) et ses inconvénients sont très vite apparus : procès entre voisins dont les cultures ont été endommagées du fait de la dérive du produit, plaintes des apiculteurs dont les ruches ont été décimées… Par le passé, en Tunisie, l'épandage aérien a provoqué quelques plaintes, voire des drames, notamment à Kairouan dans les années 1980 : intoxications, provisions abîmées sur les terrasses, mortalité élevée d'oiseaux…Depuis 2009, cet épandage est interdit - avec quelques dérogations - par une directive européenne. En France, des exceptions ont été introduites dans la loi Grenelle II du 13 juillet 2010, pour les départements d'outre-mer sur les bananeraies, et dans tous les cas, la consultation du public est nécessaire. L'interdiction sans exception est prévue pour fin 2015. Mais le 6 mai 2014, le Conseil d'Etat a suspendu toutes les autorisations d'épandage aérien de pesticides en France. De toute façon, seuls des pesticides spécifiques dûment évalués peuvent être utilisés lors de cet épandage et la vitesse du vent doit être de 19 km/h au maximum. Il faut en outre respecter des distances minimales (50 m) dans le voisinage des écoles, des habitations, des points d'eau, des zones protégées et positionner des signaleurs (flagmen) à terre pour aider le pilote. A noter que la FAO relève, depuis 2001, une réduction du nombre d'avions licenciés.

La Tunisie n'est pas condamnée à l'utilisation de pesticides toxiques. Bien des pays s'en sont débarrassé ou ont réduit de façon importante leur emploi. Le plan Ecophyto en France devrait réduire de moitié l'utilisation des pesticides d'ici 2025. Ce que les pays scandinaves ont fait depuis 30 ans ! Il faut en Tunisie plus de transparence sur la liste des produits et il faut associer l'Université et les associations lors de l'établissement de celle-ci, comme il faut une stratégie nationale pour s'en passer (c'est possible !) et pour les éliminer de notre environnement. L'information sur les pesticides ne doit pas seulement provenir des seules multinationales ou de leurs agents intéressés.

Pourquoi ne pas imaginer une cité tunisienne sur le modèle de Courdimanche (Val-d'Oise) qui, depuis des années, est «ville sans pesticides» ?

Les pesticides : dégâts et inconvénients

Répandre des pesticides chimiques par voie aérienne pour éliminer les moustiques à Sijoumi, comme on l'a fait les 14 et 15 mai derniers, ne peut que conduire à des difficultés accrues ■■■

الكلمة ليك

91,5
105.6
95.2
CAP FM
La 1ère Radio du Cap Bon...
الكلمة ليك

radio Cap FM

VOUS ÊTES SUR ÉCOUTE

Tél : 72 279 188
Fax: 72 279 177
Mobile : 28 222 601
E-mail : commercial@capradio.tn

www.capradio.tn

91,5
105.6
95.2
CAP FM
La 1ère Radio du Cap Bon...

■■■(Lire notre article sur le site de *Leaders* en date du 30 juin 2014). En outre, il entraîne des surcoûts non négligeables. Pourquoi ?

1- Les experts sont d'accord pour dire que l'épandage aérien de pesticides est un des moyens les moins efficaces pour venir à bout des moustiques. Dans notre pays hélas, tout le monde réclame cet épandage (on parle à la télévision et ailleurs de « moudawat », alors qu'on est en présence de poison !) par paresse ou par facilité et pour ne pas se remettre en cause et endosser ses responsabilités, semble-t-il. Pour avoir le maximum d'efficacité en effet, l'épandage doit atteindre l'insecte en vol. On estime que 10% seulement des moustiques sont atteints lors d'un épandage. Le moustique adulte vit deux semaines environ et les larves éclosent continument. Ce qui signifie que l'on est condamné à constamment renouveler l'épandage si l'on a opté pour les pesticides chimiques dans la lutte contre l'insecte. Pour les spécialistes, l'épandage aérien n'atteint que 5 à 10% de sa cible. Il ne sert donc que les intérêts du propriétaire de l'aéronef et des fabricants de produits!

2- L'épandage aérien est plus nocif pour les prédateurs des moustiques que pour les moustiques eux-mêmes car ces prédateurs sont situés en amont dans la chaîne trophique et recueillent en conséquence plus de poison. De plus, si l'insecte a moins de prédateurs (oiseaux, amphibiens, grenouilles, lézards…), tués par le pesticide, sa population va augmenter. Des données provenant d'une étude conduite dans l'Etat de New York (Journal of Mosquito Control cité par l'ONG canadienne EHANS en 2003) montrent qu'après 11 années de traitement aérien, la population de moustiques a été multipliée par 15. Le même phénomène a été observé en Floride.

Voilà ce qui attend les habitants des environs de Sijoumi si on continue dans cette voie de l'application par voie aérienne de pesticides chimiques ! Plus de bataillons de moustiques en perspective pour « égayer » leurs nuits !

3 - Les moustiques ont une courte vie. Au cours d'une année, on observe de nombreuses générations. L'insecte qui a été exposé aux pesticides et qui y survit va développer une résistance accrue à ces produits, capacité qu'il va transmettre à sa descendance : l'épandage va ainsi créer un « super moustique » contre lequel il faut utiliser des doses plus fortes de poison. A noter que l'on utilise des solutions complexes qui contiennent non seulement le pesticide toxique mais aussi des surfactants, des synergistes comme le piperonyl butoxyde (PBO)…

4 - L'épandage aérien a des effets bien évidemment sur la santé des humains. Au cours de l'été 2002, 26 éminents médecins et scientifiques du Québec ont publié un document où l'on lit : *«L'épandage aérien de pesticide — spécialement dans les zones densément habitées— est bien plus dangereux pour la santé humaine et l'environnement naturel que les piqûres d'insectes… Les individus les plus vulnérables à cet assaut chimique contre les moustiques sont les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées, les personnes allergiques, les immunodéprimés, les personnes souffrant d'un cancer et les asthmatiques ».* Dès 1993, les travaux de l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis ont montré l'extrême nocivité des pesticides sur les enfants dont les réactions physiologiques et toxicologiques sont très différentes de celles des adultes vis-à-vis de ces composés. Ce qui a conduit le législateur américain à voter des lois fondamentales à cet égard.

5 - Plutôt que de céder au sensationnalisme, à la panique ou au populisme, nous avons besoin de mettre au point une démarche rationnelle et productive sur le long terme et qui soit respectueuse des humains et de leur environnement. A Sijoumi, en premier lieu, contrôler la source, comme disent les entomologistes : il faut d'abord empêcher l'arrivée des eaux usées dans le lac et éliminer les flaques d'eau stagnante. En effet, un moustique adulte vole rarement à plus d'un kilomètre de l'endroit (eau) où sa larve s'est développée. Assécher ces gîtes est donc essentiel.

On peut aussi introduire dans le lac le poisson gambusia affinis qui se nourrit des larves de moustiques et on peut asphyxier celles-ci par épandage d'huile sur les grandes flaques ou le lac pour les empêcher de respirer. L'introduction de libellules (ou demoiselles) est aussi un bon moyen de contrôler les moustiques car elles se nourrissent de moustiques et de mouches. Ces techniques ont été utilisées avec succès en maints endroits dans le monde. Eliminer les larves du moustique est bien plus efficace que d'essayer de tuer le moustique adulte au moyen de l'épandage par avion dont l'efficacité est fort problématique. En définitive, le moyen le plus sûr pour se débarrasser de ce diptère et de ses piqûres, c'est de maintenir un écosystème sain, de gérer correctement les déchets et d'entretenir convenablement le réseau d'eaux usées.

Loin du sensationnel et des effets médiatiques, il faut responsabiliser les municipalités et les citoyens afin qu'ils prennent conscience de la nécessité de s'impliquer dans la défense et la protection de leur environnement. Cessons de parler de développement durable. Mettons-le en œuvre au profit des Tunisiens et de leur milieu de vie ! ■

**La province canadienne de l'Ontario a édicté, dès 1893, une protection des abeilles contre les insecticides minéraux (arsenic, plomb…) à l'époque. Le Sénat américain est en train de mettre au point une stratégie nationale de protection des abeilles et des pollinisateurs depuis avril 2014. Le 13 mai 2015, la Commission spécialisée du Sénat a tenu une audience consacrée aux pollinisateurs.*

M.L.B.

Billet

Par Hédi Béhi

Les relations Tunisie-Libye
Un défi au bon sens

Il est écrit que l'histoire des relations tuniso-libyenne depuis le coup d'Etat de Kadhafi restera une histoire jalonnée de malentendus, de crises, d'incompréhensions, de provocations, de relations où le pire l'emporte largement sur le meilleur.

On oublie trop souvent que la Tunisie et la Tripolitaine (la Libye est l'œuvre des colonisateurs italiens et ne verra le jour dans ses frontières actuelles qu'en 1928) ont formé pendant 900 ans un seul et même Etat, l'Ifriqiya, soit de 641, date de la conquête arabe, à 1551 après l'annexion des trois provinces libyennes par l'Empire ottoman. Un destin commun sur une période aussi longue laisse forcément des traces, et pas seulement dans les zones frontalières où les habitants ont noué des alliances et des relations économiques qui perdurent jusqu'à nos jours, mais aussi dans les autres régions, du fait d'un brassage permanent entre les populations depuis Carthage.

L'histoire des deux pays est d'ailleurs riche en marques de solidarité et de fraternité réciproques. On peut en citer quelques exemples très significatifs. La Tunisie a été de tout temps, et jusqu'à la découverte du pétrole en Libye en 1956, une terre d'asile pour nos voisins du sud. En 1911, ils étaient 70 000 à se réfugier dans notre pays à la suite de l'occupation italienne. En 2011, ils seront des centaines de milliers à franchir les frontières, fuyant les combats entre les kataeb et les adversaires de Kadhafi. Mais notre pays fut aussi une terre d'immigration pour les Libyens. Nombre d'entre eux y ont fait souche se moulant dans le creuset tunisien, et ce n'est pas un hasard si le patronyme Trabelsi est très répandu chez nous. N'oublions pas que parmi ces Libyens qui avaient choisi la Tunisie, figurait une famille originaire de Mosrata, dont l'un des descendants deviendra, un siècle plus tard, le plus illustre des Tunisiens : Habib Bourguiba. En 1911 et bien avant, comme en 2011, ils furent accueillis à bras ouverts et logés chez l'habitant alors que leurs compagnons d'infortune africains et asiatiques étaient parqués dans des camps. Cette solidarité commune s'est forgée dans la lutte commune contre les occupants français et italiens, notamment dans le mont Nefoussa et dans la région de Tataouine de 1915 à1918 lors de la révolte de Khélifa Ben Asker. Du côté libyen, on peut mentionner aussi l'aide accordée aux résistants et aux dirigeants nationalistes tunisiens pendant la lutte de libération (1952-1955). Mais un évènement majeur va changer la donne, troublant les eaux de ce long fleuve tranquille que furent nos relations avec notre voisin du sud : le coup d'Etat de Kadhafi, le 1er septembre 1969.

Jusque-là, la Libye constituait un Etat-tampon entre le Maghreb et le Machreck, ce qui n'était pas sans intérêt pour les dirigeants tunisiens quand on sait la méfiance que le panarabisme et les ambitions de Nasser leur inspiraient.Bourguiba avait raison d'appréhender le changement intervenu à Tripoli. Avec un homme aussi fantasque, c'était les portes de l'enfer qui s'ouvraient pour la Tunisie, certes, mais aussi pour toute la région. Alors qu'auparavant, personne, hormis les voisins immédiats de la Libye, n'en avait jamais entendu parler, ni n'arrivait à la situer sur une carte, il ne se passera pas un jour sans que ce pays et son chef fassent la «une» des journaux. S'appuyant sur une manne pétrolière quasi inépuisable et jouant de la rivalité entre les deux supergrands, Kadhafi sera le trublion de la scène internationale, le principal facteur d'instabilité. Il financera l'IRA, l'ETA, le Front Moro des Philippines, enverra des mercenaires à Gafsa, commanditera des attentats contre les boîtes de nuit à Berlin, signera des traités d'union tous azimuts et transformera son peuple en cobayes sur lesquels il testera les idées les plus insensées. Car sa principale victime aura été son propre peuple. Il destructurera la société, détruira l'Etat, l'enseignement, la santé. Sur l'autoroute qui mène à l'aéroport de Tripoli, il fera installer des panneaux où il appelle ses compatriotes *«à prendre garde au mal de celui que tu as comblé de tes bienfaits»*, إتّق شرّ من أحسنت إليه dans une allusion aux millions d'émigrés résidant en Libye. Comment dans ce cas s'étonner qu'un responsable libyen insulte les Tunisiens sans que ses supérieurs réagissent, que des miliciens maltraitent et renvoient chez eux nos compatriotes, que le gouvernement «légal» joue avec les nerfs des familles des deux journalistes pris en otage depuis septembre, qu'ils se montrent si ingrats à l'égard de ceux qui *«les ont comblés de leurs bienfaits»*, qu'ils poussent l'outrecuidance jusqu'à s'ingérer dans leurs affaires intérieures. Kadhafi a façonné les Libyens à son image. Tout cela doit nous inciter à relativiser leurs actes. Les quatre décennies Kadhafi ont nécessairement laissé des traces dans la superstructure, comme dirait Marx.■

H.B.